

## Jacques Chirac s'inquiète des « insuffisances » des armées françaises

JACQUES CHIRAC a mis en garde le gouvernement sur la nécessité de doter la défense française des « moyens et [des] ressources indispensables » à la poursuite de sa réforme, engagée en 1996. Contrairement au ministre de la défense, Alain Richard, qui avait jugé « exagéré » de parler de « déficiences » du dispositif militaire français au Kosovo, le chef de l'Etat a souligné, dans son message aux armées à la veille du 14 juillet, que la guerre avait révélé « des lacunes et des insuffisances ». M. Chirac a également souhaité que les Européens se donnent « les moyens d'agir ensemble et entre eux » en matière de défense. Le chef de l'Etat devait à nouveau manifester sa vigilance lors de son intervention télévisée, au terme du traditionnel défilé.

Lire pages 6 et 7

## Téhéran sous l'ordre des ayatollahs

- Des centaines de milliers d'Iraniens manifestent à Téhéran à l'appel des conservateurs islamiques
- L'ayatollah Khamenei ordonne aux forces de sécurité et aux miliciens de réprimer la révolte des étudiants
- Le président réformateur Khatami se range dans le camp des défenseurs de l'ordre

À TÉHÉRAN, sept jours après les débuts des manifestations étudiantes, les conservateurs ont repris l'initiative. Mercredi 14 juillet dans la matinée, le rassemblement auquel avait appelé l'organisation de la propagande islamique, l'une des principales institutions de propagande du régime, a réuni des centaines de milliers de personnes dans le centre de la capitale iranienne. Les manifestants brandissaient des portraits du Guide conservateur de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, et scandaient « Mort à l'Amérique ! » et « Mort à Israël ! ». Cette manifestation se tenait aux abords de l'université, là même où de violents affrontements avaient opposé, la veille, les étudiants aux forces de l'ordre, appuyées par des miliciens islamistes.

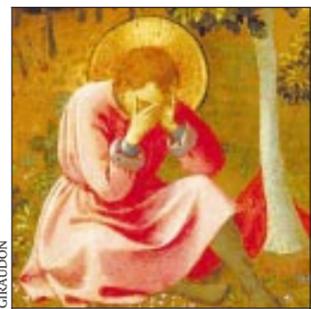
Ayant refait leur unité face à une révolte étudiante qui les menaçait, les deux pôles du régime iranien, l'ayatollah Ali Khamenei et le président réformateur Mohamad Khatami, avaient dénoncé les contesta-



taires. L'ayatollah Khamenei a ordonné aux forces de sécurité et aux miliciens « de réprimer » les manifestations non autorisées et « de rétablir l'ordre public ». Dans un message diffusé par la radio officielle, il a demandé « au gouvernement et aux responsables de la sécurité », ainsi qu'aux « bassidji » (miliciens islamistes) de « réprimer les éléments corrompus et contre-révolutionnaires ».

Le président réformateur Mohamad Khatami a lui aussi dénoncé des « déviations qui doivent être réprimées avec force ». Les personnes arrêtées lors des deux derniers jours seront jugées comme des « contre-révolutionnaires », a annoncé un haut responsable du régime mercredi. Face à cette offensive des conservateurs soutenus par le président réformateur, le mouvement étudiant est divisé, certains de ses animateurs préconisant l'arrêt des manifestations et la recherche d'une solution politique.

Lire page 2



## LES SÉRIES DE L'ÉTÉ Les génies du christianisme

### 3. Augustin fait un songe

Coureur de filles et chercheur de Dieu, ainsi apparaît Augustin. Intellectuel, assoiffé de carrière, voilà qu'un songe à l'ombre d'un jardin de Milan l'a entraîné vers la foi. Il deviendra le chantre d'une orthodoxie chrétienne qui refuse à l'homme sa liberté, forgeant la notion de péché originel. Il reste un rhéteur de génie qu'on lit à haute voix et en version originale... c'est-à-dire en latin. p. 10 et 11

## L'âge de raison du bébé-éprouvette

VINGT ET UN ANS après la naissance de Louise Brown, le premier « bébé-éprouvette », l'assistance médicale à la procréation (AMP) atteint son âge de raison en Europe. L'objectif n'est plus d'obtenir une grossesse à tout prix, même si elle aboutit à des naissances multiples ou prématurées. L'implantation d'un nombre réduit d'embryons à chaque tentative traduit désormais la volonté de faire naître à terme un enfant unique. La progression du recours à ces techniques - 40 000 prélèvements d'ovules sont pratiqués chaque année en France - pose de nouvelles interrogations éthiques et économiques. Un projet gouvernemental vise à élargir la prise en charge de l'AMP par la Sécurité sociale.

Lire page 8

## Grattez le chien, trouvez la puce et gagnez la belle auto

L'INVITATION ressemble à une plaisanterie : « Apportez-nous la puce rare et vous gagnerez une voiture. » L'affaire est pourtant sérieuse. On la doit au laboratoire Novartis, dont la branche « Santé Animal » produit et commercialise Program, l'un des traitements anti-puces les plus réputés. Issue du mariage de Sandoz et Ciba, cette société suisse poursuit activement ses recherches dans ce domaine. Elle s'est donné, cette année, pour mission de recenser toutes les puces opérant sur le territoire français. Et pour y parvenir, les laboratoires ont décidé de faire appel à la population.

Les propriétaires de chiens et de chats souffrant de ce mal pernecieux sont donc cordialement encouragés, durant l'été, à conduire leur animal de compagnie chez leur vétérinaire. Ce dernier effectuera un prélèvement dans chaque manteau poilu. Les maîtres devront ensuite envoyer leur trophée à Rueil-Malmaison, où travaillent les équipes de Novartis Santé Animal. Toutes ces charmantes bestioles y seront observées et retournées dans tous les sens, les chercheurs souhaitant établir la liste des multiples es-

pèces vivant en France. C'est le professeur Michel Franc, de l'Ecole nationale vétérinaire de Toulouse, qui doit superviser le travail d'analyse.

L'opération devrait contribuer aussi à sensibiliser les populations à ce fléau et les encourager à aller « consulter ». « Contrairement aux pays anglo-saxons, qui mettent en place de vraies stratégies de lutte, nous faisons preuve, en France, d'un assez grand laxisme, précise Nicolas Besse, chef de produit chez Novartis. Or, les gens sont assez peu informés sur la façon dont les puces prolifèrent. » Et elles prolifèrent, en effet. « Un chien ramène deux ou trois puces de sa promenade, et c'est l'enfer. Car chacune d'elles va pondre une cinquantaine d'œufs par jour. Faites le calcul. Au bout de quinze jours, vous êtes envahis. »

Pour inciter maîtresses et maîtres à participer à cette aventure collective, Novartis propose une récompense. L'heureux propriétaire qui aura permis de découvrir LA puce rare - « une seule fera l'affaire », précise le communiqué - se verra offrir une voiture, une Ford Ka. Quant au vétérinaire qui aura réalisé le prélèvement, il gagnera un... safari

photo au Kenya pour deux personnes. Histoire d'aller se changer les idées avec de plus grosses bêtes.

Réalisée l'an dernier en Angleterre au cours d'un week-end, une opération équivalente avait rencontré un vif succès. Sur les ondes et dans la presse écrite, on avait disserté « puces » à grand renfort d'explications et de descriptions pédagogiques. Le gagnant avait remporté une Coccinelle Volkswagen, une récompense qui avait fourni aux Anglais le slogan rêvé : « Find a flea, win a beetle ». « Trouvez la puce, gagnez une coccinelle ». En deux jours, cinq cent puces avaient été réunies.

La chasse aux puces est donc ouverte. Elle n'avait duré qu'un week-end outre-Manche. Pour la France, Novartis a été plus généreux - la période court jusqu'au 31 août. Une nouvelle victoire de Chasse, pêche, nature et traditions ? Les militants de ce mouvement devraient en tout cas être nombreux à participer à cette compétition d'un nouveau genre. A n'en pas douter, la concurrence sera rude.

Véronique Cauhapé



## TOUR DE FRANCE La planète Armstrong

Vainqueur de la première étape de montagne, course, mardi 13 juillet, entre Le Grand-Bornand et Sestrières (213,5 km), Lance Armstrong, maillot jaune, a écrasé ses rivaux. Mais les exploits de l'Américain (trois étapes en onze jours), qui fut victime d'un cancer, laissent le peloton sceptique. p. 14 et 15

## L'escroc aux assurances



MARTIN FRANKEL

RECHERCHÉ par le FBI, Martin Frankel, 44 ans, a disparu depuis plus de deux mois. Il s'est « envolé » en emportant au moins 215 millions de dollars escroqués à des assureurs crédules. Cette affaire met en lumière les faiblesses de la supervision des sociétés d'assurance aux Etats-Unis.

Lire page 13

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 715 - 7,50 F



# Une nouvelle inédite de science-fiction

Les Rémoras par Robert Reed  
cahier spécial de 48 pages

vendredi 16 juillet

Le Monde daté 17

## POINT DE VUE

# Chasseurs, vous n'êtes pas seuls au monde !

par Dominique Voynet

Je me suis gardée de toute déclaration sur la chasse depuis plus d'un an, préférant travailler à la solution des problèmes plutôt que répondre aux insultes et aux faux procès. La seule exception à ce silence fut un entretien donné au journal *Sud-Ouest* il y a quelques semaines. Il ne suscita d'ailleurs que peu d'échos, sans doute parce que les propos que j'y tenais, à la différence de ceux que l'on me prête, ne pouvaient servir à alimenter les querelles entretenues à des fins politiques par ceux qui font de la chasse un cheval de bataille contre le gouvernement et un fonds de commerce pour construire un parti politique.

Jean Saint-Josse, le président de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), ayant jugé bon de s'en prendre à moi publiquement, en indiquant qu'il refuserait de discuter avec la ministre chargée de la chasse au sein du gouvernement de Lionel Jospin, et en demandant accessoirement ma démission, je suis contrainte de sortir de la ré-

serve que je m'étais imposée jusque-là.

D'abord pour rappeler à M. Saint-Josse qu'il ne lui appartient ni de déterminer la composition du gouvernement ni de juger de la légitimité des ministres qui le composent. Si les élections européennes lui ont permis d'aller siéger au Parlement de Strasbourg, elles ont avant tout confirmé la confiance que la majorité des Français accordent aux partis de la majorité plurielle et au gouvernement de Lionel Jospin.

Je voudrais ensuite redire quelle est ma position sur la chasse, en espérant que, pour une fois, on voudra bien s'en tenir à ce que je dis et non spéculer sur ce que je suis censée avoir dit. Je ne souhaite pas l'interdiction de la chasse ni la disparition des chasseurs.

Lire la suite page 12

Dominique Voynet est ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

## L'ÉTÉ FESTIVAL

# Bonne vieille vieille à roue

Saint-Chartier, petit rendez-vous né en 1976 d'un père folk et d'une mère régionaliste, est devenu un « grand » festival où se croisent tout ce que l'Europe compte de luthiers et maîtres sonneurs. Du 11 au 14 juillet, 15 000 spectateurs ont fait la fête au son de la vieille à roue matinée de musiques nouvelles. p. 20

## VILLAGES DE PEINTRES

# Le Giverny de Monet

Dans cette bourgade de l'Eure où vécut Monet, l'affluence des amateurs, venus notamment des Etats-Unis, trouble la quiétude des habitants. *Le Monde* décrira demain l'univers d'Auvers-sur-Oise et de son génie maudit, Vincent Van Gogh, puis Barbizon et son « école » où vécut au siècle dernier une centaine d'artistes. p. 9

International	2	Aujourd'hui	14
France	6	Météorologie	18
Société	8	Jeu	18
Régions	9	Carnet	19
Abonnements	9	Culture	20
Horizons	10	Guide culturel	22
Entreprises	13	Radio-Télévision	23





# Nicole Fontaine brigue la présidence du Parlement européen face à Mario Soares

L'Allemand Hans-Gert Poettering prend la tête du groupe PPE

L'élection, le 20 juillet, du président du nouveau Parlement européen devrait se jouer entre l'avocate française Nicole Fontaine, proposée mar-

di soir par le Parti populaire européen (PPE), et l'ancien président du Portugal, le socialiste Mario Soares. Le PPE dispose du groupe parlemen-

taire le plus important. Il sera dirigé désormais par le chrétien-démocrate allemand, Hans-Gert Poettering.

LA DÉPUTÉE française Nicole Fontaine, deuxième de la liste UDF conduite par François Bayrou aux élections européennes du 13 juin, briguera, le 20 juillet prochain, la présidence du Parlement européen. Elle devrait affronter, avec de bonnes chances de l'emporter, l'ancien président portugais Mario Soares, présenté par les socialistes.

Cette décision a été officiellement confirmée, mardi 13 juillet, par le groupe parlementaire du Parti populaire européen (PPE), la principale formation des droites européennes dans l'Union. Le PPE est décidé à revendiquer le perchoir de l'Assemblée malgré la tradition selon laquelle celui-ci est occupé à tour de rôle pour la moitié de la législature par un représentant des deux principales formations qui dominent l'hémicycle. Le président sortant étant le conservateur espagnol José María Gil-Robles, les socialistes avaient pensé qu'ils pourraient offrir la présidence à Mario Soares. C'était sans compter sur leur revers aux élections de juin. Pour la première fois, leur groupe parlementaire est devancé par celui du Parti populaire européen. Minoritaires au sein du conseil des ministres, actuellement dominé par les gouvernements de gauche, les formations qui composent le PPE entendent marquer le coup.

Après la décision des néo-gaullistes du RPR de rejoindre le groupe parlementaire du PPE, celui-ci devrait disposer de 232 députés contre 180 aux socialistes. Ce n'est pas suffisant pour avoir la majorité (314 sièges), mais donne néanmoins l'espoir de suffrages *in fine* réunir le plus de suffrages sur son candidat. Le vote donnera une



indication importante sur les cliques dans la nouvelle assemblée. Les deux principaux groupes doivent se chercher des alliés. Les socialistes lorgnent d'abord en direction des Verts, qui disposent de 47 députés, et des communistes, dont le groupe, présidé par le Français Francis Wurtz, peut compter sur 42 députés avec l'adjonction des trotskistes d'Arlette Laguiller et Alain Krivine.

#### LES LIBÉRAUX COURTISÉS

Avec une cinquantaine de députés au moins, le groupe libéral, qui a notamment inclu les députés italiens élus sur la liste du nouveau président de la Commission, Romano Prodi, sont particulièrement courtisés. Leur soutien ne sera pas

gratuit. Pas plus que celui des multiples petites formations, allant des villériistes-pasquaiens aux radicaux italiens d'Emma Bonino, des chasseurs-pêcheurs aux anti-européens nordiques, décidés à monnayer leur éventuel appui au PPE.

Membre du Parlement européen depuis 1984, Nicole Fontaine, 57 ans, bénéficiera de son expérience au sein de l'Assemblée pour tenter de s'y retrouver dans cet échecaveau et succéder ainsi à Simone Veil, également UDF, première présidente française élue en 1979. Cette avocate normande, venue à la politique par le biais de la défense de l'enseignement libre au début du mitterrandisme, n'est pas encore très connue du grand public en France. Mais elle s'est ac-

quis le respect de ses pairs comme membre du comité de conciliation chargé de gérer les conflits qui surviennent entre le Parlement et le conseil des ministres des Quinze sur les sujets relevant de la procédure de codécision.

« Nous allons avoir une vraie élection démocratique », affirme Nicole Fontaine, en estimant important que les forces de droite et de gauche puissent se compter au sein de l'hémicycle sur des « votes politiques ». Ce qui n'exclut pas, selon elle, de poursuivre avec le groupe socialiste une collaboration pour dégager des consensus sur les grands sujets de débat à venir. Entre les dirigeants des deux grands groupes, les négociations ont commencé pour établir les règles de comportement pour la prochaine législature. Personne n'a intérêt à une rupture. Le groupe parlementaire du PPE, qui s'est donné mardi 13 juillet pour président le chrétien-démocrate allemand, Hans-Gert Poettering, reste encore dominé par des pro-européens bon teint. Mais sa direction n'ignore pas qu'elle devra compter avec de fortes résistances à sa ligne politique au sein de ses propres troupes. Les eurosceptiques du PPE sont plus nombreux que jamais après les succès des conservateurs britanniques, des Italiens de Forza Italia, et l'arrivée des gaullistes. M. Poettering a tout intérêt à trouver un terrain d'entente avec Enrique Baron Crespo, président du groupe socialiste et les Verts de Daniel Cohn-Bendit, s'il entend faire prévaloir la ligne traditionnelle des chrétien-démocrates.

Henri de Bresson

## Un « antinationaliste » arménien menacé de cinq ans de prison

IL A le profil de l'oiseau rare pour tous ceux qui cherchent, en vain depuis dix ans, à imposer une paix durable en Transcaucasie, qui végète toujours à l'ombre de ses passions nationalistes. Car nul n'est prophète en son pays : la visite exploratoire de bonne volonté que l'Arménien Achot Blian effectua à Bakou en 1992, c'est-à-dire en pleine guerre azéro-arménienne, avait fait immensément scandale à Erevan. Sa démarche courageuse n'a eu d'ailleurs aucun autre résultat. Mais ce militant aux convictions libérales, qui prône l'insertion pacifique de l'Arménie dans son environnement proche-oriental, n'a pas renoncé pour autant.

Nommé ministre de l'éducation par le premier président arménien, Levon Ter-Petrosian, il se donna pour tâche de faire en sorte que la jeunesse de son pays ait d'autres horizons que ceux qui la ramènent toujours au 24 avril 1915, commémoré comme jour du génocide arménien. Mais les résistances étaient trop fortes. En 1988, quand le premier ministre originaire du Haut-Karabakh, Robert Kotcharian, succéda, à la présidence, au modéré Levon Ter-Petrosian, les portefeuilles de l'éducation et de la culture sont confiés au parti ultranationaliste Dachnak, qui cultive, plus ou moins secrètement, les idées de « Grande Arménie » et de revanche à prendre

sur les Turcs. Achot Blian, quand à lui, venait d'arriver bon dernier – ne récoltant qu'une voix sur mille ! – à l'élection présidentielle.

Il s'y était présenté, disait-il par avance au Monde, à seule fin d'avoir une tribune dans les médias. Car l'hebdomadaire de son propre parti, *Nor Ughi* (Nouvelle Voie) – un des rares en Arménie à accepter la solution prônée par la communauté internationale dans le conflit autour du Haut-Karabakh – est peu diffusé. Même s'il est lu par une petite portion dynamique de la jeunesse étudiante. Car Achot Blian a aussi su créer une des principales écoles secondaires d'Erevan, la *Mkhitari Sebastatsi*, dont les méthodes modernes ont attiré un millier d'élèves.

#### COMITÉ DE DÉFENSE

C'est là, « devant ses élèves et ses professeurs », selon un de ces derniers, qu'Achot Blian fut arrêté le 14 mai. Accusé de détournement de fonds publics, il est détenu depuis lors pour « obstruction à l'enquête ». Un comité formé pour sa défense, où des partis d'opposition sont représentés, dément en bloc et dénonce la « répression politique », précisant qu'Achot s'était vu promettre des crédits de l'Etat qui ne furent pas versés, ce qui l'a obligé à emprunter à des professeurs et parents d'élèves, qui ne s'en seraient jamais plaints.

Avant son arrestation, Blian avait lancé des attaques de plus en plus précises, avec ses amis journalistes, contre le « clan des Karabakhtsy », désormais au pouvoir, et leurs affaires de corruption. Le ministre de la sécurité, Serj Sarkissian, était particulièrement visé, notamment dans le cadre de la crise du pain qui devrait mettre à rude épreuve, dans les prochains mois, le nouveau gouvernement formé de nationalistes radicaux. Le ministre aurait en effet permis à une société, Mika-Armenia, d'acquérir une position de monopole pour l'achat du blé américain dont le pays est aux deux tiers dépendant, mais qu'elle n'aurait plus intérêt à écouler.

Le quotidien *Oragir*, qui relayait l'affaire, fut contraint de suspendre sa parution. Les passions furent en outre exacerbées par l'accident de voiture, considéré comme suspect par ses amis, qui coûta la vie, il y a deux mois, à Tigran Hairapetian, un des journalistes d'opposition, ami d'Achot Blian, les plus offensifs à Erevan. Le 15 juillet, un tribunal doit décider, soit de faire comparaître le « maître d'école » obstiné, qui risque alors une peine allant jusqu'à cinq ans de prison, soit de le relâcher, soit de prolonger encore sa détention provisoire.

Sophie Shihab

## Le président Cardoso prépare un remaniement de son gouvernement

LE PRÉSIDENT brésilien, Fernando Henrique Cardoso, a demandé à ses ministres de remettre leur démission, à l'exception des titulaires de l'économie et de la défense, a annoncé, mardi 13 juillet, son porte-parole, Georges de Lamaçière. Le président Cardoso veut ainsi préparer dans les meilleures conditions le remaniement ministériel qu'il a annoncé la semaine dernière et qui a provoqué des tensions au sein des partis qui le soutiennent.

La demande faite aux ministres ne signifie pas pour autant que tous seront remplacés, mais le président souhaite en procédant de cette manière ne pas créer de remous parmi ses alliés, a précisé M. de Lamaçière. Peu après cette annonce, le ministre des communications et son collègue du développement, de l'industrie et du commerce, ont indiqué qu'ils obéiraient à M. Cardoso.

Avec ce remaniement, M. Cardoso cherche à rétablir son autorité sur la coalition de gouvernement, composée de quatre partis, afin de pouvoir lancer les réformes économiques, auxquelles le Fonds monétaire international (FMI) conditionne son aide. Mardi 13 juillet, la Bourse de Sao Paulo a atteint son plus bas niveau depuis un mois, subissant les effets conjugués des difficultés internes au Brésil et des turbulences politiques de son voisin argentin.

M. Cardoso était en réunion au palais présidentiel lorsque son porte-parole a annoncé la demande faite aux ministres, et il s'est ensuite retiré dans sa résidence officielle sans donner la date de l'annonce du remaniement. De source proche du gouvernement, on précise que l'annonce du remaniement devrait intervenir jeudi. (AFP Reuters.)

## Le Parlement britannique approuve le projet de loi pour l'Ulster

LONDRES. Au terme d'un débat houleux de plus de huit heures, la Chambre des communes a adopté, mardi 13 juillet, dans la soirée, le projet de loi proposé par Tony Blair pour remettre le processus de paix d'Irlande du Nord sur les rails. Ce projet, qui doit maintenant être examiné par la Chambre des lords, prévoit la mise en place d'un exécutif biconfessionnel dès dimanche dans la province. Soutenu par des députés conservateurs, le Parti unioniste d'Ulster, principale formation protestante de la province, a vainement défendu des amendements garantissant l'exclusion des nationalistes catholiques du futur gouvernement régional si l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ne restituait pas son arsenal selon un calendrier précis. David Trimble devait réunir mercredi 14 juillet les instances dirigeantes du parti pour décider de prendre sa place dans le gouvernement qu'il dirigera ou de faire capoter le processus. (AFP Reuters.)

## Visite du procureur du TPIY au Kosovo

PRISTINA. En visite au Kosovo, le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Louise Arbour, a qualifié, mardi, d'« irréversible » le processus engagé pour la comparaison de Slobodan Milosevic devant le TPIY. Elle a souligné que les éléments recueillis au Kosovo par ses enquêteurs « corroboreraient » les charges pesant sur lui. La poursuite de ces enquêtes permettrait de décider d'une « inculpation supplémentaire » du président yougoslave. Par ailleurs, selon la chaîne câblée américaine MSNBC, le chef paramilitaire serbe Zeljko Raznatovic, surnommé Arkan, aurait approché les autorités belges, fin juin, pour se rendre mais le TPIY n'aurait pas su lancer un mandat d'arrêt en bonne et due forme en Belgique. « Nous ne commentons pas les rumeurs », a déclaré le porte-parole du TPIY, Christian Chartier. Arkan est poursuivi, depuis 1997, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis en Bosnie. Cette année, ses miliciens ont été signalés au Kosovo. (AFP)

## Colombie : la guérilla a perdu près de 300 hommes lors de son offensive

BOGOTA. Au cours de son offensive déclenchée jeudi dernier, la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) a perdu 287 hommes, selon un bilan des autorités colombiennes, annoncé mardi. Au cours de ces affrontements, 40 soldats et 31 policiers ont été tués.

Le nombre de morts dans les rangs des rebelles constitue un échec cuisant pour les FARC et l'annonce pour les troupes régulières, ont jugé, ensemble, le commandant des forces armées, le général Fernando Tapias et le chef de l'armée de terre, le général Jorge Mora. Le général Tapias a également dénoncé le fait qu'au moins 15 des 40 cadavres de guérilleros récupérés pas l'armée étaient ceux de mineurs de 12 à 18 ans. Les FARC ont multiplié, ces dernières semaines, les offensives militaires pour se présenter en position de force pour les négociations de paix qui doivent s'ouvrir le 20 juillet. (AFP)

#### DÉPÊCHES

■ **RUSSIE : le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI)** se réunira le 28 juillet à Washington pour décider de l'octroi d'un prêt de 4,5 milliards de dollars à la Russie. Mardi, le gouvernement russe et la banque centrale ont signé un programme économique pour 1999 approuvé par le FMI. Ce nouveau crédit servira essentiellement à la Russie à rembourser ses dettes auprès de l'organisation internationale. (Corresp.)

■ **Le Service fédéral de sécurité (FSB, ex-KGB) a perquisitionné**, le 3 juillet, l'appartement d'un savant à Vladivostok (Extrême-Orient), sur la base d'un mandat dénonçant « une menace pour l'Etat russe et pour la sécurité militaire », a-t-on appris mardi auprès de l'antenne locale du FSB. M. Soïfer, actuellement hospitalisé à Moscou, n'a pas été arrêté. L'Union sociale-écologique russe rapproche cet incident du procès ouvert par le FSB contre Gregori Pasko, journaliste qui a enquêté sur la pollution nucléaire de la flotte du Pacifique. Selon les écologistes, M. Soïfer étudiait également ce problème. (AFP)

■ **ISRAËL : le premier ministre israélien, Ehud Barak**, a déclaré mardi 13 juillet, à Akaba, sur la mer Rouge, avoir relevé des signes positifs en provenance de la Syrie. « Il y a eu récemment des signes positifs en provenance de la Syrie. Nous espérons pouvoir reprendre les négociations avec Damas le plus tôt possible, pour parvenir à un accord global qui garantisse la sécurité d'Israël et la paix dans la région », a indiqué M. Barak, à l'issue d'un entretien avec le roi Abdallah II de Jordanie. Les négociations entre la Syrie et Israël sont suspendues depuis 1996. (Corresp.)

■ **OUA : le 35<sup>e</sup> sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)** achève, mercredi 14 juillet à Alger, ses travaux essentiellement consacrés aux conflits meurtriers qui déchirent le continent noir. Ce sommet devrait adopter une cinquantaine de projets de résolution couvrant un large éventail de questions. La gestion des conflits, la situation économique du continent et le terrorisme figureront en bonne place dans ces résolutions. Mardi soir, les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé que leur prochain sommet se tiendrait en l'an 2000 à Lomé, au Togo. (AFP)

■ **ÉQUATEUR : le Parlement a rejeté**, mardi, l'état d'urgence décrété par le président de la République, Jamil Mahuad, pour faire cesser une grève des transports qui paralyse le pays depuis neuf jours. Il s'agit d'un grave revers pour le président Mahuad, confronté à un climat d'extrême tension sociale dans son pays, au bord de la grève générale, tandis que les Indiens, qui ont installé des barrages sur de nombreuses routes, menacent de prendre la capitale d'assaut. (AFP)

■ **INDE : les forces de sécurité indiennes ont libéré**, mercredi, les douze otages retenus depuis plus de vingt-quatre heures par trois militants islamistes, qui ont été tués, dans un camp des Forces de sécurité des frontières (BSF) près de Srinagar, capitale d'état du Cachemire indien. Les trois militants s'étaient introduits de nuit dans le camp et avaient tué quatre personnes dont trois officiers, avant de prendre les otages. (Corresp.)

## L'Union européenne ne lèvera pas

## l'embargo sur le bœuf aux hormones

BRUXELLES. L'Union européenne n'est pas prête à lever, à l'heure actuelle, l'embargo sur le bœuf aux hormones nord-américain, a indiqué mardi un porte-parole de la Commission européenne à Bruxelles. Cette prise de position intervient au lendemain de la décision prise par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'autoriser les Etats-Unis et le Canada à imposer des sanctions à l'Union européenne (Le Monde du 14 juillet). Sur le fond, l'Union européenne attend toujours les résultats définitifs de plusieurs études scientifiques menées sur le danger potentiel de la viande aux hormones pour la santé des consommateurs, prévus pour fin 1999 ou début 2000. (AFP)



Venez découvrir  
le nouveau Coupé  
BMW Série 3



Porte de Saint-Cloud  
44, avenue E. Vaillant - 92 BOULOGNE  
Commercial 01 46 09 91 63  
Atelier 01 46 09 91 43



(Publicité)

# Jeudi 15 juillet, A SAISIR CHEZ CARREFOUR

## 8 000 VTT 26" TOPBIKE 550SX tout équipés, et pas un de plus.



**TOPbike**



# 15900F

A ce prix,  
jusqu'à quelle heure  
y en aura-t-il ?  
On ne sait pas...

FCA/EMZ

**X-TREM 550 SX.**  
24 vitesses. Composants en aluminium :  
cadre, tige de selle, jantes, moyeux, manivelles,  
freins. Fourche télescopique. Freins V.Brake.  
Dérailleurs Shimano Alivio, changement de  
vitesses par poignée tournante. Tout équipé :  
pompe, pare-boue, bidon et porte-bidon.  
13,4 kg. Garantie 2 ans. Existe aussi en modèle  
femme X-TREM 550 SY.

*Avec Carrefour  
je positive!* 

**A DEMAIN...**

## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 15 JUILLET 1999

**DÉFENSE** Dans le message adressé aux armées, mardi 13 juillet, le président de la République, Jacques Chirac, a lancé un avertissement au gouvernement. Il a appelé

à une « vaste réflexion » sur une meilleure adaptation des forces militaires. Très critique à l'égard des « lacunes et des insuffisances » révélées par l'opération « Force al-

liée » dans les Balkans, M. Chirac a insisté sur la nécessité, pour la France, de consacrer « les moyens et les ressources indispensables » pour mener à bien la réforme des armées.

● **UN RAPPORT PARLEMENTAIRE** établi par le député (PS) Jean-Michel Boucheron met en lumière les faiblesses des armées françaises pendant l'intervention aérienne de

l'OTAN en Yougoslavie. ● **LES CIVILS** ne répondent guère à la sollicitation de l'armée de terre pour compenser le déficit de personnel entraîné par la professionnalisation des armées.

## M. Chirac s'inquiète des moyens consacrés à sa réforme des armées

Dans son message aux armées, mardi 13 juillet, le président de la République a demandé au gouvernement de consacrer « les moyens indispensables » à la politique de défense et souligné les « lacunes » du dispositif militaire français pendant la guerre au Kosovo

**COMME** le veut ses fonctions de chef constitutionnel des armées, Jacques Chirac s'est adressé, la veille du défilé du 14 juillet, à l'institution militaire. Mais cette année, Kosovo oblige, le message du président de la République est loin d'être aussi traditionnel que les précédents. Le chef de l'Etat n'a pas seulement salué, comme c'est l'usage, « la compétence et le courage » des militaires engagés dans les Balkans. Revendiquant la paternité de la « réforme considérable » en cours, celle dont il a jeté les bases en 1996 et qui conduit les armées à la professionnalisation d'ici à 2002, M. Chirac en a profité pour lancer, de fait, un triple message à l'adresse du gouvernement de Lionel Jospin.

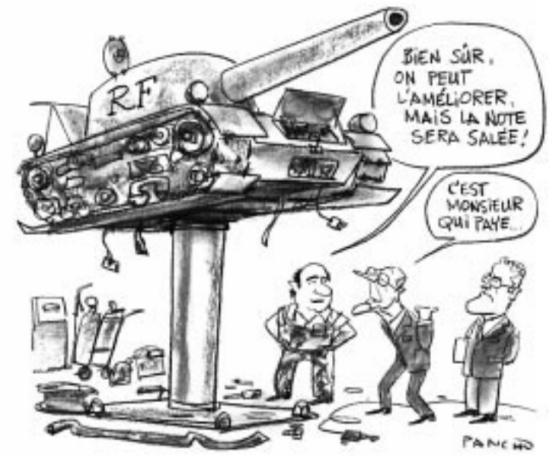
Le premier de ces messages a consisté, en réalité, à prendre la suite d'une initiative du ministre de la défense, Alain Richard, qui, le 21 juin, a souhaité organiser une réflexion sur l'après-guerre aérienne au-dessus de la Yougoslavie et sur les enseignements à en tirer. A son tour, le chef de l'Etat a invité officiellement le gouvernement, les états-majors, et plus généralement la corporation militaire, à « une vaste réflexion » sur la façon d'adapt-

ter les forces à l'horizon du « modèle d'armée 2015 ». Ce modèle a toujours été le but de la planification amorcée dès 1996 et étalée sur trois lois de programmation de six ans.

Mais si le cap fixé demeure, la crise dans les Balkans suggère sans doute des ajustements. M. Chirac n'hésite pas à aller plus loin que M. Richard qui, dans son entretien au Monde (nos éditions du 14 juillet), a estimé qu'il était « exagéré » de parler de « déficiences » du dispositif militaire. La France a bien été le premier « contributeur » européen de l'opération gérée par l'OTAN en Yougoslavie.

### « INSUFFISANCES »

Cependant, le président de la République – sans revenir sur la pertinence des choix en faveur de l'armée de métier ou du renforcement du renseignement – ne s'en satisfait apparemment pas. Il parle, ostensiblement, « des lacunes et des insuffisances que cette crise a pu mettre en évidence ». Le choix des mots n'est pas le fait du hasard. Ils rejoignent des observations sur les inaptitudes opérationnelles des armées françaises, que, dans des rapports du Sénat et de l'Assemblée, deux parle-



mentaires, Xavier de Villepin (Union centriste) et Jean-Michel Boucheron (PS), ont avancées quelques semaines à peine après les bombardements de l'OTAN (Le Monde du 6 juillet).

Le deuxième message est directement lié au précédent. Il peut appa-

raître comme une mise en garde, à l'heure où le chef du gouvernement met la dernière main aux ultimes arbitrages budgétaires pour l'an 2000. M. Chirac estime, en effet, que la réorganisation des armées doit continuer avec une « détermination sans faille » et que cela sup-

pose que la France y consacre « les moyens et les ressources indispensables ».

Au Monde, M. Richard se déclare « satisfait de préparer un budget 2000 qui sera en cohérence avec la loi de programmation » et qui « donne à espérer que cette loi sera appliquée jusqu'à son terme pour la première fois depuis vingt ans ».

### RAPPEL À L'ORDRE

De son côté, le chef d'état-major des armées, le général Jean-Pierre Kelche, confie en privé qu'il n'est pas trop inquiet pour 2000. Pourtant, ces propos ne rassurent pas la communauté militaire. Les armées redoutent que, comme en 1996 et 1997, leur projet de budget ne soit écorné de quelques milliards de francs, singulièrement dans les crédits d'équipement (-1% par rapport à 1999), parce que, dans le même temps, il faut amortir le coût des opérations extérieures et stabiliser les dépenses de fonctionnement qui ont une tendance naturelle à la hausse pour payer la professionnalisation (+1%).

M. Chirac, dans son adresse aux armées, fait donc un rappel à l'ordre et avertit – mais a-t-il les moyens et est-il opportun d'ouvrir une brèche

dans la cohabitation sur ce terrain? – qu'il est vigilant face aux orientations gouvernementales.

Le troisième et dernier message présidentiel est plus conventionnel et il n'est pas en contradiction avec la politique de MM. Jospin et Richard. Il s'agit, dit M. Chirac, de « l'impérieuse nécessité pour les Européens de se donner les moyens d'agir ensemble et entre eux » et de préserver leur sécurité par la mise sur pied d'états-majors, de forces, d'équipements et de soutiens communs. En la matière, le consensus existe. La France veut lancer, avant la fin de l'année, des initiatives qui ne soient pas perçues comme des flèches ou des exclusives brandies contre les Etats-Unis et leur omniprésence au sein de l'Alliance.

Sans être rentrés dans les rangs de l'OTAN mais en s'en étant nettement rapprochés, les Français plaident pour une Europe de la défense qui prenne pour modèle la construction de l'Union monétaire, avec la fixation de « critères de convergence » susceptibles de crédibiliser un effort communautaire dans le domaine de la sécurité.

Jacques Isnard

## L'armée de terre a du mal à recruter des civils

**LE PARI** qui a consisté à fonder, en partie, le succès de la professionnalisation des armées sur un recours accru à du personnel civil de qualité est en passe d'être perdu. Il faut, sans doute, repartir sur de nouvelles bases et, en particulier, « externaliser », c'est-à-dire soustraire au secteur privé, des tâches non opérationnelles qui sont, à ce jour, confiées à des personnels civils ou militaires de la défense.

Au terme d'un rapport d'information, qu'il consacre aux personnels de l'armée de terre face à sa professionnalisation, au nom de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, Serge Vinçon (RPR, Cher) se dit « préoccupé » par un processus « de nature, à l'évidence, à altérer les capacités de l'armée de terre » à se « projeter », comme elle en a reçu désormais mandat, au profit d'interventions extérieures.

Dans l'armée de terre, les effectifs civils devraient atteindre, en 2002, un total de 34 000 personnes, soit 20 % des effectifs globaux au lieu de 12 % en 1996. « Ils sont appelés, note M. Vinçon, à constituer une catégorie déterminante des personnels de l'armée de terre », dans les organismes de formation, le soutien, les services territoriaux et les camps d'entraînement, de façon à libérer des militaires professionnels qui serviront dans des régiments de « pro-

jection » extérieure. Or, il y a un écart entre les besoins de l'armée de terre et le recrutement de ses civils. En 1997, quelque 3 100 postes restaient vacants et, début 1999, le déficit prévisible pourrait être de 3 357 personnels, soit 11 % des effectifs. Pour 1998, la situation était déjà contrastée, avec 22 et 16 % des postes non pourvus respectivement en Ile-de-France et dans la région de Metz. Ailleurs, les taux de déficit se situent entre 5 et 10 %.

Au départ, l'armée de terre a espéré que la restructuration des forces et de leurs services inciterait les personnels à se redistribuer dans les régions militaires au gré des postes nouvellement ouverts. Il n'en est rien. On note, au contraire, « une insuffisante mobilité géographique » des personnels, qui empêche, en réalité, l'armée de terre de récupérer la ressource rendue disponible par la fermeture des établissements.

M. Vinçon observe, par exemple, que des régions, comme le Nord ou l'Est de la France, sont jugées peu attirantes. « Il est clair, écrit-il, que le camp de Mourmelon [un terrain de manœuvre dans la Marne] reste peu attractif pour les personnels concernés, par rapport à certaines affectations proposées dans le Sud. » Autre exemple : des civils œuvrant dans un établissement du commissariat de l'armée de terre à Metz hésitent à accepter une mobilité à

Nancy. Au point qu'il a fallu encourager, par des indemnités, les déménagements de ces personnels qui, rappelle M. Vinçon, ne sont pas tous soumis à obligation de mobilité.

A l'instar de ce qui se passe déjà à l'étranger, outre-Atlantique et outre-Manche notamment, le rapporteur sénatorial propose que les armées françaises aient recours à des sociétés de services extérieures, dont elles loueraient les prestations. Il s'agirait de contractants choisis en fonction de leur savoir-faire, de leur disponibilité et de leurs prix. « Selon des exemples étrangers, constate M. Vinçon, les coûts ont pu être réduits de 30 à 40 % grâce à cette formule. » L'armée de terre pratique déjà le recours au privé – à hauteur de 900 millions de francs (137,2 millions d'euros) en 1998 – mais la démarche pourrait être généralisée, sans devenir systématique.

En effet, il existe des réticences, au sein des états-majors, contre un recours à une « externalisation » poussée. C'est le cas de la maintenance en informatique, qui pose de très sérieux problèmes de confidentialité et de sécurité, et même du gardiennage, pour des installations plus sensibles, comme des dépôts de munitions, qui exigent une habilitation spécifique.

J. I.

## Le métier de médecin militaire n'a plus la cote

« **MASH** » ne ferait-il plus recette ? « **MASH** » (Mobile Army Surgical Hospital), c'est ce corps de médecins militaires américains, rendu célèbre depuis le film de Robert Altman, qui s'est illustré durant la guerre de Corée par toutes les facettes dont sont capables les « carabins ». Or, en France, au sein de la corporation des médecins militaires, l'heure n'est plus vraiment à la plaisanterie. Pour une raison préoccupante : on recrute de moins en moins aisément de médecins militaires et l'avenir du corps est menacé.

Le service de santé des armées est victime de l'abandon progressif du service national, qui, jusqu'à présent, lui fournissait l'essentiel de ses aspirants-médecins. En 1996, quand le président de la République a préconisé la professionnalisation des armées, on s'attendait à cette conséquence. Mais la réalité en 1999 est plus brutale que prévu. Elle est devenue, à en croire Jean Faure, sénateur (Union centriste) de l'Isère, et auteur d'un rapport sur la question, « une interrogation majeure ». M. Faure redoute clairement « une aggravation du déficit en médecins des armées », au point de mettre en question leur contribution aux côtés des troupes françaises en mission extérieure et leur répartition dans les régiments dès le temps de paix.

En 1999, le déficit est tel que, dans les forces, plus d'une centaine de postes sont vacants, soit 10 % des effectifs de médecins, et que, pour la seule armée de terre, il s'établira d'ores et déjà à 15 % en 2002. Le corps vieillit et il a tendance à se féminiser (un peu plus de la moitié des cent trente candidats au concours d'entrée aux écoles de Lyon-Bron et de Bordeaux, en 1998, étaient des femmes). Ce qui accroît les difficultés quand il faut sélectionner ceux qui partent en opérations à l'étranger. D'ores et déjà, les effectifs de certaines spécialités, à commencer par la chirurgie ou la réanimation, qui sont concernées par l'accroissement

du nombre et de la durée des missions extérieures, ne sont pas suffisants.

Pour faire face à la disparition de ses aspirants-médecins issus de la conscription, le service de santé a cru pouvoir organiser une embauche complémentaire de médecins déjà formés, soit des médecins réservistes, soit des hommes et des femmes ayant soutenu leur thèse, recrutés par concours. De l'aveu de M. Faure, « ce recrutement complémentaire a donné des résultats décevants et préoccupants ». Qu'on en juge : en 1998, trente-quatre des quarante postes ouverts par ces deux voies de recrutement n'ont pas été pourvus et, en 1999, il y a tout lieu de penser que rien n'aura changé.

### L'IMPACT DU « NUMERUS CLAUDIUS » ?

Aujourd'hui, on en est à poser le diagnostic. Le *numerus claudius*, qui a limité les effectifs d'étudiants en médecine, a-t-il indirectement tari le recrutement militaire ? En se féminisant d'une manière générale, le métier ne ferait-il plus bon ménage avec les contraintes propres à une carrière sous l'uniforme – comme la mobilité ou le cadre rigide des armées – face à la pratique libérale de la médecine ? Les jeunes médecins sont-ils plus réticents que leurs grands aînés à la perspective de devoir exercer leurs compétences en unités militaires dès lors que l'aventure qui les attend ne serait plus aussi excitante ?

Sans illusion sur le résultat des efforts de communication que le service de santé s'est engagé à faire dans les universités, M. Faure préfère s'en tenir à un remède qui, en d'autres circonstances, fait des miracles : il invite le ministre de la défense à ne pas lésiner sur le montant des soldes des médecins militaires dès le début de carrière.

J. I.

## Les faiblesses françaises pendant l'opération « Force alliée » dans les Balkans

**LE MINISTRE** de la défense, Alain Richard, récuse l'idée que les armées françaises aient souffert de « déficiences » pendant l'opération aérienne « Force alliée » au dessus de la Yougoslavie. De fait, dans son rapport au nom de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Jean-Michel Boucheron, député PS d'Ille-et-Vilaine, déplore, lui, « les insuffisances de la modernisation » entreprise après la guerre du Golfe, en 1990-1991, et les met sur le compte « des abattements budgétaires successifs » et « d'une hiérarchisation discutable » dans les priorités stratégiques.

Entre le 24 mars et le 10 juin, la France a participé à 1 263 missions de bombardement (851 pour l'armée de l'air et 412 pour l'aéronavale). Elle a dû en annuler en vol 519 (431 pour l'armée de l'air et 88 pour l'aéronavale), soit 41 %, pour des raisons qui tiennent principalement aux conditions météorologiques et aux contraintes fixées par l'OTAN, comme l'obligation faite

aux pilotes de ne pas tirer sur des cibles mal identifiées ou civiles. Elle a consommé, armée de l'air et aéronavale confondues, 455 bombes guidées laser de 250 kg, 398 bombes lisses de 250 kg, 127 bombes guidées laser d'une tonne, et 8 missiles air-sol AS-30 laser. Parce que ses Super-Etendard embarqués ne pouvaient pas, au début des opérations, se poser sur le Foch avec leurs munitions non larguées, l'aéronavale a dû jeter en Adriatique 49 bombes, soit 18 % du nombre de ses munitions consommées, au retour de missions annulées ou interrompues, entre-temps, par le commandement.

« Les armées françaises ont tenu leur rang », constate M. Boucheron, dans cette guerre de coalition. » Mais, ajoute le parlementaire, « il a été nécessaire de procéder en urgence à des commandes de matériels » et on a dû « faire effectuer des modifications ou des adaptations sur des avions ou matériels terrestres » pendant l'opération « Force alliée ».

● **Programmes d'urgence.** Il s'agit, par exemple, du surblindage du véhicule de transport de troupe AMX-10P, des moyens de transmission et du largage de la bombe américaine GBU 16 par le Mirage 2000 D, ou encore des équipements de contre-mesures électroniques et de vision nocturne des Super-Etendard et des systèmes d'information et de commandement du groupe aéronaval.

Ces programmes d'urgence, selon le député, ont demandé un investissement imprévu de 89 millions de francs (13,56 millions d'euros).

● **Accélération du calendrier initial dans des livraisons.** C'est l'adaptation de véhicules blindés à des activités de déminage, l'acquisition de caméras et de jumelles de vision nocturne, la commande de munitions et d'équipements pour les Mirage 2000 D et Super-Etendard. Ces accélérations de programmes ont coûté 510 millions de francs.

Dans l'armée de l'air, les quantités de bombes guidées laser (des BLG de 1 000 et 250 kg) étaient faibles et le stock de ces mêmes BLG de 500 kg était à zéro. Dans la marine, le stock, au début du conflit, était inférieur à 200 bombes guidées laser utilisables. Il semble que l'aéronavale ait fondé sa politique d'approvisionnement sur l'acquisition d'un lot de 1 250 corps de bombes MK 82 auprès de la marine américaine selon la procédure FMS (*foreign military sales*) garantie par le Pentagone. Or, après examen aux rayons X, des fissures constatées dans le chargement pyrotechnique des bombes ne garantissaient pas la sécurité du catapultage des avions ainsi armés. L'armée de l'air française a dû prêter des bombes lisses de 250 kg à l'aéronavale et c'est en toute hâte, pendant les raids aériens de l'OTAN, que la marine a pu les utiliser après adaptation à marche forcée dans ses ateliers.

J. I.

Espace Suffren 



**GOLF IV 110CV TDI CONFORT**

Boite automatique. ABS. Climatisation. Intérieur cuir beige. Peinture vert nacré. Radio, Jantes Alliage. Régulateur de vitesse. 4 Airbags. Détecteur de pluie. AM 99. Dans la limite des stocks disponibles.

**149.000 F**

40 ter, av. de Suffren PARIS 15 - 01 53 58 10 00

# La popularité du président de la République est minée par son manque de crédit politique

Les sondages témoignent de la fragilité du soutien dont il dispose

La bonne image dont bénéficie Jacques Chirac dans l'opinion publique reste l'un de ses atouts pour aborder la deuxième phase de la cohabitation.

QUATRE ANS après son installation à l'Elysée, deux ans après la dissolution manquée, un mois après le scrutin européen calamiteux pour son camp, Jacques Chirac dispose encore de trois atouts : la fonction présidentielle et les pouvoirs qui lui sont attachés, la maîtrise du calendrier électoral – encore que l'expérimentation de 1997 ne puisse que l'inciter à la prudence dans ce domaine –, enfin la popularité élevée dont il bénéficie dans l'opinion publique. Le récent déplacement qu'il a effectué à Bordeaux et son insistance à souligner le décalage entre la vie politique et « ce qui se fait réellement » sur le terrain démontrent qu'il entend bien exploiter ce capital de sympathie.

Il est vrai que le chef de l'Etat jouit, depuis qu'il n'est plus tenu pour responsable de l'action du gouvernement, d'un crédit dans l'opinion très supérieur à tout ce qu'il a connu depuis le début de sa carrière politique au premier plan. Entre 1974 et 1997, à de très rares exceptions près, 40 % seulement des Français, en moyenne, selon l'IFOP, avaient de lui une bonne opinion. Le pire avait été atteint pendant les deux années du gouvernement d'Alain Juppé, avec un niveau de satisfaction dépassant rarement 30 % à partir de l'automne 1995.

La victoire de la gauche, puis

l'installation d'une cohabitation sans accroc majeurs, ont permis à M. Chirac de découvrir les charmes d'une popularité très forte. Enclenché à l'automne 1997, le mouvement s'est emballé depuis la Coupe du monde de football : entre juillet 1998 et aujourd'hui, le président de la République a bénéficié, en moyenne, du soutien de 66 % des personnes interrogées, selon Ipsos et Louis-Harris, de 62 % pour BVA, 59 % pour CSA, 58 % pour l'IFOP et 55 % pour la Sofres.

## « PLUTÔT DÉPASSÉ »

Tout démontre, cependant, que ce capital de sympathie est fragile. La réaction de l'opinion depuis un mois en fournit un premier indice. Certes, la fin de la guerre dans les Balkans a refermé la parenthèse de soutien exceptionnel dont a bénéficié, pendant cette période, le pouvoir exécutif et, en particulier, M. Chirac, chef des armées. Mais cela n'explique pas, seul, la chute brutale de popularité du président de la République. Celui-ci subit, à l'évidence, le contrecoup du nouvel échec électoral de la droite aux européennes. Selon le dernier baromètre de Louis-Harris, par exemple, le chef de l'Etat perd 11 points d'opinions positives auprès des sympathisants de droite, tandis que les jugements négatifs progressent, chez eux, de 15 points. Le décrochage des élec-

teurs qui ont voté pour la liste de Charles Pasqua aux européennes est particulièrement sensible puisqu'ils ne sont, selon la dernière enquête de CSA, que 52 % (contre 42 % d'avis inverse) à faire confiance à Jacques Chirac, soit moins que les électeurs socialistes (56 %).

La deuxième faiblesse tient à la cohabitation elle-même, plébiscitée par l'opinion. Autrement dit, une bonne part de la popularité de M. Chirac tient à sa coexistence pacifique, jusqu'à présent, avec le premier ministre. Tout changement d'attitude menacerait de casser cette image de président de « tous les Français ». C'est dire l'étroitesse actuelle de sa marge de manœuvre. D'autant que, contrairement à François Mitterrand entre 1986 et 1988, l'actuel président de la République n'a pas reconstruit sa popularité au détriment de celle du chef du gouvernement. Non seulement Lionel Jospin continue à bénéficier d'un soutien très élevé de l'opinion, exceptionnel même après deux ans passés à l'hôtel Matignon. Mais après un léger fléchissement au début de l'année, il a repris l'ascendant sur le chef de l'Etat depuis un mois.

En outre, M. Chirac a fait le vide autour de lui. Les principales personnalités de l'opposition (de M. Pasqua à François Bayrou en passant par Philippe Séguin,

les enquêtes soulignent que la sympathie personnelle à l'égard du chef de l'Etat n'efface pas son manque de crédit politique.

Edouard Balladur ou Nicolas Sarkozy) recueillent péniblement, selon la Sofres, 25 % à 33 % d'opinions favorables. Tous sont devancés par une dizaine de personnalités de gauche, dont les principaux ministres du gouvernement. De même, un petit tiers des Français font confiance au RPR ou à l'UDF, alors que le Parti socialiste parade à près de 60 %. Cela confère à M. Chirac une position de quasi-monopole à droite, mais le prive, en même temps, de relais solides et durables.

Enfin, le chef de l'Etat bénéficie d'un capital de sympathie personnelle, mais d'un déficit persistant de crédit politique. Selon la Sofres, ses principales qualités sont d'être chaleureux (37 %), tolérant (25 %) et compétent (25 %). Mais il se trouve tout de même 22 % des personnes interrogées pour juger qu'il change souvent d'avis, 21 % pour le juger superficiel et 18 % démagogue. Une enquête de BVA, publiée dans *L'Express* (daté 15 juillet), souligne, plus cruellement encore, la fragilité de son image. Pour près de deux Français sur trois (63 %) M. Chirac est la personnalité qui incarne le mieux le gaullisme. Mais il se trouve une proportion identique (65 %) pour juger que le gaullisme est « quelque chose de plutôt dépassé ».

Gérard Courtois

## Petite histoire d'une invitation sur la pelouse de l'Elysée

C'EST l'histoire d'un carton d'invitation à la garden party de l'Elysée. Rien de plus simple en apparence. « *Le président de la République et Madame Jacques Chirac prient X... de leur faire l'honneur d'assister à la réception qu'ils offriront, à l'occasion de la Fête nationale, au palais de l'Elysée, mercredi 14 juillet.* » Seulement voilà, le choix des heureux bénéficiaires de ce carton a fait l'objet de longues, très longues tractations.

Pour les jeunes, pas de problème. Ils sont, depuis l'élection de M. Chirac à la présidence de la République, les hôtes prioritaires de la pelouse élyséenne. Comme chaque année, des milliers de filles et de garçons normalement vêtus de jeans, tee-shirts et casquettes se presseront donc autour du prestigieux buffet.

Pour les corps constitués, pas de problème non plus. Certes, on s'en passerait volontiers, mais on ne boucle pas comme cela une tradition républicaine. Va donc aussi, pour les

corps constitués. Non, la seule vraie difficulté, c'étaient les parlementaires. Voilà quatre ans qu'on les boude. D'abord, ils sont nombreux : 898 députés et sénateurs. Ensuite, ils sont globalement moins jeunes que les jeunes, ce qui fait remonter la moyenne d'âge sur les images télévisées. Et surtout, ils ont généralement des épouses et, plus rarement, des époux.

Après bien des hésitations, mais surtout après les résultats de la droite aux élections européennes, l'Elysée a finalement décidé d'inviter les parlementaires. Certains élus de l'opposition avaient, en effet, publiquement dénoncé l'interdiction de séjour qui les frappait le 14 juillet. On a donc jugé, dans l'entourage du président, qu'il était inutile, en période de disette politique, d'ajouter la grogne à la déprime. Pour que les choses soient bien claires, les députés du groupe RPR ont même reçu une lettre particulière leur annonçant, par avance, la bonne nouvelle.

Et nos épouses, s'inquiétèrent les parlementaires ? Renseignement pris, l'Elysée ne les avait pas prévues. Colère de quelques élus, qui n'en reviennent pas d'une telle adresse politique. Une épouse, c'est une voix ! Il a alors fallu toute la diplomatie de certains proches du chef de l'Etat pour faire revenir le service du protocole sur sa décision et compléter la liste, déjà longue, des invités. Du coup, on a décidé de les couvrir d'attentions, ces moitiés de parlementaires.

Elles – et ils – ont reçu un joli carton, à leur nom personnel. On n'est pas allé tout de même jusqu'au prénom, c'était compliqué et on ne les avait pas dans les fichiers. « *Madame Patrick X* », « *Madame Georges Y* » ou « *Monsieur Christine Z* » auront donc finalement droit, eux aussi, à leur bout de pelouse.

Pascal Robert-Diard

## Match de football et cassoulet pour « Lionel » de Cintegabelle

LE DÉFILÉ MILITAIRE, bien sûr, et puis la garden-party de l'Elysée. Ce 14 juillet comme les précédents, Lionel Jospin devait remplir ses obligations de chef de gouvernement. Mais vers le milieu de l'après-midi, il prévoyait de quitter la capitale et ses rites convenus pour s'en aller, sur un avion de ligne, vers Cintegabelle, petit village de Haute-Garonne dont il est le conseiller général depuis plus de dix ans.

Sur place, le premier ministre devait retrouver une quarantaine de ses collaborateurs de la rue de Varenne. Onze d'entre eux forment l'équipe de football de Matignon, avec, à la pointe de l'attaque, Jean-Pierre Jouyet, directeur-adjoint de cabinet, et Manuel Valls, conseiller chargé de la communication. Ils ont défié, dans cet équipage, les joueurs locaux, qui évoluent, eux, en première série de district.

Directeur de cabinet de M. Jos-

pin, Olivier Schrameck lui-même, qui s'éloigne si rarement de l'hôtel Matignon, a décidé d'aller au stade pour encourager les siens. De son propre aveu, M. Schrameck ne connaît pas grand chose au football, sport qui ne le passionne guère. « *Mais c'est une réunion amicale à laquelle participe le cabinet et j'ai voulu m'y joindre* », expliquait-il voici quelques jours. Puis, gagnants et perdants se retrouvèrent autour d'un « cassoulet populaire », auquel devrait participer un millier de personnes, ayant acquitté chacune la modique somme de trente francs. « *Le 14 juillet, à Cintegabelle, est un symbole de liesse populaire* », assure Christian Brunet, le maire socialiste.

Le premier ministre, que tous ici appellent « Lionel », partage chaque année, depuis 1988, date de sa première élection au conseil général, ce « cassoulet populaire ».

Mais ce cru 1999 a ceci de particulier qu'il permet pour la première fois la réunification des deux mondes de M. Jospin, le « parisien » et le « provincial ». Rapporté à l'image que le premier ministre entend projeter de lui-même sur la scène publique, le fait n'est pas anodin.

### AFFICHER SON ANCRAGE LOCAL

Enarque, homme d'appareil, ministre, M. Jospin a longtemps souffert d'une réputation de froid et de distance. Du coup, il n'a eu de cesse de mettre en avant son ancrage local dans cette lointaine Haute-Garonne. C'est là-bas, dans un petit bureau dépouillé de confort, qu'il s'installe le soir des grands rendez-vous électoraux. Et c'est donc de Cintegabelle que sont parties ces images qui l'ont montré ému d'être en tête au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 1995, ou joyeux d'avoir

triomphé lors du scrutin législatif de juin 1997. Depuis qu'il s'est installé à l'hôtel Matignon, M. Jospin veille à revenir dans son canton à peu près une fois tous les quinze jours, et à participer à la séance mensuelle du conseil général. « *Je vois des gens simples, je fais des choses simples, ça m'est utile* », dit-il volontiers (*Le Monde* du 4 janvier).

Mais il existait jusqu'ici une dichotomie entre ces deux mondes, un peu comme si l'éloignement et les différences de préoccupations les rendaient incompatibles l'un à l'autre. M. Jospin veut montrer, à l'occasion de ce 14 juillet, qu'il n'en est rien. François Mitterrand avait « sa » Nièvre, Jacques Chirac a « sa » Corrèze. Lionel Jospin affiche désormais « sa » Haute-Garonne.

Jean-Michel Apathie et Jean-Paul Besset (à Toulouse)

# Mutuelles étudiantes : la commission d'enquête veut renforcer les contrôles

La MNEF particulièrement visée

MISSION ACCOMPLIE pour la majorité : la commission d'enquête parlementaire sur le régime étudiant de Sécurité sociale, présidée par Alain Tourret (PRG, Calvados), dont le rapport a été rendu public, mardi 13 juillet, ne dévoile rien sur la Mutuelle nationale des étudiants français (MNEF), du moins rien que l'on ne savait déjà. La droite reste donc sur sa faim : quelques temps après la révélation, dans la presse, de plusieurs rapports mettant en cause la gestion « particulièrement opaque » de la MNEF (*Le Monde* du 8 avril 1998), Claude Goasguen (DL, Paris) avait demandé, le 9 juillet 1998, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la MNEF, suivi par André Angot (RPR, Finistère), à l'automne. Sans succès : arguant des actions judiciaires en cours, et au nom de la séparation des pouvoirs, la majorité avait contourné l'obstacle en étendant l'objet de la commission à l'ensemble du système de protection sociale des étudiants. « *Le scandale de la MNEF reste entier* », a déploré, mardi, M. Goasguen, en dénonçant la volonté du gouvernement « d'étouffer les affaires ».

La droite, qui n'a pu obtenir ni le poste de président ni celui de rapporteur de la commission, n'a pas participé au vote du rapport de Philippe Nauche (PS, Corrèze), adopté le 6 juillet. A gauche, seul Maxime Gremetz (PCF, Somme), vice-président de cette commission, s'est abstenu, bien qu'il approuve les conclusions du rapport. En fait, le député communiste est très mécontent que le champ de la commission ait été « élargi ».

Mardi, lors de la conférence de presse, M. Gremetz n'a pas mâché ses mots, dénonçant les « pratiques mafieuses » de la MNEF, et regretant l'attitude de la majorité qui, en ne donnant pas « la place qui revient à l'opposition », avoue de fait « une sorte de crainte ». MM. Nauche et Tourret ont défendu le bilan de leurs travaux, qui ont eu lieu, selon eux, en toute « transparence ».

La réforme ou la mort : le maintien du système mutualiste et de la diversité de l'objet social des mutuelles – décidé à l'unanimité des commissaires – passe, en effet, par de « profonds réaménagements ». « *Soit la mutuelle étudiante se perfectionne, se contrôle, soit elle n'existe plus !* », résume M. Tourret. L'absence de comptabilité analytique, la concurrence « exacerbée » entre les mutuelles, l'« absence » de contre-pouvoir, la « flambée » des

dépenses de communication, « *l'affilié vache à lait* »... La liste des dérives pointées dans le rapport est très longue. Elles visent particulièrement la MNEF. « *La MNEF était gérée différemment*, commente prudemment M. Tourret. *On a l'impression d'un bateau sans contrôle. Cette mutuelle a été dirigée par un homme extrêmement brillant [Olivier Spithakis], capable de vendre du sable à un bédouin.* » Auditionné le 19 mai, l'ancien directeur général de la MNEF a déclaré : « *Le jugement porté sur la gestion de la MNEF me concerne au premier chef et je l'assume, mais il concerne tout autant les politiques publiques qui ont encouragé ces processus.* »

La commission propose de conférer un pouvoir de contrôle à la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) car c'est elle qui « paie les remises de gestion », justifie M. Nauche, dans son rapport. Ainsi, la CNAM doit être « autorisée à baisser unilatéralement, y compris en cours de période triennale, le montant des remises de gestion en cas de non-respect des engagements ». Les mutuelles d'étudiants devront se soumettre « périodiquement à des audits » de la CNAM, qui aura un « accès complet » à « toutes » leurs données.

### SANCTIONS « ÉLARGIES »

Par ailleurs, la commission juge indispensable d'accroître les pouvoirs de la commission de contrôle des mutuelles et des institutions de prévoyance (CCMIP) laquelle disposerait, notamment, d'une gamme de sanctions « élargies, visant à la fois les mutuelles mais aussi les dirigeants ». Ainsi, l'abus de bien social – applicable aux seules sociétés commerciales – serait étendu aux mutuelles. Pour « clarifier » la nomination du directeur général, celui-ci pourrait être choisi « sur une liste d'aptitudes agréée par le ministère des affaires sociales ».

Encadrer les indemnités de l'élu étudiant, améliorer sa formation aux « techniques de gestion » figurent aussi dans le long catalogue des suggestions. Enfin, la création de filiales, en vue d'offrir aux adhérents des services marchands – voyages, etc. –, est soumise à des conditions plus sévères : en particulier, la mutuelle doit conserver « en permanence » la majorité du capital et des votes au sein de la filiale.

Clarisse Fabre

### DÉPÊCHES

■ **GUYANE : Alain Juppé, président de la communauté urbaine de Bordeaux (CUB), se rendra** en Guyane du 15 au 19 juillet à l'occasion du premier anniversaire de la création de la Communauté des villes Ariane. Le député (RPR) et maire de Bordeaux visitera le centre spatial guyanais et rencontrera des élus locaux. Il sera accompagné d'une délégation de la CUB et de chefs d'entreprises.

■ **PARIS : Démocratie libérale a publié** sa proposition de réforme de la loi de décentralisation Paris-Marseille-Lyon, préconisant notamment la refonte de la capitale en 30 arrondissements de 75 000 habitants. Faisant suite à des projets PS, MDC, PCF, Verts, la proposition DL a été déposée au Palais du Luxembourg par deux sénateurs et adjoints de Jean Tiberi à la Mairie de Paris, Jacques Dominati et Bernard Plasait.

■ **RPR : Jean-Paul Delevoye (RPR), président de l'Association des maires de France, a estimé**, lundi 12 juillet, sur LCI, que le futur président du RPR devait conjuguer « fidélité et indépendance » par rapport à Jacques Chirac. Il ne devrait avoir « aucune ambition présidentielle » mais une « formidable ambition collective », a-t-il ajouté.

■ **FORMATION : le groupe communiste de l'Assemblée nationale a présenté**, lundi 12 juillet, un avant-projet de proposition de loi « pour le droit à la formation tout au long de la vie », accessible à tous les salariés et aux chômeurs, qui prévoit la création d'un « contrat formation qualifiante ».

# RÉVISEZ VOS CLASSIQUES

Réviser cet été avec Le Monde, France Inter et Universal 45 chefs-d'œuvre de la musique classique.



## MOZART. concertos pour violon 3-4-5.

Prémices du romantisme. On oublie parfois que Mozart fut également violoniste et que les cinq concertos de l'année 1775 étaient destinés à son propre usage propre. Il lui fallait également plaire au public qui attendait du soliste qu'il soit brillant. Dans les trois derniers concertos, Mozart estompe le style "galant" - on disait alors "français" - et offre un véritable dialogue avec l'orchestre. A la tête de l'une des plus belles formations mozartiennes, Augustin Dumay conjugue à la fois la tendresse et la grandeur. Ce Mozart annonce déjà l'esprit du Romantisme.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16 heures, dans l'émission de Frédéric Lodéon, "Carrefour de Lodéon"



www.fnac.fr

**MÉDECINE** Vingt et un ans après la naissance du premier « bébé-éprouvette », la pratique d'assistance médicale à la procréation (AMP) est en progression constante. Un bilan des

dernières évolutions a été dressé lors de la dernière rencontre de la Société européenne d'embryologie et de reproduction humaine. ● **OBTENIR UNE GROSSESSE** à tout prix, au risque

qu'elle soit multiple et aboutisse à des naissances prématurées, n'est plus l'objectif. ● **LE NOMBRE D'EMBRYONS** implantés à chaque tentative diminue en moyenne, dans le but de

ne faire naître qu'un seul enfant, et à terme. ● **LA PRISE EN CHARGE** par la Sécurité sociale de l'AMP reste partielle mais un projet gouvernemental prévoit son extension. ● **LES PRO-**

GRÈS suscitent chez les médecins de nouvelles questions techniques et éthiques, déclare Jacques de Mouzon, spécialiste des questions de reproduction à l'Inserm.

# L'âge de raison de l'assistance médicale à la procréation

La lutte contre la stérilité ne vise plus l'obtention d'une grossesse au prix de naissances multiples et prématurées.

Des procédures moins agressives ont aujourd'hui pour objectif prioritaire la naissance à terme d'un seul enfant

**LOUISE BROWN**, premier enfant de l'histoire a avoir été conçu en dehors des voies génitales féminines, vient de fêter ses vingt et un ans. Au terme d'une formidable expansion et d'un foisonnement incontrôlé d'innovations techniques et thérapeutiques, les praticiens spécialisés dans la lutte contre la stérilité atteignent une forme sinon de majorité, du moins d'âge de raison. Tel est le principal enseignement de la quinzième rencontre annuelle de la Société européenne d'embryologie et de reproduction humaine (ESHRE), organisée à Tours du 27 au 30 juin (*Le Monde* du 29 juin).

Si elle ne concerne encore que quelques pays européens, et la France au premier chef, cette évolution n'en constitue pas moins une étape essentielle dans l'histoire de cette jeune discipline qui, souvent, s'est grisée de l'écho qu'elle rencontrait dans les médias avec l'annonce d'une série de suc-

### Les techniques

● **Fécondation in vitro et transfert d'embryons (Fivete)** : il s'agit de la technique la plus fréquemment mise en œuvre et la mieux codifiée des procédures d'assistance médicale à la procréation (AMP). Elle consiste à faire réaliser in vitro (en dehors des voies génitales féminines) la fécondation de l'ovocyte par un spermatozoïde qui n'a pas, au préalable, été choisi par l'opérateur. La Fivete implique au préalable une stimulation de la fonction ovarienne féminine de manière à obtenir plusieurs embryons, l'implantation intra-utérine de plusieurs d'entre eux permettant d'obtenir ensuite des taux de grossesse plus élevés. Au moment le plus opportun, les ovocytes sont ponctionnés chez la femme ainsi stimulée, puis incubés avec des spermatozoïdes du conjoint.

● **Micro-injection intraspermatozoïde** (désignée par son abréviation anglaise « intra cytoplasmic sperm injection » (ICSI) : mise au point au début des années 90 par l'équipe bruxelloise des professeurs André Van Steirteghem et Paul Devroey, cette technique s'adresse en priorité aux couples dont la stérilité est la conséquence d'une infertilité masculine. Les biologistes procèdent ici, sous contrôle optique, à l'injection mécanique d'un spermatozoïde a priori non fécondant au sein du cytoplasme d'un ovocyte. Compte tenu de l'efficacité de ce procédé, les indications officielles se sont progressivement élargies, l'ICSI représentant désormais en France près de la moitié des tentatives d'AMP.

cès obtenus dans la manipulation des cellules sexuelles ou dans la congélation des embryons humains conçus in vitro.

Au-delà des succès techniques, les questions de santé publique se trouvent désormais de plus en plus largement prises en compte. L'heure n'est plus à l'obtention à tout prix d'une grossesse, fût-elle multiple et aboutissant à des naissances prématurées, mais bien à la mise en place de nouvelles stratégies permettant de faire naître un seul enfant, si possible à terme. Ainsi, alors qu'en 1993 on transférait, dans 20 % des tentatives, quatre embryons ou plus dans l'utérus des futures mères, cette proportion était tombée à 9,5 % en 1997, dernière année pour laquelle on dispose de statistiques nationales de l'activité d'assistance médicale à la procréation (AMP).

« **ÉVOLUTION PROGRESSIVE** »

*« Cette évolution s'est produite de manière progressive depuis 1993 et s'est accentuée en 1997, année au cours de laquelle 49 % des patientes ont eu un transfert d'un ou de deux embryons, alors qu'elles n'étaient que 38,6 % en 1993 »*, observe l'association Fivnat.

Plusieurs responsables de la AMP regrettent que ce phénomène n'ait pas encore été publiquement mis en valeur. « *La prise de conscience de cette nouvelle tendance grandit chez les professionnels de notre discipline, mais n'a pas encore été clairement expliquée au grand public* », estime le professeur Dominique Royère (CHU de Tours), secrétaire du congrès de l'ESHRE. *Après avoir démontré que nous disposions de techniques efficaces de lutte contre la stérilité, nous apprenons à assurer l'immocuité de ces techniques. C'est-à-dire*

*que nous sommes de plus en plus conscients que tout doit être mis en œuvre pour ne plus induire des grossesses multiples, y compris des gémeillaires.* »

Les techniques actuellement utilisées de stimulation hormonale de

### 40 000 prélèvements d'ovules par an

L'AMP représente, en France comme dans de nombreux pays industrialisés, une activité thérapeutique en progression rapide et constante. On estime aujourd'hui qu'environ 40 000 ponctions ovocytaires sont, chaque année, pratiquées dans notre pays, près de la moitié d'entre elles étant faites pour réaliser des micro-injections de spermatozoïdes. En 1997, le nombre de ces ponctions s'est accru de près de 11 % par rapport à l'année précédente. L'âge des patients continue d'augmenter alors que la durée de la période d'infécondité va en diminuant, selon les statistiques de l'association Fivnat.

Les épidémiologistes notent d'autre part une augmentation très importante du nombre des transferts d'embryons conçus in vitro et ayant au préalable été conservés par congélation. Ces transferts sont ainsi passés, selon les données de Fivnat, de 3 094 en 1993 à 6673 en 1997. Aucune information statistique exhaustive n'est disponible quant au nombre des embryons actuellement conservés par congélation dans les centres spécialisés français.

la fonction ovarienne permettent, en moyenne, de recueillir entre huit et neuf ovocytes, qui, après fécondation in vitro, donneront quatre embryons. Dès lors, la question soulevée est celle du nombre des embryons qui seront transférés et de ceux qui pourront être conservés par congélation. Pendant longtemps, la priorité fut l'obtention d'une grossesse, et l'on pouvait transférer un nombre élevé d'embryons en prenant le risque d'obtenir des grossesses multiples. Or ces dernières augmentent de manière considérable les risques encourus par la future mère et les nouveau-nés.

Les dernières statistiques disponibles de Fivnat sont riches d'enseignement : alors que le taux

moyen de prématurité (naissance avant trente-sept semaines de grossesse) est de 9 % pour les grossesses uniques, il est de 44 % pour les grossesses gémeillaires et de 90,9 % pour les grossesses triples. Pour les cas de grande prématurité

sociale, recommande ainsi de limiter à deux le nombre des embryons transférés lors de chaque tentative et de justifier d'un point de vue médical les transferts de rang plus élevé. Pourtant, se pose la question de savoir s'il est possible de généraliser le transfert d'un seul embryon sans réduire les chances de naissance.

**NAISSANCE DE JUMEAUX**

Une étude belge présentée lors de la rencontre de l'ESHRE a fourni, sur ce point, de précieux résultats.

Conduit par le docteur Jan Gerris (centre de fertilité, Middelheim Hospital, Anvers), ce travail visait à prévenir les cas de naissance de jumeaux dans un groupe de cinquante-trois femmes engagées dans un protocole d'AMP et pour lesquelles les biologistes avaient pu obtenir par fécondation in vitro des embryons jugés de « bonne qualité ». Dans le groupe des vingt-six femmes ayant reçu un seul embryon in utero, dix grossesses ont été obtenues contre dix-neuf dans le groupe des vingt-sept femmes ayant reçu un tranfert double. Dans ce groupe, six des dix-neuf grossesses étaient gémeillaires et, rapportées au nombre des embryons utilisés, les proportions d'enfants nés sont équivalentes dans les deux groupes (respectivement 42,3 % et 46,3 %). Les auteurs en concluent que, chez les femmes âgées de moins de trente-huit ans (c'est-à-dire celles qui pourront bénéficier de tentatives ultérieures), la procédure du transfert unique peut dorénavant être proposée dès lors que l'on dispose d'embryons présentant les meilleurs garanties de développement.

*J.-Y. N.*

## Une prise en charge partielle par la Sécurité sociale

**LE GOUVERNEMENT** n'a toujours pas pris de décision quant aux modalités de prise en charge de la micro-injection de spermatozoïdes (en anglais « intra cytoplasmic sperm injection », ICSI), pratique qui représente aujour d'hui en France près de la moitié des 35 000 ou 40 000 tentatives annuelles d'assistance médicale à la procréation (AMP) Selon les données statistiques de l'association Fivnat, l'augmentation de 11 % observée entre 1996 et 1997 du nombre des ponctions d'ovocytes est, pour l'essentiel due à celle des ponctions pour ICSI.

*« Les taux de succès de l'ICSI montrent une très nette amélioration jusqu'en 1996, la proportionde naissances vivantes rapportée à la ponction d'ovocytes passant de 9,6 en 1993 à près de 20 % en 1996, expliquent les responsables de Fivnat.*
Le paradoxe veut qu'en dépit de cette croissance très importante et d'une efficacité de plus en plus élevée, la pratique de l'ICSI n'est toujours pas officiellement prise en charge par les caisses de Sécurité sociale. *« La situation actuelle n'est en aucune façon acceptable. Dans le*

*secteur hospitalier public, soumis aux contraintes du budget global les équipes spécialisées facturent l'ICSI au prix, inférieur, de la fécondation in vitro, expliquent plusieurs spécialistes de l'AMP. Dans le secteur privé, diverses pratiques plus ou moins acceptables se sont développées et il n'est pas rare de voir des couples demandeurs d'une ICSI payer plusieurs milliers de francs pour pouvoir bénéficier de cette technique.* »

Ces spécialistes font valoir que les incohérences actuelles dans la prise en charge des nouvelles formes thérapeutiques de lutte contre la stérilité ne peuvent qu'inciter certains professionnels libéraux à avoir recours à des pratiques qui ne sont pas médicalement justifiées.

**PROTOCOLE D'ACCORD**

Elaboré en concertation avec la profession, un protocole d'accord sur une nouvelle nomenclature des gestes d'AMP a récemment été mis au point par le secrétariat d'Etat à la santé et à l'action sociale. Il prévoit un élargissement de la prise en charge à quatre tentatives d'AMP par enfant (et non à quatre tentatives par

femme âgée de moins de quarante-trois ans) ainsi qu'une cotation de l'ICSI à environ 4 500 francs, celle de la Fivete passant de 3 500 francs à moins de 2 000 francs. Ce protocole est aujourd'hui étudié par les services du ministère de l'emploi et de la solidarité. Le calcul de la prise en charge de l'ICSI s'inscrit dorénavant dans le cadre de la maîtrise des dépenses de santé générées par l'activité des laboratoires d'analyses biomédicales.

Le retard mis par les pouvoirs publics à inscrire à la nomenclature des techniques qui ont amplement trouvé leur place dans le paysage sanitaire n'est pas nouveau. Alors qu'elle avait été mise en œuvre et développée en France au début des années 80, la Fivete n'a été officiellement reconnue qu'en 1990. Tout se passe comme si de tels attermoieements n'avaient d'autre but que de réaliser quelques économies dans un secteur où l'on tarde à trouver les solutions conciliant la juste prise en charge des patients, les avancées de la thérapeutique et leur usage social.

*J.-Y. N.*

## Alain Carignon condamné

## à dix-huit mois de prison avec sursis

**L'ANCIEN MAIRE** (RPR) de Grenoble, Alain Carignon, a été condamné mardi 13 juillet par le tribunal correctionnel de Grenoble à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 80 000 francs d'amende pour « *abus de biens sociaux et usage de faux* ». Le ministère public avait requis deux ans avec sursis et 100 000 F d'amende dans ce dossier visant la gestion de Grenoble-Isère-Développement (GID), une société d'économie mixte liée au conseil général de l'Isère dont M. Carignon assumait alors la présidence (*Le Monde* du 11 juin). Le tribunal a notamment considéré que M. Carignon avait été le gestionnaire de fait de la SEM et, à ce titre, « *avait imposé ses choix* ». Le sénateur (UDF) Jean Boyer, poursuivi en qualité de président de GID, a été condamné à quinze mois avec suris et 50 000 F d'amende. - (*Corresp.*)

**■PÊCHE**

**SCIENTOLOGIE : à la suite de nos informations** sur l'amêt rendu, le 30 juin, par la Cour de cassation (*Le Monde* daté 4-5 juillet), nous avons reçu une lettre du président de l'Eglise de scientologie qui conteste notre interprétation de cette décision de justice. « *La Cour de cassation*, nous écrit Marc Walter, *a rejeté le pourvoi du parquet, mettant un point final à l'affaire de Lyon, avec vingt-trois relaxes. La scientologie a été reconnue comme une religion licite en soi. La Cour de cassation n'est pas entrée dans le débat sur la religiosité de la scientologie en considérant comme inutile toute réflexion sur le sujet (\* motif surabondant)* ».

<sup>[1]</sup> « Un peu mère », « Difficilement intégrable, taille, physique », voire « Profil pas clair », indiquent quelques-unes des fiches exami

# RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 15 JUILLET 1999

## Giverny, côté jardin et côté cour

Villages de peintres. C'est dans cette petite commune de l'Eure que Monet vécut longtemps et créa un magnifique parc de nymphéas. Les 500 000 visiteurs annuels finissent par déranger la tranquillité des 520 habitants

### GIVERNY

de notre envoyé spécial

L'exposition de l'Orangerie sur les Nymphéas (Le Monde du 6 mai) fera-t-elle encore monter la cote de Giverny ? La maison et le jardin de ce village de l'Eure où Claude Monet vécut la moitié de sa vie, de 1883 à 1926, font déjà le plein : près de 500 000 visiteurs s'y sont pressés en 1998. Et, parfois, la coupe déborde. Car à Giverny, on vient s'immiscer dans l'intimité de Monet qui avait quarante-trois ans et des fins de mois difficiles lorsqu'il s'installa dans ce trou de verdure de la vallée de la Seine, séduit par la qualité « opalescente » de la lumière.

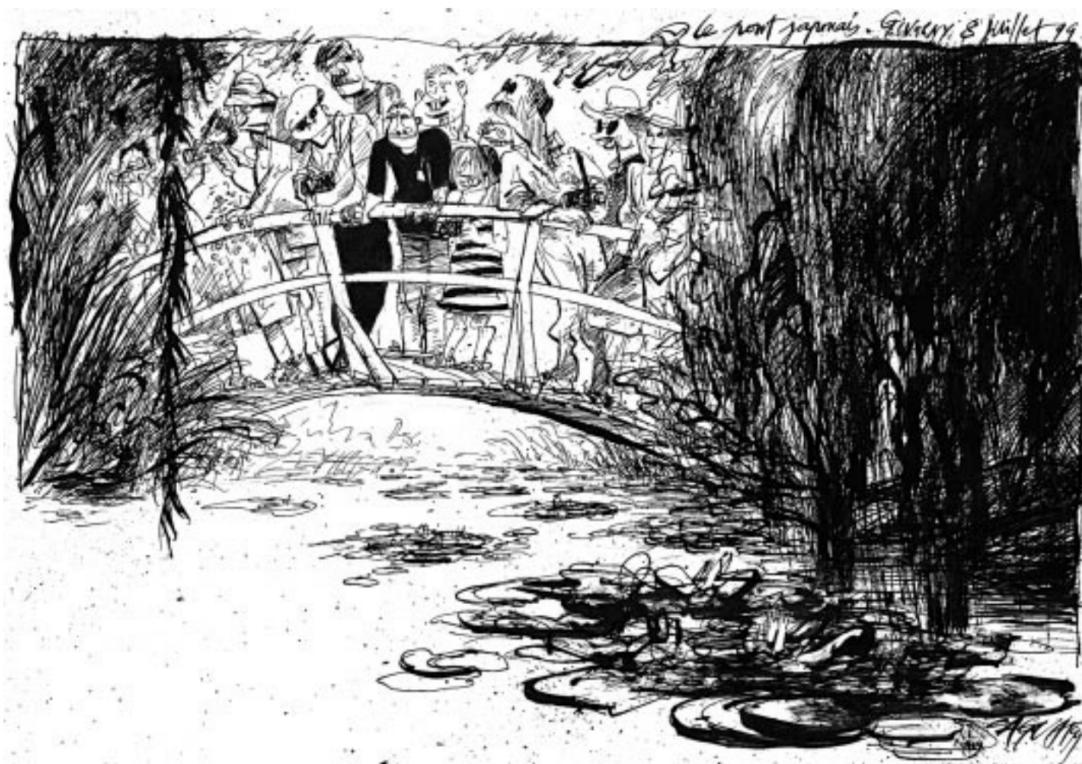
Le succès venant, il acheta la maison qu'il avait louée pendant sept ans, y adjoignit deux ateliers, projeta sa passion de coloriste jusque sur les murs et le mobilier de la salle à manger – jaune serin – et de la cuisine – en camaïeu de bleu – et accrocha partout des estampes japonaises dont, en proie au « japonisme » ambiant, il collectionna près de 200 œuvres majeures : Hiroshige, Hokusai, Utamaro...

Mais c'est dans son « clos normand » que ce fou de fleurs laisse délirer sa palette et s'invente une frémissante féerie. Jusqu'à sa mort, à quatre-vingt-six ans, avec l'aide de ses enfants puis avec le renfort de jardiniers – il en aura jusqu'à sept –, il ne cessera de l'embellir, d'y composer des symphonies changeantes. Sur une parcelle acquise de l'autre côté du chemin du Roy (aujourd'hui la RD 5, saturée d'autocars), il fera creuser un étang en dérivant le cours de l'Epte – au grand dam de ses voisins agriculteurs – pour y faire réaliser un jardin d'eau avec son pont japonais enguirlandé de glycines et les plus beaux spécimens de nénuphars.

**« Nous voulons éviter que Giverny se transforme en Lourdes avec des marchands de souvenirs à chaque coin de rue »**

On connaît la suite ou plutôt la « série » des nymphéas, une entreprise quasi obsessionnelle qui témoignera de la libre dérive d'un artiste « nymphéomane » jusqu'aux limites de ses impressions, envoûté par les miroitements diaphanes, les reflets de ciel et les taches de couleurs. Une nouvelle façon de peindre, sans objet, qui pourrait avoir ouvert la voie à Kandinsky et aux premiers abstraits.

Côté jardin, Giverny est donc un enchantement – même si la profusion nuit parfois à la composition florale – et c'est naturellement



dans cet éden dont la raideur des alignements est contrebalancée par la variété des formes et des nuances que, du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre, les visiteurs courent butiner, guépés ivres de senteurs et de chromatisme.

L'Académie des beaux-arts, qui a hérité de la propriété en 1966, a entrepris en 1977 de gros travaux de restauration grâce notamment à des dons provenant, à 95 %, de mécènes américains. Le conservateur, Gérard Van Der Kemp, dont l'épouse est américaine, avait mis en œuvre cette même méthode de financement pour restaurer le château de Versailles lorsqu'il en était le conservateur. Délaissé, le jardin était en piteux état et il fallut le talent d'un jeune horticulteur, Gilbert Vahé, bientôt entouré d'une équipe de sept jardiniers, pour lui redonner son éclat et le gérer à un rythme et dans des conditions qui sont presque ceux d'un spectacle.

« Lorsque nous avons ouvert en 1980, nous escomptions 20 000 visiteurs, nous en avons eu 83 000 ! », raconte Claudette Linsey, secrétaire générale de la Fondation Claude-Monet. Depuis, le succès n'a fait que s'amplifier et les étrangers représentent 50 % de la clientèle. Certains dimanches, la file d'attente peut atteindre 150 mètres. D'où l'espoir des gestionnaires de voir les visites s'étaler mieux sur les trois saisons puisqu'aussi bien, des tulipes aux dahlias, des iris aux capucines, des lupins aux clématites, ses

métamorphoses font le charme de cet univers végétal, jamais ni tout à fait le même ni tout à fait un autre. Les entrées assurent l'entretien et les salaires d'une trentaine de personnes tandis que la boutique-librairie et la graineterie-souvenirs ne désemploient pas.

Dès 1887, une petite colonie d'artistes d'outre-Atlantique s'était formée autour du plus adulé des impressionnistes. La moitié des maisons du village furent occupées par des peintres américains qui se réunissaient pour festoyer et refaire le nouveau monde de l'art à l'Hôtel Baudy. A distance respectée du maître, bon vivant mais amoureux de la création solitaire et recevant plus volontiers Cézanne, Re-

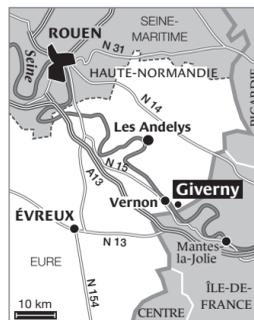
noir ou Clemenceau.

La dégrue yankee fut brutale après la première guerre mondiale et le krach de 1929, mais en 1992 a été ouvert un vaste Musée d'art américain, à demi enterré, qui présente 120 œuvres marquantes de disciples américains de l'impressionnisme et a accueilli 75 000 visiteurs en 1998 dont un quart venus des Etats-Unis.

Côté cour, Giverny est moins exubérante. « Bien sûr, les Givernois sont fiers de la renommée internationale de leur commune mais ils n'en tirent pas d'autres avantages, explique le maire, Guy Colombel. La Fondation Monet qui vit en autarcie n'est pas assujettie à la taxe professionnelle et nous avons affaire à un

tourisme de passage et saisonnier, les visiteurs prennent parfois un repas dans l'un des six restaurants mais ne résident pas. Comme nous ne sommes qu'à 75 kilomètres de Paris, même l'été, l'hôtel de onze chambres ne remplit qu'à 60 % ».

Parce que l'aspiration dominante de la population – en décroissance, avec 520 habitants, mais dont les maisons se vendent vite et bien – semble être la tranquillité et la préservation du cadre de vie, tous les efforts de la municipalité vont dans ce sens. Elle a créé une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, et s'efforce de trouver une solution au déferlement automobile à chaque week-end de la belle saison. « Le



parking de la Fondation Monet n'offre que 80 places alors qu'on peut avoir jusqu'à 1 000 voitures et 60 cars en une journée. Même avec les 200 places gratuites du Musée américain, nous sommes submergés et certains riverains n'en peuvent plus de trouver des voitures garées devant leur portail », soupire le maire qui entrevoit pourtant une embellie. Le 4 mai, le conseil municipal a approuvé le projet d'un parking paysager de 300 places, dont 15 pour les cars, qui, grâce à l'absence de bitume et à la plantation de 740 arbres, conservera au site l'allure d'une prairie. Il coûtera 6 millions de francs (915 000 euros) mais la Fondation Monet souhaiterait pourtant qu'il soit gratuit pour ne pas avoir d'effet dissuasif.

Ce dossier du parking était explosif, il avait provoqué la dissolution du conseil municipal voilà sept ans. L'horizon devrait se dégager mais si les relations de la municipalité avec le Musée américain sont excellentes, il n'en a pas toujours été de même avec la Fondation Monet. « Nous voulons surtout éviter que Giverny se transforme en Lourdes avec des marchands de souvenirs à chaque coin de rue », souligne M. Colombel qui, à côté des deux galeries de peintres locaux, rêve, discrètement, de voir s'ouvrir une grande galerie d'art.

Robert Belleret

Dessin : Jean-Pierre Cagnat

**PROCHAIN ARTICLE :**  
Auvers-sur-Oise

## A Saint-Quentin-en-Yvelines, test concluant pour les voitures en libre-service

LA PREMIÈRE expérimentation de voitures particulières en libre-service s'est achevée il y a quelques jours à Saint-Quentin-en-Yvelines, la ville nouvelle de l'ouest de l'Ile-de-France. Elle avait été mise en place en octobre 1997 par un groupement composé de la CGEA, filiale de Vivendi, d'EDF, de Renault et de Thomson-CSF Detexis, en collaboration avec la ville nouvelle, l'Inrets et l'Imria, les deux instituts nationaux de recherche sur les transports et sur l'informatique.

Pendant vingt et un mois, les habitants et les visiteurs de la ville nouvelle ont pu utiliser à leur guise l'une des 48 Renault-Clio électriques, sans abonnement et contre paiement d'un simple forfait, à la course ou mensuel. Ils ont été 800 à s'inscrire, gratuitement, à ce service. Parmi eux,

250 ont été des clients réguliers. Ils ont effectué 25 000 courses d'une longueur moyenne de 7 kilomètres puisque ces voitures ne pouvaient être utilisées que dans le périmètre de la ville, au demeurant plus étendu que celui de Paris. L'expérimentation de Saint-Quentin a coûté 30 millions de francs (4,57 millions d'euros), pris en charge à parts égales par le groupement et par les collectivités locales.

Pour les opérateurs, qui envisagent de commercialiser ce système sur plusieurs sites en France, ce mode de déplacement a été utilisé comme une alternative à la voiture individuelle et aux transports collectifs. Ses utilisateurs ont été à 80 % des habitants de Saint-Quentin capables de s'orienter dans le véritable labyrinthe de la ville nouvelle. Et les taxis ont conservé

leurs clients de passage. En revanche, les Clio ont souvent servi de deuxième voiture, pour un usage partagé entre les courses et les trajets domicile-travail ou domicile-gare.

« Ce service a entraîné de nouveaux comportements », explique Claude Arnaud, directeur de la recherche à la CGEA. Les utilisateurs ont souligné la liberté d'usage, la disponibilité immédiate, le coût modéré et l'absence de problèmes d'entretien des véhicules. Les opérateurs vont apporter des améliorations aux véhicules, en y intégrant éventuellement des systèmes de radioguidage, qui permettront aux usagers occasionnels de profiter de ce service sur des sites dont ils ne sont pas familiers.

Christophe de Chenay

## Cet été, voyez Le Monde autrement!

Le Monde Séries spéciales été :

- 2000 ans de christianisme
- Six écrivains du 20<sup>e</sup> siècle
- Six objets du quotidien déclinés au futur (réfrigérateur, automobile, porte-monnaie, etc.)
- Mythes et légendes d'Europe
- Des nouvelles de science-fiction et, bien sûr, un supplément entier sur l'éclipse
- Aux origines du monde
- Les aliments qui ont fait le monde

Pour ne manquer aucune série, abonnez-vous!

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.\*

### Bulletin spécial d'abonnement

Choisissez simplement votre durée, remplissez le bulletin et retournez-le accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante :

LE MONDE, Service abonnements  
24, avenue du Général-Leclerc  
60646 Chantilly Cedex

DURÉE	FRANCE
<input type="checkbox"/> 2 semaines (13 n°)	96 / 14,64*
<input type="checkbox"/> 3 semaines (19 n°)	139 / 21,19*
<input type="checkbox"/> 1 mois (26 n°)	173 / 26,37*
<input type="checkbox"/> 2 mois (52 n°)	378 / 57,63*
<input type="checkbox"/> 3 mois (78 n°)	562 / 85,68*
<input type="checkbox"/> 12 mois (312 n°)	1 980 / 301,85*

#### Votre adresse de vacances :

du : ..... au ..... 901MQ VA2  
Prénom : .....  
Nom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

#### Votre adresse habituelle :

Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

#### Votre règlement :

Chèque joint à l'ordre du Monde  
 Carte bancaire N° : .....

#### Date et signature obligatoires :

\* Au lieu de 195\* prix au numéro  
Offre valable jusqu'au 31/12/99, en France métropolitaine uniquement.  
Pour tout autre renseignement : 01.42.17.32.90  
de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi



# HORIZONS

HISTOIRE

## LES GÉNIES DU 3 CHRISTIANISME

# Augustin d'Hippone, un intellectuel engagé devenu « docteur de la grâce »



**Coureur de filles, chercheur de Dieu, Augustin se convertit au christianisme après un songe dans un jardin de Milan. Parce qu'il a forgé la notion de péché originel, on en a fait un chrétien pessimiste qui refuse à l'homme sa liberté. Au grand dam d'Albert Camus**

**A**LBERT CAMUS et Augustin... Que peut-il y avoir de commun entre le romancier de l'absurde et le « docteur de la grâce », entre l'agnostique drapé dans son éthique d'*Homme révolté* et le converti soumis, abandonné dans les bras de Dieu ? Aurelius Augustinus et Albert Camus sont deux pieds-noirs, nés en Algérie à près de seize siècles d'écart, également habités par le large et par le vent, par la lumière et par les ombres de la Méditerranée, hantés par le même mystère du mal et de la mort, du destin et du salut de l'homme. Augustin s'abîme dans un face-à-face lyrique avec Dieu – « qui est plus profond que le tréfonds de moi-même et plus haut que le très haut de moi-même » – dont témoignent ses *Confessions*. Mais Camus n'accepte pas ce Dieu qui aurait été bien impardonnable d'autoriser tout le mal qui écrase le monde.

A première lecture, rien ne rapproche donc l'étudiant de Carthage, né en 354 à Thagaste – aujourd'hui Souk-Ahras, pas loin de la frontière tunisienne – et le lycéen d'Alger, né à Mondovi en 1913. Albert Camus, qui a été baptisé et a fait sa communion solennelle, découvrira pourtant l'originalité du christianisme dans les *Confessions* de son aîné converti. Dans *Noces*, il griffonne ces mots qui figurent encore sur le site archéologique de Tipasa, vestige algérien de la Rome chrétienne : « Je comprends ici ce qu'on appelle gloire : le droit d'aimer sans mesure. » N'est-ce pas la réplique exacte de la maxime d'Augustin : « La mesure d'aimer Dieu est d'aimer sans mesure » ?

Mais Albert Camus ne pardonnera jamais à son saint aîné d'être le « père » du péché originel, de la prédestination et de l'enfer, de la culpabilité des innocents et de « la damnation des enfants morts sans baptême ». En 1948, lui-même en butte à une réputation de stoïque pessimiste, Camus s'écriera à Paris devant une assemblée de dominicains : « Ce n'est pas moi qui ai inventé la misère de la créature ni les terribles formules de la malédiction divine ! Ce n'est pas moi qui ai dit que l'homme était incapable de se sauver tout seul et que, du fond de son abaissement, il n'avait d'espérance que dans la grâce de Dieu ! »

Malédiction d'un augustinisme

qui a pour partie trahi Augustin, l'a fossilisé au Moyen Age en « thèses » scolastiques. Albert Camus a lu les *Confessions* et ses strophes admirables sur la grâce et sur l'amour divins. Mais c'est à l'augustinisme qu'il s'en prend ici, autrement dit à l'étonnante postérité d'une œuvre monumentale et protéiforme : prédictions, confessions, méditations, correspondances et même « rétractations ».

Jusqu'à la Réforme et aux Lumières, les écrits d'Augustin sur l'humanité pécheresse (une « masse de perdition ») depuis la faute originelle d'Adam et Eve, sur le rachat par la seule grâce de Dieu, concrétisée par la foi et le baptême, ont labouré les mentalités occidentales. Après Paul – et bien avant les jansénistes et les calvinistes –, on a fait d'Augustin le porte-parole d'un christianisme pessimiste qui refuse à l'homme sa souveraineté et sa liberté et, par la prédestination, le condamne à la grâce – la promesse du salut – ou à l'enfer de la damnation. Un débat qui traverse toute l'Histoire.

« Je pleurais dans les plus amers brisements de mon cœur. Et voilà que j'entends de la maison voisine une voix – jeune garçon ou jeune fille – chanter à plusieurs reprises : "Prends et lis. Prends et lis." (...) Je me redressai, interprétant cela comme une injonction divine : tout ce que j'avais à faire, c'était d'ouvrir le livre et de lire le premier chapitre sur lequel tomberait mon regard. (...) Je revins donc précipitamment vers l'endroit où j'avais posé le livre de l'apôtre Paul. Je le saisis, je l'ouvris et lus en silence le premier chapitre sur lequel tombèrent mes yeux : "Plus de ripailles ni de beuveries ; plus de luxures ni d'impudicités ; plus de disputes ni de jalousies. Revêtez-vous du Seigneur Jésus-Christ et ne vous faites pas les pourvoyeurs de la chair dans les convoitises." Je ne voulais pas en lire davantage, ce n'était pas la peine. Aussitôt la phrase terminée, ce fut comme une lumière de sécurité infuse en mon cœur, dissipant toutes les ténèbres du doute. »

La douceur de la « lumière » d'août 386 et cette célèbre scène de la conversion d'Augustin dans le jardin de Milan (au Livre VIII des *Confessions*) – on pense à Claudel et au pilier de Notre-

Dame –, marquent l'instant précis où, après des années de tourment intérieur, la volonté cède. C'est l'épilogue d'une lutte longue et sans merci que le jeune homme frivole, concubin d'une femme dont le nom restera caché et père d'un enfant illégitime, Adéodat, mena contre les « convoitises de la chair ». Chercheur de Dieu, coureur de filles : la modernité d'Augustin nous le rend proche. C'est un vieux prêtre de Milan, Simplicianus, qui a vaincu ses réticences par des témoignages concrets de conversion. A trente et un ans, Augustin ne serait pas parvenu à la foi au Christ par la seule réflexion philosophique. La « morale » de sa conversion, c'est que l'adhésion à Dieu est affaire de cœur, non de spéculation.

Augustin quitte sa chaire de rhéteur de l'université de Milan, alors ville de résidence impériale, où l'ancien petit boursier cherchait à assouvir sa soif de carrière dans la haute fonction publique. Toutes affaires cessantes, il se réfugie à Cassiciacum (aujourd'hui Cassago di Brianza, près du lac de Côme), réunit ses intimes et sa mère, Monica, chrétienne fervente mais plutôt coïncée. Là, il fait le bilan de toute sa vie. Lui reste en mémoire cette sagesse païenne découverte à dix-neuf ans dans l'*Hortensius* de Cicéron, qui était à son programme de rhétorique et qui – mieux que les sermons assommants de sa mère – l'avait convaincu de renoncer à sa vie de patachon. Puis son passage chez les manichéens, une secte chrétienne qui divise le monde en forces du Bien et du Mal et qu'il mettra neuf ans avant de fuir. Enfin, il s'est mis à dévorer les philosophes néoplatoniciens (Plotin, Porphyre), qui le mettront sur la route de l'« absolue vérité ».

Celle-ci est devenue aveuglante avec la fréquentation d'Ambroise, ancien préfet devenu évêque de Milan. Augustin va l'écouter non parce qu'il est chrétien, mais pour ses talents d'orateur. A son contact, il lit autrement la Bible, d'une manière mystique, moins littérale. Rongé par sa propre culpabilité, il découvre que le Mal n'est pas une « substance » en soi – comme le prétendaient les manichéens –, mais la privation du Bien. Il se laisse convaincre que l'« au-dessus de tout » dont parle Platon est le Dieu dont lui a parlé sa petite enfance, que ce Dieu a pris forme et s'est incarné en Jésus-Christ. C'est en acceptant cette idée d'incarnation qu'Augustin s'éloigne d'un héritage platonicien qui exclut toute idée d'immanence divine. Enfin – foudroyante révélation –, il lit avec Ambroise les épîtres de saint Paul. C'est là qu'il découvre que la « grâce », la « vérité », est un don gratuit de Dieu et que les hommes n'y pourront jamais rien.

Lors de sa retraite à Cassiciacum, Augustin trouve donc le fil conducteur : ce Christ dont il regretta de ne pas trouver la trace – et pour cause – dans Cicéron est désormais au centre de sa vie. Il se sent délivré de ses doutes et angosses et il plaque tout : ses ambitions sociales dans l'administration impériale, les mondanités, le beau mariage escompté par sa mère pour régulariser sa situation familiale. Il se destine à la vie en communauté et à la chasteté. Au bout de six mois, en mars 387, Augustin reprend donc la route de Milan et, au cours de la nuit pascale du 24 au 25 avril, reçoit le baptême, ainsi que son fils Adeodat, des mains de l'évêque Ambroise.

Qu'un intellectuel, membre de la haute société romaine, se fasse ainsi baptiser n'était pas alors un événement banal. La conversion d'Augustin est l'une des plus célèbres de l'histoire chrétienne. Dans son œuvre maîtresse, les *Confessions*, il nous en livre tous les détails et secrets. Pour la première fois, un écrivain de l'Antiquité parle à la première personne. On sait le profit philosophique ou littéraire que Descartes, avec son *Cogito* (« Je pense, donc je suis »), Montaigne, Rousseau, Gide tireront de ce procédé de l'autobiographie spirituelle. La subjectivité est alors une idée neuve : elle deviendra bientôt la marque de l'Occident. Les jansénistes signaleront à Descartes que le *Cogito* se trouvait déjà, mille deux cents ans avant lui, dans Augustin !

La scène du jardin de Milan et celle de la retraite à Cassiciacum ont un parfum surréaliste dans un Empire romain décomposé de l'intérieur, corrompu, au bord de l'anarchie, et menacé de l'extérieur par les Barbares. Depuis 313, grâce à Constantin, le christia-

Jusqu'à tard, l'Afrique du Nord sera pourtant épargnée. Elle reste l'oasis de paix de l'empire, le refuge de la bonne société romaine. Capitale *bis*, Carthage n'est qu'à deux ou trois jours d'Ostie. C'est là, dans la douceur des nuits d'été africaines, que l'élite intellectuelle disserte à l'infini des mérites comparés de la philosophie grecque et de la croyance au Dieu unique. Les néoplatoniciens et les chrétiens se renvoient Plotin et l'Évangile de Jean. Il faut dire que le paganisme s'épuise et que la religion chrétienne, pourtant officielle, peine à s'imposer. D'un côté, les païens admettent qu'un certain Jésus a pu exister, mais ils continuent de sacrifier aux cultes traditionnels. De l'autre, chez les chrétiens, l'idée d'incarnation passe mal. Que Dieu ait pu naître d'une femme et se soit incarné en un homme paraît plus qu'étrange. Toutefois, païens et chrétiens se retrouvent sur l'idée d'un dépassement de l'homme, d'un Dieu conçu comme une sorte d'Être suprême.

Faut-il s'étonner que ces joutes philosophiques surviennent à cette époque où tout le système romain pourrit de l'intérieur ? L'Antiquité latine autant que grecque a toujours raffolé de ces « écoles » où l'on vient à la fois discuter de l'air du temps, assouvir sa soif de savoir, philosopher par plaisir spéculatif, mais aussi trouver des leçons de vie. Or, dans l'ambiance de décadence du régime, face aux soubresauts qui annoncent la fin de l'empire et d'une certaine manière l'apocalypse, la question du salut et des fins dernières de l'homme est de loin la première.

L'orthodoxie chrétienne est elle-même loin d'être fixée, et les sectes – donatiste, manichéenne, bientôt pélagienne – pullulent.

**« Ce n'est pas moi qui ai inventé la misère de la créature, ni les terribles formules de la malédiction divine ! Ce n'est pas moi qui ai dit que l'homme était incapable de se sauver tout seul et que, du fond de son abaissement, il n'avait d'espérance que dans la grâce de Dieu ! »**

**Albert Camus**

nisme est devenu religion impériale. Le IV<sup>e</sup> siècle est celui de la liberté pour la jeune Église. L'édit de Milan a mis fin à trois siècles de persécutions. Les communautés chrétiennes sont sorties des catacombes. Mais pour l'empire, c'est un âge de crépuscule doré. Les Barbares campent aux portes d'une Rome qui brille de ses derniers feux. En 410, Alaric finira de conquérir la Ville dite éternelle, mais l'empereur Valentinien s'était depuis longtemps replié à Milan. Signe des temps, Augustin mourra en 430 dans son évêché d'Hippone, cerné par les Vandales.

Chacune est convaincue de posséder à elle seule la vérité et d'enseigner la voie royale qui mène au salut. Le christianisme est alors plus occupé à régler ses dissidences internes, à mettre un terme aux hérésies qu'à annoncer l'Évangile.

On se souvient qu'Augustin, qui a bu le nom du Christ avec le lait de sa mère et reçu le sacrement du catéchumène, avait frayé très tôt avec le manichéisme qui, dans le bouillonnement spéculatif de l'époque, prospérait. Avec ses règles strictes, sa doctrine, sa hiérarchie





GIRAUDON

« La Conversion de saint Augustin », Fra Angelico (vers 1400-1455), Musée Thomas-Henry, Cherbourg.

de « parfaits », les manichéens – qui recrutent chez les chrétiens, mais aussi chez les païens et les gens cultivés las de l'atmosphère théocratique de l'empire – forment une sorte de société secrète, implantée dans tout l'empire et persécutée. Mais c'est surtout dans la lutte contre les pélagiens qu'Augustin va donner toute la puissance de son génie.

Deux ans après son baptême de 387 à Milan, le fils de Monica est de retour dans son Afrique natale, où il entend faire fructifier son expérience religieuse. Déjà, on le lit, on le consulte, on vient de loin pour l'écouter. A qui veut l'entendre, il répète la leçon de sa conversion : si on fait de la vérité un objet de pure recherche intellectuelle, on risque de ne jamais la trouver. C'est au fond de soi-même qu'il faut aller la chercher, puis la relier à l'expérience de Dieu racontée dans les Écritures. « Me connaître, Te connaître », dira Augustin dans l'un de ses axiomes les plus célèbres.

Mais des fidèles, de plus en plus nombreux, le tirent par la manche. Dans ce climat de fin des temps, ils vont en faire non seulement un maître à penser, mais un chef de communauté chrétienne. Augustin se rend un jour dans la ville d'Hippone (devenu Bône en Algérie, aujourd'hui Annaba) pour y voir un ami. Là, il est carrément « empoigné », fait prêtre quasiment sur-le-champ et, peu après, élevé au rang d'évêque par le suffrage populaire. La démocratie dans l'Eglise n'était alors pas un vain mot. D'abord réticent, Augustin finit par se piquer au jeu. Il devient l'expert numéro un de l'épiscopat africain, participe à tous les conciles locaux, se donne sans mesure à l'unité d'une communauté encore très fragile et menacée d'éclater par toutes les hérésies.

La plus redoutable est alors le pélagianisme, terme forgé à partir du nom d'un moine d'origine britannique, Pélagie, baptisé à Rome vers 380, qui, après le sac de la capitale par Alaric, est parti en Afrique – sans doute pour discuter avec Augustin – et en Palestine. Pélagie refuse l'idée de transmission automatique du péché originel, héritée du récit d'Adam

et Eve dans le récit biblique de la Genèse et, au contraire, il met l'accent sur la liberté, la « grâce », que Dieu a donnée à l'homme. Dans ses prédications et ses écrits, à travers ses porteparole, comme l'avocat Célestius ou l'évêque Julien d'Eclane, il soutient que l'homme est libre et responsable de ses actes. Que, dès cette vie, il peut être exempt du péché. Que, par ses seules forces et mérites, il peut même devenir « image » de Dieu. Pélagie rejette l'idée que le péché d'Adam est héréditaire et estime que le baptême des petits enfants est inutile et n'est plus nécessaire.

Cette affaire met sens dessus dessous la jeune Eglise. Le pape et tous les évêques sont en alerte, mais c'est Augustin, évêque d'Hippone, qui se charge de réfuter les thèses de Pélagie et de Célestius. Car tout ce que disent le moine britannique et son avocat est opposé à son expérience la plus profonde de conversion. En 412, le concile de Carthage condamne les thèses pélagiennes. Quatre ans plus tard, Augustin obtient du pape Innocent I<sup>er</sup> la condamnation de l'hérétique. « Nier le péché originel, explique-t-il, c'est nier le salut du Christ »,

sel. Mais Augustin ne fait ici que reprendre les récits de la Genèse sur la faute d'Adam et sa transmission à sa descendance, devenue un esclavage spirituel. Il ne fait que commenter fidèlement l'apôtre Paul. Le vrai fondement de la doctrine du péché originel n'est pas dans ses écrits, mais dans le parallèle établi par Paul entre Adam et le Christ. Pour mettre en relief le rôle de Jésus comme source de vie et de justice, Paul accable Adam, qui aurait plongé l'humanité dans le péché et dans la mort. D'où le baptême du petit-enfant que l'Eglise a inventé pour le libérer d'un péché qu'il n'a pas commis, mais qui lui a été transmis.

En raison de la violence de la polémique pélagienne, Augustin a dramatisé et systématisé ce point de vue. Il fait du baptême « l'indispensable condition d'une régénération qui permet d'échapper au supplice de la mort éternelle et qui efface la culpabilité, sans pour autant enlever la concupiscence et l'ignorance initiées par la désobéissance d'Adam. Aussi bien, les enfants qui n'ont pas reçu le baptême subiront les effets de la sentence

## Augustin, qui a bu le nom du Christ avec le lait de sa mère et reçu le sacrement du catéchumène, avait frayé très tôt avec le manichéisme qui, dans le bouillonnement spéculatif de l'époque, prospérait

c'est-à-dire la grâce qui est le don de Dieu à l'homme. Il ne met pas en doute la liberté de l'homme et de la nature, mais montre que, réduite à elle-même, cette liberté ne vaut pas grand-chose. Autrement dit, l'œuvre de Dieu, dans le plan de salut, est originelle et centrale. C'est en lisant l'apôtre Paul qu'Augustin avait eu cette révélation de la primauté absolue de la grâce sur toute initiative humaine.

Ainsi a-t-on fait d'Augustin le père du péché originel, expression qui désigne tout ce qui serait entré dans le monde avec le péché d'Adam et continuerait de se transmettre avec lui par la chair, la « convoitise » et la concupiscence. L'homme serait pécheur depuis sa naissance, d'un péché qui est de tout temps et univer-

prononcée contre ceux qui n'auraient pas cru et seront condamnés ».

C'est ainsi que la chute originelle, à la suite de Paul et d'Augustin, est devenue, dans la théologie chrétienne d'Occident, « le début de l'histoire », comme écrit Jean Delumeau dans son livre sur *Le péché et la peur en Occident*, à la différence de la théologie juive, qui n'a jamais fait du péché d'Adam une « catastrophe primordiale ». A la différence aussi de la tradition chrétienne d'Orient, pour qui le péché n'est pas une catégorie majeure de l'expérience du salut.

Avant Albert Camus, Dostoïevski est horrifié par la perspective d'« une damnation des enfants sans baptême ». Ivan Karamazov

lance ce cri de révolte à son frère Aliocha : « Si tout le monde doit souffrir pour acheter l'éternelle harmonie, qu'est-ce que les enfants viennent y faire ? Je comprends la solidarité des hommes dans le péché, mais pas la solidarité des enfants dans le péché des hommes. S'il est vrai qu'ils soient solidaires de tous les crimes de leurs pères, c'est une vérité qui m'est incompréhensible. Un mauvais plaisant dira que l'enfant grandira et aura le temps de pécher. Mais cet enfant que l'on a fait déchirer par des chiens, à huit ans, celui-là n'a pas grandi. »



Est-il vrai que le péché d'Adam, racheté par le sacrifice du Christ sur la croix, a été transmis de génération en génération ? Que Dieu a destiné les uns (les élus) au bonheur et les autres (damnés) à l'enfer ? Est-il imaginable que Dieu ait créé des hommes pour le plaisir de damner une partie d'entre eux ? C'est bien peu de dire que ce débat sur la grâce et la liberté, qui a éclaté dès l'Eglise primitive, a traversé toute la philosophie occidentale et la théologie chrétienne jusqu'à aujourd'hui.

A tort ou à raison, Augustin a été mêlé à toutes les représentations les plus archaïques sur le péché, sur l'enfer, sur l'existence du mal et la « prédestination », cette gare de triage que Dieu aurait inventée entre les bons et les exclus, entre les parfaits et les damnés. Le véritable nœud du débat entre catholiques et protestants est également à cet endroit : l'homme peut-il faire son salut par ses propres efforts et mérites, ce qui serait, grossièrement résumé, le point de vue catholique ? Ou est-il radicalement pécheur, ne pouvant espérer le salut que dans la grâce de Dieu, justifiée par la foi, attestée par le

baptême ? Cette dernière thèse de Luther, de Calvin et autres réformateurs ressemble comme une goutte d'eau à celle d'Augustin. Après Calvin, nombre de protestants vont comparer leur propre combat à l'opposition que fait Augustin dans son autre œuvre majeure, écrite au moment des invasions barbares, entre la Cité de Dieu et la Cité des hommes confondue avec celle de l'antéchrist.

En bien ou en mal, sa postérité est considérable. Dans le monachisme occidental d'abord : La règle de saint Augustin va inspirer des ordres proprement augustiniens (chanoines réguliers, ordre de Saint-Augustin), mais aussi les prémontrés, les frères prêcheurs, Saint-Anselme, etc. Ensuite, au-delà du Moyen Age, sa mystique spéculative, son ascèse, son goût de la recherche intérieure et de la contemplation s'imposeront. Mais la scolastique médiévale, par sa prétention à séparer la philosophie et la théologie, à faire de la foi le fruit de la raison, va faire dévier l'œuvre d'un Augustin qui n'était, au fond, comme dit un expert, Goulven Madec, qu'« un pasteur d'âmes, un commentateur des Écritures, un théologien si l'on veut, mais assurément pas un dogmaticien ».

On ne peut comprendre l'évolution des mentalités et de la culture en Occident sans restituer à la pensée d'Augustin cette place qu'elle accorde au péché et à la culpabilité. C'est lui qui aurait conçu « un Dieu despote, inaugurant une logique de peur et de terreur pour mieux impressionner les âmes ». Il aurait été « le promoteur de cette morale qui identifie le sexe au péché et à la concupiscence », écrit la théologienne allemande Uta Ranke-Heinemann.

Toutes ces images vont perdurer du Moyen Age à la naissance de l'humanisme, à la Réforme, au jansénisme d'un Pascal – « néant de l'homme sans Dieu » –, au pessimisme d'un Kierkegaard et d'un Bernanos, dont les personnages tourmentés témoignent d'un augustinisme sans miséricorde.

A cause de l'infériorité et de la subjectivité que l'évêque d'Hippone a inscrites dans l'histoire de la pensée, le cardinal Newman, au XIX<sup>e</sup> siècle, faisait d'Augustin « le

grand phare du monde occidental ». S'il est de tous les temps en effet – on vient d'édiiter ses *Confessions* en Pléiade –, ce n'est pas pour les « traités » de philosophie ou de théologie qu'Augustin n'a... jamais écrits, mais pour ses confessions, ses méditations, ses correspondances, ses manuels simples à l'usage d'une bonne vie chrétienne, dictés par ses tâches pastorales ou les controverses du temps.

Au-delà des polémiques qu'il n'a jamais cessé de susciter s'impose surtout l'itinéraire d'un converti, d'un prêtre, d'un évêque, d'un intellectuel engagé, qui commente la Bible et forge des thèmes qui, fait observer un autre spécialiste, Marcel Neusch, sont réellement passés à la postérité : le rapport entre Dieu et l'Etre, entre le temps et le sujet, entre la grâce et la liberté.

De son temps déjà, en parlant d'Augustin, des commentateurs le qualifiaient d'« abeille de Dieu » et savouraient « le nectar de sa pensée ». La riche tradition arabe et musulmane qui succédera à l'empire chrétien sur la terre d'Afrique du Nord en fera une sorte de « marabout », avant même qu'il ne devienne l'un des grands classiques de la littérature européenne. Car très jeune, Aurelius Augustinus connaissait par cœur les morceaux choisis de Virgile, Térence, Cicéron et Salluste. Ses volumes sont d'ailleurs tous imprégnés de ces périodes puissées auprès de Cicéron, de ces jeux de mots et de sonorités, de ces citations classiques et bibliques qui, plus tard, feront dire aux latinistes qu'on ne déguste bien Augustin, ce rhéteur de génie, qu'en le lisant à voix haute et en version originale, c'est-à-dire en latin.

Henri Tincq  
Dessins : Philippe Kailhenn

PROCHAIN ARTICLE :  
L'Orient des confesseurs  
et des martyrs



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# Une Afrique lucide

LONGTEMPS, l'Afrique s'est racontée des histoires. Accablé de mille maux – famines sporadiques, putschs à répétition, dictatures sanglantes, massacres ethniques –, le continent noir s'empressait, en des imprécations rituelles, de jeter le blâme sur autrui, cherchant rarement à identifier en son sein les causes de ses tourments. La misère persistante ? C'était la faute du néocolonialisme servi par d'impitoyables multinationales pileuses de richesses. Le sous-développement ? La rigueur imposée par les bailleurs de fonds – FMI en tête – ne pouvait que l'aggraver. Les guerres civiles ? Elles n'auraient pu éclater sans les convoitises extérieures, l'avidité des marchands d'armes ou le cynisme des mercenaires. La corruption ? Elle tenait d'abord aux « corrupteurs » occidentaux.

Cet argumentaire comprend sa part de vérité. Les anciennes puissances tutrices, responsables devant l'Histoire, ont laissé un lourd héritage de difficultés et d'injustices aux jeunes Etats. Certaines, comme le Portugal, ont totalement raté leur décolonisation, on le voit en Angola. Le Nord reçoit de l'Afrique, en profits, autant qu'il lui donne ou lui prête. Les pays riches n'ont jamais tenu – et tiennent de moins en moins – leurs promesses solennelles de fournir aux plus pauvres une aide publique égale à 0,70 % de leur PNB. Le continent noir, c'est entendu, n'est pas seul responsable de ses malheurs.

Pourtant – et c'est nouveau –, l'Afrique ne se contente plus de

chercher ailleurs des boucs émissaires. Elle qui dénonçait volontiers l'« afro-pessimisme » de ses contempteurs, commence d'afficher une lucidité salutaire. A la tribune du 35<sup>e</sup> sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à Alger, le président Abdelaziz Bouteflika a donné le ton avec franchise, constatant notamment : « L'Afrique reste isolée dans ses guerres civiles ; elle s'en-fonce dans ses dettes et dans son retard dans tous les domaines. » Et le président nigérien Olusegun Obasanjo a renchéri : « Plus personne ne s'intéresse à nos guerres ; la mondialisation nous marginalise. » Bilan amer mais juste, quarante ans après la grande vague des indépendances et les immenses espoirs qu'elles suscitaient.

Une dizaine de guerres, il est vrai, déchirent aujourd'hui le continent noir, dont les Africains – et eux seuls – sont responsables, de l'Angola à la Somalie, du Soudan aux Grands Lacs, de l'Ethiopie à la Casamance. Des élections dites « démocratiques » ont eu lieu dans une quarantaine de pays au cours des années 90, mais n'ont, à une ou deux exceptions près, entraîné aucune véritable alternance. En Afrique, les relèves ne s'accomplissent que par la violence. Et le plus souvent, les autocrates se succèdent à eux-mêmes. L'enrichissement personnel de nombreux dirigeants va de pair avec l'appauvrissement du plus grand nombre. Il faut donc souhaiter que l'autocritique des leaders africains, amorcée à Alger, guide leur action, une fois rentrés dans leur pays.

# L'Europe en « déficit démocratique »

L'EUROPE s'ennuie. Pis : elle ennuit. Si l'on se rappelle que moins d'un Européen sur deux a participé aux dernières élections européennes, le constat s'impose. Même s'il est trompeur. La plupart des enquêtes d'opinion montrent en effet que, globalement, l'europhilie des Européens progresse. Les majorités qui se dégagent en faveur de l'élection d'un président européen au suffrage universel direct, de la nécessité de bâtir une défense collective ou de l'élargissement sont les preuves d'une telle adhésion. En dépit d'un fléchissement de la confiance dans l'Union (conséquence de la crise traversée par les institutions communautaires en mars), que révèle le dernier eurobaromètre, le sentiment européen gagne du terrain.

Mais cet assentiment presque instinctif n'est pas exempt de paradoxes : plus l'Europe intervient dans le quotidien et plus elle apparaît compliquée, abstraite, lointaine. Plus le Parlement européen voit sa légitimité et ses pouvoirs renforcés par les traités, moins il bénéficie de l'onction du suffrage universel. L'Europe, en un mot, souffre d'un « déficit démocratique ». Question de langage, de communication, en somme de pédagogie. A ne pas enrayer une telle dérive, on prendrait le risque de porter un coup peut-être fatal à l'idéal et à l'élan européens.

S'agissant du constat, les avis sont quasi unanimes. « Puisque l'idée européenne progresse, c'est bien qu'il y a un décalage entre l'aspiration et les réalisations européennes », résume Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes. Quant aux responsables de ce déficit démocratique, ils sont tout trouvés : les gouvernements et les hommes politiques, la presse et la haute fonction publique européenne. Tous coupables, à des degrés divers, de ne pas faire l'effort pédagogique

pour rendre l'Europe plus intelligible, plus « lisible ».

La prudence incite cependant à ne pas tirer d'enseignements hâtifs de la faible participation électorale lors du scrutin du 13 juin. Celle-ci n'est pas catastrophique à l'aune d'élections européennes passées, et surtout le phénomène est plus général puisqu'il concerne tous les types d'élections. « Comme explication, relève Daniel Cohn-Bendit, on a dit : "L'Europe, c'est loin ! " Eh bien, regardez ce qui s'est passé lors des dernières élections municipales en Italie : 42 % de participation ! Alors quoi ? C'était trop proche ? »

Celui qui a su mobiliser les Verts rejoint M. Moscovici pour mettre en cause une véritable « crise du politique », cette incapacité grandissante des responsables politiques à saisir correctement et à se faire l'interprète de la volonté populaire. Et aussi, dans un monde qui évolue et se « globalise » si vite, leur entêtement quasi maladif à utiliser un discours suranné, à raisonner sur de petites querelles. La tournure prise par le scrutin européen fut à cet égard caricaturale : ce patchwork de quinze campagnes nationales focalisées sur des enjeux de clocher a illustré une absence de vision européenne.

#### « PARESSE PÉDAGOGIQUE »

Difficile donc d'en tirer des conclusions sur l'évolution de la « conscience collective européenne » : le résultat, a souligné Lionel Jospin, c'est un « objet politique non identifié ». Lequel a quand même illustré le déficit démocratique de l'Europe. Faut-il incriminer une volonté des Etats de préserver coûte que coûte le pré carré de leur souveraineté nationale ? « Je ne pense pas que l'on puisse parler d'une désinformation systématique, souligne Dominique Moisi, directeur adjoint de l'Institut français des relations interna-

tionales (IFRI), *je crois qu'il n'y a pas de volonté d'information plutôt qu'une mauvaise volonté, et surtout une paresse pédagogique : l'Europe, estime-t-on, cela ennuit.* »

« Où!, renchérit Jean-Louis Boulranges, député (UDF) à Strasbourg et président du Mouvement européen, à certains égards, je pense qu'il y a une certaine autocensure souverainiste des enjeux européens. De la part des partis politiques, c'est moins une volonté de dissimulation qu'une profonde incapacité à poser les problèmes de l'Europe. C'est souvent une question d'ignorance et d'incompétence. »

Il ne faut donc pas y voir « une sorte de machiavélisme ou de refus d'implication dans la construction européenne », assure M. Moscovici. « Mais le fait est que les questions européennes ne sont tout simplement pas sur l'agenda des gouvernements, poursuit-il. Ce n'est pas une priorité consciente, voulue. L'Europe, c'est une toile de fond, un élément accepté, positif, plutôt qu'un sujet porté et jugé porteur, alors même qu'il est clair qu'elle est le substrat de toutes les politiques publiques de tous les gouvernements en Europe. »

La tendance naturelle des gouvernements, insiste M. Cohn-Bendit, est de réduire la construction européenne à celle qui se fait « autour d'eux, par eux. Dans le discours ambiant, il y a une dépréciation implicite de la fonction du Parlement européen. L'image de l'Europe se fait par les grandes-messes gouvernementales, sommets, conseils des ministres, et bien peu via les débats du Parlement européen ». Certes, mais la faute est partagée. L'Assemblée de Strasbourg, pas plus que la Commission européenne, ne fait l'effort de communiquer de façon didactique pour le plus grand nombre, de donner un peu de « chair » à des concepts aussi ésoériques pour « M. Tout-le-Monde » que l'« Agenda 2000 » ou la « réforme

qu'elles préserveront les intérêts des autres utilisateurs de la nature et ceux des autres chasseurs.

C'est dans cet esprit que j'ai demandé au premier ministre de bien vouloir nommer François Patriat parlementaire en mission pour quelques mois, afin qu'il travaille, avec moi et avec toutes les parties intéressées, à l'élaboration des dispositions qui pourraient être reprises dans un projet de loi visant à régler l'ensemble des questions en suspens depuis de nombreuses années dans ce secteur. M. Patriat rencontrera pour cela tous les responsables politiques concernés. M. Saint-Josse en fera partie bien sûr, au même titre que M. Baupin ou d'autres. Il rencontrera aussi les associations concernées, qu'il s'agisse de l'Union des fédérations de chasse ou de France nature environnement, par exemple. Enfin, par un amalgame audacieux, M. Saint-

## Par un amalgame audacieux, M. Saint-Josse voudrait se faire passer pour le porte-parole du monde rural après avoir prétendu parler au nom de tous les chasseurs. Je ne peux accepter cette supercherie

Josse voudrait se faire passer pour le porte-parole du monde rural après avoir prétendu parler au nom de tous les chasseurs.

Je ne peux accepter cette supercherie, reprise sans autre forme de procès par une grande partie des médias. Les 6,7 % d'électeurs du parti CPNT vaudraient-ils plus que les suffrages remportés par les partis de la majorité, notamment les 9,7 % remportés par les Verts ?

De quels problèmes du monde rural M. Saint-Josse veut-il parler ? De la politique agricole commune, qui en réservant 80 % des aides publiques à 20 % des agriculteurs a favorisé la concentration des exploitations agricoles, la division par deux tous les dix ans du nombre d'agriculteurs, et l'abandon de certaines parties du territoire ? Si c'est le cas, je veux croire qu'il appuiera les efforts entrepris par le gouvernement pour répartir de façon plus équitable les aides entre les agriculteurs, malgré les cris de l'opposition qui juge cela archaïque et contraire à la vocation exportatrice de la France.

Veut-il dire que la chasse n'est

# Chasseurs, vous n'êtes pas seuls au monde !

*Suite de la première page*

Mais la chasse est un loisir dont la pratique, qui peut être dangereuse (les accidents de chasse provoquent plus de 40 décès par an), doit être réglementée, et dont l'impact sur la faune sauvage et les milieux naturels doit être maîtrisé.

Que les chasseurs soient des gens passionnés ne les dispense pas d'avoir un dialogue adulte avec les autres utilisateurs de la nature et avec les pouvoirs publics, pour fixer les termes de cette réglementation. La passion est affaire privée, et il n'est pas souhaitable que le gouvernement se mêle d'encourager ou de réfréner les passions. Il lui incombe, en revanche, de veiller à ce que la passion des uns soit compatible avec celle des autres et d'assurer la sécurité de tous. Ce n'est pas parce que les passionnés d'automobiles ou de motos aiment aller au bout des possibilités de leurs véhicules qu'ils en ont le droit. La vitesse est aujourd'hui sévèrement réglementée et la transgression des prescriptions dans ce domaine est lourdement sanctionnée, même s'il n'en fut pas toujours ainsi.

La tradition ne suffit pas à justifier une pratique. Le travail des enfants en bas âge dans les mines

#### AU COURRIER DU « MONDE »

#### LE JOUAL

L'attitude hautaine et républicainement correcte de Danièle Sallenave (*Le Monde* du 3 juillet) me rappelle l'attitude de la génération de mes grand-parents anglophones envers les français du Canada.

Le joual (le français québécois) était considéré comme un dialecte dégénéré du français et totalement méprisé. Aujourd'hui, il est une langue régionale majoritaire au Québec (...).

Si nous devions suivre la logique de Danièle Sallenave, nous devrions donc apprendre en priorité une « grande » langue, comme l'espagnol ou le chinois, au lieu de cette langue régionale (...).

K. Stone
Bruxelles

<p><b>Le Monde</b> est édité par la SA LE MONDE</p> <div style="display:none"> <div><span>Président du directoire, directeur de la publication<span> </span>: Jean-Marie Colombani</span></div> <div><span>Directoire<span> </span>: Jean-Marie Colombani<span> </span>; Dominique Alduy, directeur général<span> </span>; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint</span></div> <div><span>Directeur de la rédaction<span> </span>: Edwy Plenel</span></div> <div><span>Directeurs adjoints de la rédaction<span> </span>: Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau</span></div> <div><span>Directeur artistique<span> </span>: Dominique Roynette</span></div> <div><span>Secrétaire général de la rédaction<span> </span>: Alain Fourment</span></div> <div><span>Rédacteurs en chef<span> </span>: Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Éditoriaux et analyses)<span> </span>; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux)<span> </span>; Michel Kajman (Débats)<span> </span>; Eric Le Boucher (International)<span> </span>; Patrick Jarreau (France)<span> </span>; Franck Nouchi (Société)<span> </span>; Claire Blandin (Entreprises)<span> </span>; Jacques Buob (Aujourd'hui)<span> </span>; Josyane Savigneau (Culture)<span> </span>; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)</span></div> <div><span>Rédacteur en chef technique<span> </span>: Eric Azan</span></div> <div><span>Médiateur<span> </span>: Robert Solé</span></div> <div><span>Directeur exécutif<span> </span>: Eric Pialoux<span> </span>; directeur délégué<span> </span>: Anne Chaussebourg</span></div> <div><span>Conseiller de la direction<span> </span>: Alain Rollat<span> </span>; directeur des relations internationales<span> </span>: Daniel Vernet<span> </span>; partenariats audiovisuels<span> </span>: Bertrand Le Gendre</span></div> <div><span>Conseil de surveillance<span> </span>: Alain Minc, président<span> </span>; Michel Noblecourt, vice-président</span></div> <div><span>Anciens directeurs<span> </span>: Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)</span></div> <div><span>Le Monde est édité par la SA Le Monde</span></div> <div><span>Durée de la société<span> </span>: cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.</span></div> <div><span>Capital social<span> </span>: 1 003 500 F. Actionnaires<span> </span>: Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,</span></div> <div><span>Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.</span></div> </div>
--

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

# Catholiques et communistes

L'ÉGLISE romaine vient de prendre contre la doctrine communiste et ses adeptes une mesure extrêmement grave. Par un décret du Saint-Office, l'Eglise se résout à prononcer l'excommunication réservée, qui frappe les apostats, contre tout catholique, prêtre ou fidèle, « qui professe les doctrines matérialistes et antichrétiennes des communistes, et en premier lieu ceux qui défendent ou propagent ces doctrines ».

Il va de soi que la décision du Saint-Office doit avoir sur le plan politique de très importantes répercussions. En tout pays, les communistes sont passés maîtres dans l'art de faire alterner les violences et l'oppression avec la politique de la main tendue. Celle-ci devient désormais impossible. On saura bientôt jusqu'où vont en pratique les interdictions portées par Rome. Dès maintenant, il pa-

raît certain qu'un catholique, s'il entend le rester, ne peut s'affilier au Parti communiste, ni soutenir ses organisations, ni, aux élections, voter pour ses candidats.

Le Kremlin va-t-il s'efforcer, comme il sait le faire quand il ne se croit pas le plus fort, de louveroyer et de gagner du temps ? Ou bien au contraire va-t-il tenter de généraliser et d'aggraver encore les mesures de violence dans tous les pays catholiques tombés sous sa domination, déclenchant ainsi une sorte de guerre sainte du communisme à laquelle répondrait fatalement une sorte de croisade anti-communiste ? Il serait bien difficile alors de maintenir les distinctions plus que jamais nécessaires entre le spirituel et le temporel, entre ce qui relève de la religion ou de la foi et ce qui ressortit aux intérêts matériels ou aux passions politiques. *(15 juillet 1949.)*

*Dominique Voynet*



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 15 JUILLET 1999

**TOUR DE FRANCE 1999**  
L'Américain Lance Armstrong, porteur du maillot jaune, a renforcé sa position en gagnant, mardi 13 juillet, la première étape de montagne,

entre Le Grand-Bornand et Sestrières (213,5 km). ● **DANS LA DERNIÈRE ASCENSION**, le champion de l'équipe US Postal a lâché tous ses rivaux, reléguant le plus endurant, le Suisse



Alex Zülle (Banesto), à trente et une secondes. Son étonnante facilité en montage intrigue et irrite certains membres du peloton. ● **Parmi les dix premiers** du classement général

figurent désormais quatre anciens coureurs de l'équipe Festina 1998, impliquée dans l'affaire de dopage à l'érythropoïétine (EPO) qui avait agité le Tour de France 1998.

## A Sestrières, Lance Armstrong confirme son incroyable domination

Vainqueur de la première étape de montagne de la 86<sup>e</sup> Grande Boucle, le maillot jaune de l'équipe US Postal, victime d'un cancer, il y a trois ans, a écrasé ses rivaux grâce à son aptitude inattendue à survoler les pentes. Mais la domination de l'Américain fait grincer quelques dents

### SESTRIÈRES (ITALIE)

de notre envoyé spécial

Ahanant, les cyclistes escaladaient le col du Galibier. Se bagarrant avec leurs machines, les pauvres bougres suaient toute l'eau de leur corps. A l'approche du sommet, à 2 645 m d'altitude, ces hommes à l'agonie ouvraient la bouche pour aspirer goulument un oxygène qui se faisait rare. Incapables d'aller plus loin, les plus faibles posaient pied à terre, jetaient de dépit leur vélo dans le fossé et s'asseyaient là. Finalement, ils n'étaient pas mal dans ce virage. On voyait très bien.

Depuis le matin de ce mardi 13 juillet, une interminable file de cyclotouristes s'est ainsi étagée sur les rampes du col. Ces spectateurs engagés voulaient voir passer les coureurs du 86<sup>e</sup> Tour de France, dans cette 9<sup>e</sup> étape qui reliait Le Grand-Bornand à Sestrières (213,5 km). Leurs champions sont bien passés, mais, n'était quelque ressemblance dans le moyen de transport, ils ne semblaient pas pratiquer exactement le même sport.

Là où, l'instant d'avant, eux se dressaient désespérément sur leurs pédales, les hommes de tête sont restés impeccablement posés sur leurs machines, moulinant comme sur un vélo d'appartement. Là où

### Contrôles sanguins inopinés à Sestrières

Des contrôles sanguins inopinés ont été effectués, mercredi 14 juillet, à Sestrières (Italie), avant le départ de la 10<sup>e</sup> étape du Tour de France vers l'Alpe-d'Huez (220,5 km). Ces contrôles sanguins, institués par l'Union cycliste internationale (UCI), sont les premiers pratiqués depuis le départ du Tour. L'équipe médicale dépêchée par l'UCI s'est rendue dans l'hôtel où résidaient les équipes ONCE, Vitalicio, Mercatone Uno, Cofidis, Crédit Agricole et Festina. Les premiers coureurs ont été réveillés aux alentours de 6 h 30. Ces contrôles sanguins vérifient l'hématocrite. Tous les coureurs contrôlés ont été déclaré « aptes ». Au-delà d'un taux de 50 %, le coureur est déclaré inapte au travail pour une durée minimale de deux semaines.

eux soufflaient comme des forges, les autres passaient en trombe, bouche et visage fermés, comme qui s'en va pointer. Il n'y avait pas : le cyclisme à deux vitesses existait bien.

Plus tard, les cyclotouristes sont revenus devant leurs téléviseurs pour assister à la fin de la course. Ils se sont alors aperçus que, même dans ce peloton, il y avait des coureurs plus égaux que d'autres. A 6,5 km de l'arrivée, dans la dernière montée vers Sestrières, un homme, qui arborait déjà le maillot jaune, s'est extrait du maigre groupe de réfractaires qui avait survécu aux cinq ascensions précédentes.

### « J'AI SOUFFERT SUR LA FIN »

Lance Armstrong (US Postal) est parti au train, dans une pente à 5,8 % de moyenne. Il a accéléré si progressivement que ce sont les autres coureurs qui ont semblé soudain s'être arrêtés. Il a passé la ligne en trombe. « J'ai souffert sur la fin », a-t-il cependant avoué. Les cyclotouristes et ses adversaires ont dû être un peu rassurés.

Après le contre-la-montre de Metz, le 11 juillet, le coureur texan a donc emporté, mardi, sa deuxième victoire d'affilée. Il a surtout assis en deux temps une absolue domination sur la course, renvoyant l'opposition à six minutes et au-delà. Il a surtout marqué les esprits. « Tout le monde a vu comme il monte, il n'y a rien à faire », estimait Gianluigi Stanga, le directeur sportif de Polti, l'équipe de Richard Virenque.

Cette soudaine suprématie en montagne de Lance Armstrong peut cependant surprendre. Lors du Tour de France 1995, l'Américain avait terminé 40<sup>e</sup> de l'étape qui reliait Le Grand-Bornand à La Plagne (160 km), à 17 min 57 s. Le vainqueur d'alors, le Suisse Alex Zülle, a aujourd'hui terminé 2<sup>e</sup>, 30 secondes derrière lui. La même année, Armstrong avait fini 56<sup>e</sup> de La Plagne-L'Alpe-d'Huez, à 18 min 44 s ; 117<sup>e</sup> dans les Pyrénées entre Saint-Orens-de-Gameville et Guzet-Neige, à 28 min 5 s ; et 64<sup>e</sup> de Saint-Girons-Cauterets, à 32 min 54 s. Dans l'édition 1996, Lance Armstrong n'a aucune référence dans les cols : il avait abandonné au pied du premier, en raison de problèmes intestinaux.

Au mois d'août de la même année, était détecté chez l'Américain un cancer des testicules. Soigné du-

rant toute l'année 1997, le coureur est revenu à la compétition sur Paris-Nice, en 1998. Il avait dû abandonner très vite, incapable de suivre le rythme. Or l'homme est reparti à un niveau insoupçonné lors du Tour d'Espagne, en septembre 1998. Il a alors acquis ses premiers galons de grimpeur et terminé 4<sup>e</sup> du classement général de cette Vuelta.

En 1999, Lance Armstrong n'a cessé de monter encore en puissance. Il a terminé 8<sup>e</sup> du Critérium du Dauphiné libéré, jouant l'équipier pour son compatriote Jonathan Vaughters, qui terminera 2<sup>e</sup> de l'épreuve, derrière Alexandre Vinokourov (Casino), 90<sup>e</sup> mardi, à 34 minutes du vainqueur. Trois semaines plus tard, les mêmes Vaughters et Armstrong ont ridiculisé la concurrence dans le plateau de Beille, là où Marco Pantani s'était imposé dans le Tour de France 1998. Les deux hommes sont arrivés détachés, la main dans la

main. Le Belge Johan Bruyneel, directeur sportif d'US Postal, avance des explications à cette métamorphose : « Il roule plus en souplesse. Jusque-là, il montait en force. Au mois de mai, je l'ai emmené dans les Pyrénées, où il s'est entraîné dans les cols. Je n'ai rien dit, mais j'ai vu qu'il avait fait des progrès. »

### DIX KILOS PERDUS

Les défenseurs avancent également l'argument du poids : l'Américain aurait perdu près de 10 kg en trois ans, ce qui le rend plus à l'aise en altitude. Mais, du côté des coureurs français, relégués pour la plupart dans les *gruppetti* de l'arrière, on hésitait entre le sarcasme et l'abattement. Sur la ligne noyée par la pluie, les visages étaient fermés. Les propos se résumaient à d'intelligibles bougonnements comme ce « *Y'en a marre* » de Jean-Cyril Robin (La Française des jeux). Mais le soir,

à l'hôtel, les langues se sont déliées un peu. « On a vu trois courses en une, expliquait un membre de l'encadrement de la Française des jeux. D'abord un extraterrestre américain, ensuite un groupe de coureurs qui n'ont pas débranché, et les autres. »

Et les chiffres sont là, qui démontrent que la fuite en avant du cyclisme ne s'est en effet pas arrêtée sur ce Tour de France 1999. En 1992, l'Italien Claudio Chiappucci avait emporté l'étape entre Saint-Gervais et Sestrières (254,5 km) à 33 km/h de moyenne. Lance Armstrong a roulé à 35,863 km/h de moyenne sur une distance à peine moindre (213 km). En 1996, le Danois Bjørne Riis s'était imposé à Sestrières, lui aussi déjà porteur du maillot jaune. En raison du mauvais temps qui sévissait sur le col du Galibier et celui de l'Iseran, l'étape avait été tronquée et ramenée à 46 km, entre le Monétier et Sestrières. Le vainqueur avait par-

couru ce tronçon en 1 h 11 min. Lance Armstrong a effectué le même tracé en 1 h 15 min. Mais, avec déjà 170 km parcourus et le franchissement du Galibier. Finalement, le Texan a été plus vite que la meilleure moyenne prévue (+ 1 km/h). Il est arrivé 10 minutes avant l'horaire le plus optimiste des organisateurs.

Cet austère déluge statistique démontre que ce Tour de France dit du renouveau ne va pas moins vite. Ce peloton de « repentis » reste dans les moyennes, voire au-dessus, de celles du temps de l'érythropoïétine (EPO) et du dopage organisé. Dès lors, soit l'EPO était un vulgaire placebo, comme ironisait récemment Christophe Bassons dans sa chronique quotidienne publiée par *Le Parisien*. Soit des non-dits continuent de peser sur la Grande Boucle.

Benoit Hopquin

## Stéphane Heulot, coureur de La Française des jeux, ancien champion de France

### « Je me demande si le mieux est de continuer »

#### SESTRIÈRES (Italie)

de notre envoyé spécial

« Stéphane Heulot, comment analysez-vous l'étape de Sestrières, où vous avez fini à la 38<sup>e</sup> place, à 12 min 59 s de Lance Armstrong ? Partagez-vous cette description faite par certains d'une course à deux, voire trois vitesses ?

– Je ne vais pas rentrer dans ce que vous voulez que je vous dise. Il y a eu un temps exécrable, qui a modifié les organismes. C'était de très haut niveau. J'ai vite été tétanisé par le froid et la pluie. J'ai géré la montée du Galibier de façon raisonnable. Je pensais pouvoir rentrer dans la descente. Mais, devant, c'était la bagarre. Des intérêts tactiques ont joué. J'étais seul en chasse. Je me suis résigné à attendre.

– Vous estimez donc avoir été à votre place...

– Je n'ai pas vécu la course à l'avant. Mais j'ai revu les cinq derniers kilomètres, et c'était assez impressionnant. Certains ont peut-être programmé leur saison par rapport au Tour. Moi, j'ai quand même été présent depuis le début de saison. J'ai gagné 50 places dans le classement UCI [Union cycliste internationale]. Mais le déroulement de la course m'a aussi entraîné là où j'ai fini. Même si je ne pouvais pas rouler plus vite. Peut-être que l'on a fait des erreurs aussi. Je n'ai pas eu le senti-

ment d'être arrivé au pied de la montagne en étant protégé et d'avoir été entouré, au niveau de l'équipe, comme d'autres adversaires l'ont été. Si je bascule au Galibier avec le groupe d'Abraham Olano peut-être que cela aurait changé les choses.

– Quand vous voyez le classement des coureurs français sur cette étape, qu'est-ce que cela vous inspire ?

– Je suis un peu désabusé. Je n'accepterai pas que l'on traite les cyclistes français de mauvais. J'ai déjà vécu cela en 1994, dans les années folles. La première semaine de ce Tour a été comme les premières semaines sur les Tours précédents. Cela a roulé très vite. Le contre-la-montre a été étonnant. Avec la montagne, je m'attendais à ce que ça roule moins vite. Je ne sais pas quelle attitude adopter... Je suis un peu abattu. Je ne sais pas si le mieux est de continuer.

– Vous pourriez quitter ce Tour de France ?

– On n'a pas le droit de baisser les bras et je ne suis pas du style à le faire. Je partirai quand même. J'ai connu des moments plus difficiles. Peut-être que l'on va pouvoir retenter des coups. C'est souvent quand j'ai touché le fond que j'ai su rebondir.

– Si, les jours suivants, le scénario du contre-la-montre de Metz et de cette

première étape de montagne devait se répéter, une réaction des coureurs, notamment français, est-elle envisageable ?

– Je ne sais pas. On ne peut pas juger en fonction d'une contre-performance personnelle. Je ne veux pas « casser » par des déclarations fracassantes parce que cela n'apporterait rien. Je vais continuer mon travail. J'ai déjà assumé un certain nombre de responsabilités. C'est bien de s'interroger, de critiquer. Mais il faut essayer d'apporter du concret. Par exemple, on met un paquet d'argent et on trouve les trucs. Aujourd'hui, pour avancer, il faut du temps.

– Quand vous voyez ce qui se passe sur ce Tour, ces différences, n'avez-vous pas le sentiment que les coureurs français, qui, dans une grande proportion, semblent avoir rompu avec les pratiques passées de dopage, sont les dindons de la farce ?

– Je ne veux pas rentrer dans ce schéma. J'ai toujours refusé de justifier une défaite ou une contre-performance par le dopage.

– Vu le contexte, vous pourriez envisager d'abandonner le vélo ?

– Si quelqu'un se présentait et me disait : « Je te propose tel boulot » et que le challenge m'intéresse, je raccrocherais... Mais je n'en suis pas encore là. »

Propos recueillis par Philippe Le Cœur

## La rude école d'Alexandre Vinokourov

### SESTRIÈRES (Italie)

de notre envoyé spécial

Alexandre Vinokourov n'est pas un bavard. Des cheveux blonds, des yeux bleus et une tête de grand gamin, il économise ses mots comme ses sourires. Ce Kazakh âgé de vingt-six ans, arrivé en France il y a deux ans et installé à Saint-Etienne, a une ambition simple : devenir champion cycliste. Il y a dix jours, lorsqu'il a débarqué en Vendée au départ de son premier Tour de France, il venait en vainqueur du Dauphiné libéré, sa première grande victoire. Alors, l'enfant de Petropavlovsk comptait parmi les espoirs d'un Tour qui se veut celui du renouveau. Mardi 13 juillet, sous la grêle du col de Montgenèvre, dans la tourmente de la montée sur Sestrières, Alexandre a sombré. Lui qui s'était distingué sur le Dauphiné pour ses qualités de rouleur complet, sa résistance en montagne et sa combativité, a terminé 90<sup>e</sup>, à plus de trente-quatre minutes de Lance Armstrong.

Physiquement surclassé, moralement usé, Alexandre Vinokourov a éprouvé sur les pentes du Galibier la dureté de son apprentissage et l'archi-dominance des premiers. Relégué dès les premiers lacets dans les groupes d'attardés, celui que d'aucuns inscrivaient parmi les possibles vainqueurs de ce Tour promis à l'imprévu et aux offensives multiples n'a plus qu'à espérer une éventuelle consolation, dans une étape à venir. « Il n'a pas encore deux années chez les profession-

nels », souligne Laurent Biondi, directeur sportif adjoint de la formation Casino. « Il dispute son premier grand tour. Même si, au départ, nous en avions fait notre leader, il ne faut pas oublier qu'il est surtout là pour apprendre. »

Apprendre, c'est le leitmotiv de cet ancien international soviétique. D'abord dans des courses régionales au Kazakhstan, de 1990 à 1996, ensuite avec Vladimir Remyga, l'entraîneur national kazakh.

### Basé à Saint-Étienne

Avant d'être recruté en août 1997 par Vincent Lavenu, le directeur sportif de Casino, Alexandre a fait ses classes en France dans le peloton amateur au sein de l'EC Saint-Etienne, qu'il a rejoint en janvier 1997, au sortir du Tour de Malaisie. Il s'est alors installé dans la cité stéphanoise avec son copain kazakh André Kivilev, aujourd'hui chez Festina.

En moins de deux années de professionnalisme, Alexandre Vinokourov s'est déjà forgé une personnalité. Ni particulièrement rouleur ni particulièrement grimpeur, encore moins sprinteur, le jeune Kazakh dispose en fait de toutes les qualités pour s'illustrer sur des épreuves à étapes. Dans son entourage, on le compare à Bernard Hinault. Lui se contente de dire qu'il essaie de faire de son mieux. Mais il est convaincu qu'il gagnera des grandes courses.

Yves Bordenave



RUSZNIEWSKI - PREVOSTO/TEMPOSPORT

### Un bain révélateur

Entre Le Grand-Bornand et Sestrières, le Tour de France a commencé à renvoyer une image plus nette, même si elle reste grise. Cette photo fixe un croisement de destins individuels : Contreras et Escartin, les Es-



RUSZNIEWSKI - PREVOSTO/TEMPOSPORT

pagnols de la Kelme (à gauche), partent réussir leur étape : respectivement 7<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>. Richard Virenque tire un peu la langue pour les suivre, mais limite les dégâts : 6<sup>e</sup> de l'étape, maillot de meilleur grimpeur, et une place de 9<sup>e</sup> au classement général. Maarten Den Bakker (à droite), un des premiers attaquants de la journée, va lâcher pour finir 71<sup>e</sup>, à 24 min de Lance Armstrong. Qui n'entre plus dans le même cadre, dans la montagne...



# Secrets de Rome

ROME  
de notre envoyé spécial

Si le Panthéon, le Colisée ou la colonne Trajane sont, à Rome, aussi balisés que la tour Eiffel ou l'Arc de triomphe à Paris, les vestiges antiques moins célèbres sont parfois plus difficiles à dénicher. C'est ainsi qu'au fond d'une cave, au numéro 48 de la via Campo di Marzo, gisent les restes d'une horloge de bronze géante construite par l'empereur Auguste au début de notre ère. On voit encore, au sol, une partie des rainures sur lesquelles glissait l'ombre projetée par un obélisque de 30 mètres de haut. Encore faut-il, pour examiner ce témoignage, arracher au patron peu loquace du bistrot sis à la même adresse l'heure incertaine de l'ouverture du caveau. Pour découvrir, dans les meilleures conditions, les innombrables monuments antiques restaurés – voire exhumés – en vue du Jubilé de la chrétienté qui a transformé Rome en un vaste chantier, mieux vaut contacter les associations qui organisent régulièrement la visite des hauts lieux de l'antiquité, connus ou moins connus.

Parmi les sites qui, aujourd'hui, font courir les foules, la Maison dorée vient en tête. Adossée à la colline du Celio, elle a rouvert après une bonne douzaine d'années de fermeture (*Le Monde* du 28 juin). Mais, là encore, il faut prendre rendez-vous à l'avance : on ne peut, en effet, parcourir qu'en groupe, et à heure fixe, ce palais transformé en dédale souterrain depuis l'édification des thermes de Trajan qui en a aveuglé toutes les ouvertures. Revêtu d'une petite laine – la température ambiante ne dépasse jamais les 12 degrés –, on pourra ensuite errer dans ce labyrinthe aux murs de briques. Un archéologue français, Gilles Sauron, nous précise que personne n'a la moindre idée sur la destination de cette succession de pièces. A côté du volume somptueux de certaines salles d'apparat, on se perd dans des espaces bizarrement découpés. Un éclairage rasant, très réussi, multiplie encore la singularité de cette Maison dorée ainsi nommée à cause de son éclatante décoration.

Autrefois, ses murs étaient recouverts de plaques de marbre et ornés de peintures à fresque, mais le marbre a été systématiquement arraché par les successeurs de Néron, commanditaire de la *Domus*

Dans le vaste chantier romain, de nouvelles promenades pour découvrir les vestiges et monuments restaurés ou exhumés

*aurea*, pour être réemployé ailleurs. Quant aux fresques, elles ont considérablement souffert de l'humidité ambiante. Lorsqu'elles furent redécouvertes, à la Renaissance, ce fut un émerveillement. Le modèle de ces peintures, baptisées « grotesques » puisque trouvées dans des « grottes », allait être instantanément diffusé dans toute l'Europe où elles inspirèrent les plus grands peintres de l'époque, à commencer par Raphaël.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, un éditeur les fit copier à nouveau. Il en tira un album, aujourd'hui réédité par Franco Maria Ricci. Certes les copistes chargés de ce travail prirent-ils sans doute beaucoup de liberté avec les originaux mais, lorsqu'on compare la richesse des détails reproduits avec ce qu'on peut apercevoir aujourd'hui dans cette succession de caveaux humides, on mesure la considérable dégradation de ces œuvres, depuis deux cents ans. Si la mosaïque que l'on distingue au plafond d'une nymphée – Ulysse aux prises avec le cyclope Polyphème – a conservé sa fraîcheur, ailleurs ce sont des personnages fantomatiques, nimbés d'une lumière blanche, qui semblent sortir des parois.

## TRESORS ÉPARPILLÉS

Quelques décors de stuc aux reliefs effrités ont survécu. Le long d'un couloir, on distingue des architectures en trompe-l'œil qui s'enchevêtrent les unes dans les autres avec des effets de perspective compliqués. Des cadres contiennent des natures mortes, des paysages, des animaux, des scènes mythologiques. Le tout est compliqué de guirlandes, de frises de griffons, de motifs égyptisants, de masques de comédie. Combien de temps pourra-t-on encore admirer ce travail ? La permanence de ces fresques, qui ont largement survécu à la Maison do-



On attribue au peintre Fabulus les fresques peintes sur les parois de la Maison dorée. Ci-dessus, Achille recevant ses armes d'Ulysse.

Le long couloir sombre ci-contre dessert une série de salles aujourd'hui souterraines, mais qui, à l'époque de Néron, recevait la lumière à flots.

La zone des forums (page de droite), cœur de la Rome antique, aujourd'hui en partie ouverte pour de nouvelles fouilles, sera-t-elle demain une des pièces maîtresses d'un vaste parc archéologique en projet depuis plus de vingt ans ?

rée elle-même, est déjà un miracle. Ce bâtiment mythique eut, en effet, une brève existence. Commencé sur l'ordre de Néron, en 64, les travaux furent arrêtés après l'assassinat de l'empereur, en 68. Dès 70, Vespasien, son successeur, commença à édifier le Colisée, en comblant le lac artificiel qui était un des charmes de la résidence néronienne. Et, à la fin des années 90, la Maison dorée fut engloutie sous les substructures des thermes de Trajan, édifiés au-dessus d'elle. Ses trésors furent éparpillés et l'on vient juste de retrouver, à quelques centaines de mètres de là, sur le forum de la Paix, une partie des collections de la Maison dorée, ou ce qu'il en reste : quelques socles de statues que Néron avait fait venir de Grèce. Sur certains d'entre eux, on déchiffre – en grec – le nom de l'auteur de l'œuvre disparue : Praxitèle... L'empereur avait bon goût.

Les fouilles se poursuivent également sur les forums de César et de Nerva comme sur celui de Tra-



Alberto Pizzolus/GMA



Alberto Pizzolus/GMA



## Carnet de route

● **Accès.** Air France (tél. : 0802-802-802) : sept vols quotidiens à partir de 1 488 F (227 €) A/R. Corsair, vol charter quotidien, sauf samedi et mercredi, 1 013 F (154 €), (tél. : 0803-33-33-33).  
● **Visites.** Visites guidées organisées par la Surintendance archéologique de Rome, (tél. : 00-39/06-48-11-55-76, via Amendola, 2. Dans le cadre du projet Roma Antica (www.comune.roma.it) ; tél. : 00-39/06-67-95-949), plusieurs associations proposent des visites de lieux habituellement fermés au public. Citons Res Antiquae (tél. : 00-39/06-82-92-356) pour les maisons romaines de la via di S. Paolo alla Regola ; Four Seasons (tél. : 00-39/06-24-12-352) pour le stade de Domitien sous la piazza Navone ; L'Isola che c'è (tél. : 00-39/06-68-93-468 et 06-57-28-57-38) pour la casina del Cardinal Bessarione, via di Porta S. Sebastiano, 8. Pour la Maison dorée (via Labicana, 136), réservation obligatoire, soit par téléphone (06-39-74-99-07), soit, c'est la meilleure solution, directement au guichet, de 9 à 20 heures (informations au 06-48-15-576).  
● **Forfaits.** Séjours à la carte avec la CIT, Donatello, Italia Tours (en agences). Nouvelles Frontières (brochure Italie-Sicile dont week-end Néron 5-8 août avec visite de la Maison dorée, 2 013 F, 307 €, quatre jours de Paris, tél. : 0803-33-33-33), Voyageurs en Europe (tél. : 01-42-86-17-20).  
● **Lectures.** Les guides *Rome* (Autrement) et *Un grand week-end à Rome* (Hachette). *Roma Domus Aurea*, par Marie-Noëlle Pinot de Villechenon, introduction de Gianni Guadalupi (Franco Maria Ricci éd, 59 hors-textes, 700 F, 106 €). Vers 1774, Ludovico Mirri fait copier les fresques de la Maison dorée. Il en tire une soixantaine de planches réunies dans un album. L'un de ces ouvrages rarissimes se trouve au Louvre et a été réédité avec soin. Également un CD-Rom, *Viaggio virtuale nella Antica Roma*, avec le livret de Jane F. Gardner, Newmedia Mondadori, 340 F, 51,83 €.  
● **Informations.** Office national italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 01-42-66-66-68.

## Un vaste parc archéologique en projet

Depuis Napoléon, à l'époque où Rome était le chef-lieu du département des Bouches-du-Tibre, on parle régulièrement de la création d'un vaste parc archéologique, au sud-est de la cité. Projet de nouveau à l'ordre du jour. Une loi de 1985 et son décret d'application de 1998 définissent la zone à aménager : 20 kilomètres de long, des thermes de Caracalla jusqu'au bout de la via Appia, au-delà de l'autoroute annulaire. Sur ce territoire de plus de 3 000 hectares, les vestiges archéologiques sont nombreux, mais aussi les maisons privées, les restaurants et les terrains de sport. De plus, la circulation automobile y est toujours intense. Grâce à la manne du Jubilé, 30 milliards de lires (58 millions d'euros) ont déjà été investis pour sauver ce morceau d'une campagne romaine partout ailleurs dégradée : restaurations de monuments, rénovation d'une partie de la voie romaine, achat de terrains, passage en souterrain de l'autoroute. Il manque encore 60 milliards de lires (116 millions d'euros) pour, notamment, régler les problèmes de circulation et de parking.

**ÉVA SION**  
Publicités

**HAUTES-ALPES**  
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER  
Soleil - Randonnées - Fleure  
**HÔTEL LE CHAMOIS\*\***  
LOGIS FRANCE 2 cheminées  
1/2 pension 280 F - 310 F  
Tél. : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

Paris/Athènes  
**1495F**  
Prix A/R à partir de, + taxes 200 F  
**AIRHELIADES**  
N° INDIGO 0 803 885 885 (0,99F la min)  
ET 01 42 60 83 40

Du 3 juillet au 29 août  
**Vol + 8 jours en Grèce**  
**3490F\***  
+ taxes d'aéroports 240F = 3730F  
\*Séjour en 1/2 pension ou pension complète, vin inclus.  
**HELIADES**  
N° INDIGO 0803 803 113 (0,99F la min) 3615 HÉLIADES (2,23F la min)  
ou 9, rue de l'Echelle 75001 Paris - tél. 01 42 60 83 40

**Prix sacrifiés pour plus de 2000 VOYAGES DE DERNIERE MINUTE !!!**  
Spécial départs immédiats !  
Prix exceptionnels à saisir : + de 11 000 départs !  
Vols, séjours, circuits, croisières à prix discount !  
**3617 airévasion**  
**3617 écovoyage**  
**3617 AIRPORT**  
Voyages aux enchères !  
Mise à prix : 100F  
N° INDIGO 0803 885 885 (0,99F la min) ET 01 42 60 83 40

**PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : 01.42.17.39.40**

**ANY WAY**  
Vols A/R\*  
Juillet-Août : n'attendez plus !  
NEW YORK 2300F  
MONTREAL 2800F  
SAN FRANCISCO 4390F  
ATLANTA 3695F  
LAS VEGAS 4265F  
PHOENIX 4265F  
LONDRES 460F  
TEL AVIV 2175F  
IBIZA 1390F  
POINTE-A-PITRE 2860F  
Et hôtels, locations de voiture à prix malins...  
**0 803 008 008**  
NOUVEAU !  
Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur <http://www.anyway.fr> et 3615 ANYWAY  
Cliquez, vous décollez !  
ANY WAY

jan, de chaque côté de la voie des Forums impériaux ouverte par Mussolini. Ces ensembles n'avaient jamais été examinés attentivement. Les travaux entrepris permettent d'actualiser les connaissances, d'infirmes des théories ou de préciser des points d'histoire. Sur le forum de Trajan, on a retrouvé la base de la statue équestre de l'empereur qui devait mesurer 8 à 10 mètres de haut. Si on n'a pas la moindre trace du temple localisé par les chercheurs du XIX<sup>e</sup> siècle, du côté de la colonne Trajane, on a exhumé, en revanche, de nombreux vestiges de constructions datant d'une antiquité très tardive – jusqu'au VIII<sup>e</sup> siècle de notre ère. Ce que confirme Vincent Jolivet, membre de l'École française de Rome, qui, sur le Pincio, à quelques mètres de la villa Médicis, achève de mettre au jour les restes d'un palais construit par l'empereur Honorius au lendemain du sac d'Alaric, en 410. Contrairement à la légende, Rome ne se vida pas d'un coup après l'effondrement de l'empire. En dépit de ses vicissitudes, la ville de Romulus resta active et relativement peuplée jusqu'à la fin du premier millénaire. Ce n'est qu'avec le début du haut Moyen Age qu'elle périçlita vraiment.

## RÉÉCRITURE DE L'HISTOIRE

Sur la colline du Capitole, la reconstruction totale du musée du même nom permet à Anna Sommelet d'exhumer les fondations considérables d'un temple élevé à Jupiter, dès le VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Les proportions de cet édifice indiquent que, dès le règne de Tarquin l'Ancien (vers 616-578 av. J.-C.), Rome était suffisamment développée pour se lancer dans la construction d'un tel sanctuaire. « On est en train de réécrire l'histoire de la Rome archaïque », jubile l'archéologue qui a également découvert, à la limite extérieure du bâtiment, la tombe bien conservée d'une fillette de huit à dix ans couchée sur un lit de briques avec des vases à offrandes à ses côtés. Il n'en faut pas plus pour qu'une partie de la presse italienne titre sur la découverte de la fille (ou de la sœur) de Romulus ! En revanche, une chose est certaine : la Rome antique est plus ancienne et a vécu plus longtemps qu'on ne le pensait.

Emmanuel de Roux



JOSEPH CLAUSS

## DERNIÈRE MINUTE

## La montagne française à l'heure d'été

SI SEULEMENT 16 % des Français déclarent avoir l'intention de passer leurs vacances à la montagne cet été, selon un sondage IFOP réalisé par le ministère du tourisme, en réservant souvent à la dernière minute et en étant prêt à changer d'idée au moindre caprice du ciel, l'offre affichée par les massifs de l'Hexagone n'a jamais été aussi éclectique et séduisante.

● **Versant audace**, les via ferrata et les sports d'eau vive connaissent un succès constant. Les candidats au vertige se comptent aujourd'hui par milliers sur la cinquantaine de parcours de via ferrata ancrés en pleine falaise, notamment au-dessus d'Avoriaz, fleuron du massif du Chablais (Les Portes du Soleil, tél. : 04-50-73-32-54) ou dans le Briançonnais (Comité du tourisme des Hautes-Alpes, tél. : 04-92-53-62-00). Quant aux amateurs de rivières remuantes, ils sont près d'un million à embarquer chaque été, sur un raft ou dans un canoë, pour descendre l'Ardèche ou l'Isère mais aussi les gorges de l'Allier (Comité du tourisme de Haute-Loire, tél. : 04-71-09-91-43) ou le torrent de l'Ubaye, dans les Alpes-de-Haute-Provence (office de tourisme de Barcelonnette, tél. : 04-92-81-04-71).

● **Versant « tourisme »**, on relève que les sites vedettes ont été réaménagés (parkings de délestage en aval) afin de retrouver un charme quelque peu affadi par l'affluence. Tel est le cas, dans les Hautes-Pyrénées, du Pont d'Espagne (office de tourisme de Cauterets, tél. : 05-62-92-50-27) ou du cirque de Gavarnie. Aux amoureux du patrimoine, sont proposés des circuits thématiques à l'instar des Chemins du baroque (Facim, tél. : 04-79-96-74-43, ou Haute-Maurienne Informations, tél. : 04-79-05-91-57) qui égrenent chapelles et églises du massif de la Vanoise (Savoie) ou de la Route des Grandes Alpes (voir le Guide Gallimard) qui collectionne les cols les plus élevés.

● **En famille**. Revêtues de leurs habits d'été, les stations de sports d'hiver se révèlent bien adaptées

aux séjours en famille. Par le biais du Minitel (3615 En Montagne) ou d'Internet ([www.ski-france.fr](http://www.ski-france.fr)), on peut naviguer entre les cent stations membres de Ski France (tél. : 01-47-42-23-32) et choisir la formule de son choix : montagne aventure, montagne douce, station alti-forme, station club, étape de montagne, village de charme, etc. En vedette, le Club des P'tits Montagnards (il regroupe quarante-cinq stations) qui garantit un accueil spécialement étudié pour les enfants, de dix-huit mois à douze ans ou plus. Les stations « P'tits Montagnards » proposent des activités « découverte » à l'exemple de Valmorel (tél. : 04-79-09-85-55) avec son club Saperlipopette (à partir de six mois), sa ferme éducative et son nouveau parcours « accro-aventure ».

Les stations Ski France présentent également un programme d'animations et de festivals étoffés à l'instar des concerts gratuits de musique classique programmés aux Arcs, du 17 juillet au 4 août (tél. : 04-79-07-12-57). Pour les sportifs, un « Golf Pass autour du Mont-Blanc » permet, pour 870 F (133 €), d'effectuer cinq parcours à choisir parmi les neuf golfs de la région (tél. : 04-50-21-29-79).

● **Moyenne altitude**. De plus en plus prisée, la montagne douce et authentique se décline sur plusieurs modes. Celui des alpages et des fromages, en vallée d'Abondance (tél. : 04-50-73-02-90) ou au pays du Reblochon fermier, dans les Aravis (tél. : 04-50-32-65-00). Celui des chalets séculaires et des grandes cascades, autour de Samoëns, dans le Haut-Giffre (tél. : 04-50-34-40-28). Celui des hautes chaumes et des fermes-auberges « marcaires », sur les ballons des Vosges (tél. : 03-89-77-31-80). Pour vivre un épisode de la vie pastorale, il faut marcher un peu et passer une nuit en gîte d'alpage, dans un dortoir attenant à la bergerie : à partir de 120 F (18 €) par personne, en demi-pension (Gîte de France de Haute-Savoie, tél. : 04-50-10-10-10).

● **Stations-villages**. Pour profiter pleinement du caractère pitto-

resque des stations-villages, on peut louer un chalet (six personnes), notamment par le biais du réseau des quarante-cinq « villages de Montagne ». A partir de 3 000 F (457 €) la semaine à Arrens, dans le charmant Val d'Azun (Hautes-Pyrénées) ou de 4 000 F (610 €) à la Grave, dans les Hautes-Alpes (Villages Tour, tél. : 04-50-54-70-55). Autre formule populaire, les gîtes d'étapes ou les petits hôtels de famille distingués par un label spécialisé, tel Rando'Plume, qui propose près d'une centaine d'adresses : de 105 à 260 F (16 à 40 €) par personne, en demi-pension (Cimes Pyrénées, tél. : 05-62-90-67-27).

● **Randonnées**. La moyenne montagne est, par excellence, le royaume de la randonnée en liberté. Plusieurs professionnels expérimentés proposent des formules de ce type avec carnet de route, portage des bagages et hébergements réservés. Plébiscitée par les enfants, la randonnée avec un âne de bât à la vent en poupe, notamment dans les Bauges (Savoie) ou dans les Cévennes, avec l'un des trente-sept membres de la Fédération nationale Anes et Randonnée (tél. : 04-79-63-84-01).

Les randonneurs au long cours opteront pour les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle ou les sentiers de grande randonnée (Centre d'Informations de la Fédération française de randonnée pédestre, tél. : 01-44-89-93-93) qui sillonnent l'Auvergne, le Jura, le Queyras ou la Chartreuse. De nombreux voyageurs spécialisés tels Terres d'Aventure (tél. : 01-53-73-77-73) ou Allibert (tél. : 04-76-45-22-26 et 01-40-21-16-21) proposent un large éventail de randonnées « clés en main ». Atout majeur de Vagabondages (tél. : 04-92-21-17-77), l'enracinement régional de ses adhérents qui programment des balades originales et des options séduisantes, telle cette « rando-bainé » (sept jours à partir de 3 680 F, 561 €, par personne) qui associe marche et remise en forme dans des stations thermales pyrénéennes.

Philippe Bardiau



## Week-end Van Dyck à Anvers

Un port ? Certes. Mais d'où l'on ne voit pas la mer : Anvers est tributaire de l'Escaut, le fleuve qu'il a fallu draguer pour le passage des grands bateaux. Un port

et rien que cela ? Allons donc ! La ville est un centre mondial de l'industrie diamantaire, concentrée dans le quartier juif, aux abords de la gare centrale. Elle abrita Mercator, dessinateur des routes du monde, et Christian Plantin, le Tourangeau, l'un des premiers imprimeurs, dont on suit la trace dans la rue Saint-Esprit et dans le Musée Plantin-Moretus, au Vrijdagmarkt.

Celui de ses enfants que préfère la ville (même s'il naquit à Cologne) est toutefois Pierre-Paul Rubens. Il est partout. En sa maison (à la Wapperstraat), à la cathédrale, dans l'église Saint-Paul, en la chapelle Saint-Jacques, où il mit en scène son trépas. On retrouve aussi cet aristocrate philosophe au Musée des beaux-arts, où, jusqu'au 15 août, il accepte d'être éclipsé par celui qu'il avait baptisé « mon meilleur élève » : Antoine Van Dyck, dont « la métropole » (un titre obtenu à l'époque de la naissance du génial portraitiste) honore le 400<sup>e</sup> anniversaire. Cent tableaux ont été réunis pour l'occasion, dont certains prêtés par la reine d'Angleterre.

Au-delà, cette ville écartelée entre sa splendeur passée et ses questions d'aujourd'hui (l'extrême droite y draine 30 % des électeurs) veut clamer sa vigueur et son ouverture. Dans la foulée de l'exposition Van Dyck, une multitude de manifestations guide le touriste dans une cité difficile à aborder ; une agglomération de 500 000 âmes où, dans tous les domaines, le pire cotoie le meilleur. « Antwerpen open » (Anvers ouverte) invite à découvrir des sculptures et des dessins de Henry Moore (au parc

du Middelheim et au Muhka, un ancien silo à grains devenu musée), à voir en leur lieu de naissance de jeunes créateurs de mode (Dirk Bikkembergs, Walter Van Beirendonck, Ann De Meulemeester), à réfléchir sur le sens de la peinture aujourd'hui (Trouble Spot Painting, au Muhka également). Dans ce périple, l'étranger privilégiera les témoignages d'un passé marqué par des occupations diverses (espagnole, hollandaise, autrichienne, française) ou la version contemporaine d'une architecture qui, nulle part en Belgique, n'offre une telle diversité. Signe des signes que la ville veut envoyer au monde, l'été d'Anvers, un festival multiculturel, proposera, les 7 et 8 août, des spectacles de cirque, de théâtre et de musique dans tous les quartiers.

Jean-Pierre Stroobants

★ Office du tourisme d'Anvers, tél. : 00-32/3/232-01-03 ou Internet [www.antwerpenopen.be](http://www.antwerpenopen.be). Informations sur l'exposition Van Dyck et séjours en quatre prix (visite, une nuitée, un petit-déjeuner, de 250 à 1 100 F, 38 à 168 €, tél. : 00-32/70/233-799).

★ Hôtels : Rubens, à deux pas de la Grand'Place, une maison patricienne meublée d'antiquités avec terrasse fleurie et jardin (tél. : 00-32/3/222-48-48) ; t Sandt, au cœur de la ville, une demeure de style rococo (tél. : 00-32/3/232-93-90).

★ Restaurants : De Matelote, un bouchon du XVI<sup>e</sup> siècle dans un ravissant décor et des poissons inégaux (six tables, réservation indispensable, tél. : 231-32-07) ; Formuis, lieu intime pour menu du jour très flamand (tél. : 233-62-70) ; Pazzo, sympathique bar à vins pour une cuisine au naturel, française ou italienne (tél. : 232-86-82).

★ Cafés : tavernes, cafés littéraires, bars à marins, cercles de jazz et de musique folk : la ville compte autant d'ambiances que de bières. Pour savourer les unes et les autres, choisir les quartiers de la Grand'Place, de la Groenplaats, du Suikerui, des Vlaamse et Waalse Kaai. Offre promotionnelle de la SNCF sur le Thalys, 920 F (140 €) A/R pour deux personnes.

**BATEAUX-MOUCHES®**  
6 RESTAURANTS Pont de l'Alma - Paris 8ème - M° Alma Marceau

Jusqu'à 2000 couverts «sur l'instant» avec 52 Maîtres Coqs

**Anniversaires & fêtes à bord**

Pour «Gourmets» et «Privilégiés» - 3 Salons privés

Locations 01 42 25 96 10 Informations 01 40 76 99 99

# Patience, le beau temps revient

**JEUDI.** Après le temps chaud et orageux de ces derniers jours, de l'air plus frais a envahi la France. Cette masse d'air d'origine océanique a été poussée par un vent d'ouest. Elle se traduit par beaucoup d'humidité et quelques pluies éparses le matin. Une amélioration s'amorce dès l'après-midi, et le temps estival reviendra sur la plupart des régions ces prochains jours.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** - Le vent d'ouest ramène encore beaucoup de nuages. Ils donneront quelques gouttes en matinée. Des éclaircies se développeront au fil des heures. Elles s'élargiront l'après-midi. Il ne fera pas plus de 19 à 24 degrés.

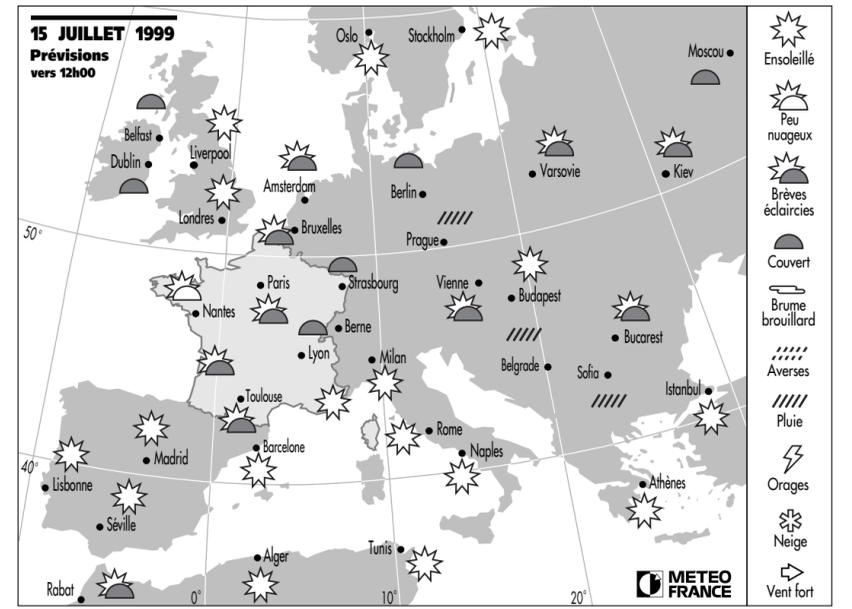
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - La journée débutera le plus souvent sous les nuages et parfois sous la pluie. Au fil des heures, le soleil revient près des côtes. Il gagnera du terrain l'après-midi. On attend entre 18 et 24 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Les nuages domineront largement le matin. Ils donneront parfois un peu de pluie. La situation s'améliore doucement l'après-midi avec de timides éclaircies. Il fera entre 20 et 25 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Les nuages laisseront peu de place au soleil le matin. En revanche, il s'imposera l'après-midi en Aquitaine et Midi-Pyrénées. Les éclaircies seront moins franches en Poitou-Charentes. On attend de 22 à 26 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Les nuages resteront abondants sur le Massif Central. Quelques averses se déclencheront, surtout le matin. En revanche, les éclaircies s'imposeront en Rhône-Alpes, plus timidement en Limousin. On attend entre 22 et 27 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le vent se calmera un peu, mais restera sensible du golfe du Lion à la Corse. Le soleil ne sera pas contrarié de la journée. Il fera entre 29 et 33 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

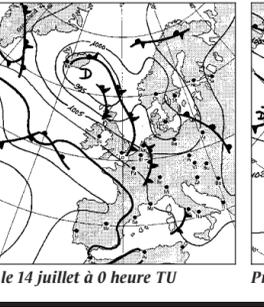
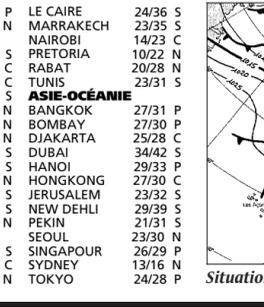
**FRANCE.** Le troisième week-end de juillet devrait connaître des difficultés de circulation sur les routes. La Sécurité routière a classé le samedi 17 rouge dans le sens des départs. Ce sera donc un jour à éviter, surtout dans la vallée du Rhône où les perturbations apparaîtront très tôt. Cette période sera déjà celle des premiers retours de congés et le samedi est classé orange en province. Enfin la Sécurité routière recommande de rentrer dans les agglomérations avant 17 heures le dimanche 18 et annonce un trafic chargé sur l'A13 en direction de l'Ile-de-France en raison des retours des spectateurs de l'Armada du siècle à Rouen.

**DUBAI.** La compagnie Emirates renforce sa desserte du Royaume-Uni, avec une troisième liaison quotidienne Dubai-Londres, ce qui entraîne un quota supplémentaire de sièges pour les passagers en transit vers l'Asie. Egalement un vol supplémentaire vers Islamabad.

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.	
<b>FRANCE métropole</b>	
AJACCIO 20/29 S	NANCY 13/22 P
BIARRITZ 17/23 N	NANTES 16/27 S
BORDEAUX 16/24 N	NICE 22/28 S
BOURGES 15/25 N	PARIS 13/26 N
BREST 14/19 S	PAU 13/22 N
CAEN 14/19 S	PERPIGNAN 19/29 S
CHERBOURG 13/21 S	RENNES 15/24 S
CLERMONT-F. 13/23 N	ST-ETIENNE 13/22 C
DIJON 14/25 N	STRASBOURG 16/28 N
GRENOBLE 15/26 S	TOULOUSE 16/28 N
LILLE 13/20 N	TOURS 14/25 N
LIMOGES 13/22 N	<b>FRANCE outre-mer</b>
LYON 17/25 N	FRANCFORT 14/21 N
MARSEILLE 21/32 S	GENEVE 22/29 P
	FORT-DE-FR. 26/30 N
	NOUMEA 22/26 P
	HELSINKI 16/24 P
	ISTANBUL 23/29 S

PAPEETE 22/28 S	KIEV 23/33 N
POINTE-A-PIT. 25/31 N	LISBONNE 19/30 S
ST-DENIS-RE. 19/24 N	LIVERPOOL 11/18 S
<b>EUROPE</b>	LONDRES 13/21 S
AMSTERDAM 14/20 N	LUXEMBOURG 12/20 C
ATHENES 24/32 S	MADRID 19/35 S
BARCELONE 21/27 S	MILAN 21/29 S
BELFAST 10/16 C	MOSCOU 22/30 C
BELGRADE 16/27 P	MUNICH 21/28 S
BERLIN 15/21 C	NAPLES 21/22 S
BERNE 15/19 C	OSLO 20/31 S
BRUXELLES 13/21 N	PALMA DE M. 17/34 N
BUCAREST 17/34 N	PRAGUE 17/27 S
BUDAPEST 21/27 S	ROME 19/29 S
COPENHAGUE 12/20 N	SEVILLE 24/37 S
DUBLIN 9/17 C	SOFIA 17/24 P
FRANCFORT 14/21 N	ST-PETERSB. 22/32 S
GENEVE 22/29 P	STOCKHOLM 18/24 N
HELSINKI 16/24 P	TENERIFE 17/25 N
ISTANBUL 23/29 S	VARSOVIE 16/22 N

VENISE 21/27 P	LE CAIRE 24/36 S
VIENNE 17/24 N	MARRAKECH 23/35 S
<b>AMÉRIQUES</b>	NAIROBI 14/23 C
BRASILIA 16/26 S	PRETORIA 10/22 N
BUENOS AIR. 8/10 C	RABAT 20/28 N
CARACAS 23/29 C	TUNIS 23/31 S
CHICAGO 20/33 S	<b>ASIE-OCCÉANIE</b>
LIMA 14/19 N	BANGKOK 27/31 P
LOS ANGELES 16/22 N	BOMBAY 27/30 P
MEXICO 12/21 N	DIAKARTA 25/28 C
MONTREAL 20/30 S	DUBAI 34/42 S
NEW YORK 22/30 S	HANOI 29/33 P
SAN FRANCISCO 17/19 N	HONGKONG 27/30 C
SANTIAGOCHI -2/8 S	JERUSALEM 23/32 S
TORONTO 22/29 S	NEW DEHLI 29/39 S
WASHINGTON 21/31 N	PEKIN 21/31 S
<b>AFRIQUE</b>	SEOUL 23/30 N
ALGER 16/30 S	SINGAPOUR 26/29 P
DAKAR 25/29 C	SYDNEY 13/16 N
KINSHASA 20/27 N	TOKYO 24/28 P



### PRATIQUE

## Alarmes et télésurveillance, gardiens de la maison

**ISSUS** des technologies de pointe, les systèmes électroniques de détection informent d'une tentative d'intrusion dans un appartement ou une maison en trois phases : détection, analyse du signal et/ou transmission. Il existe des appareils à tous les prix ou presque, mais un bon ensemble, complet, coûte de 20 000 F à 50 000 F (3 049 € à 7 622 €). Il s'agit d'un investissement sur dix ans, dont l'entretien est primordial.

Parmi ces appareils figurent les détecteurs périphériques tels que tubes à pression enterrés, caméras à capteurs de mouvements, capteurs sismiques ou câbles rayonnants, qui relèvent de la haute sécurité. Les détecteurs sur clôture réagissent à toute déformation, coupure ou franchissement. Les détecteurs d'ouverture répondent à la dissociation d'une lame et d'un aimant. Enfin les détecteurs de chocs, qu'ils soient à masselotte ou à bille, réagissent aux impacts sur les portes ou fenêtres, comme les détecteurs de bris de vitres (piézoquartz ou piézoacoustiques).

Parmi les détecteurs volumétriques, activés par la présence d'êtres vivants, les détecteurs à in-

fraouge passifs analysent les subtiles variations de température dues à la présence humaine. Les détecteurs à hyperfréquences et les détecteurs ultrasoniques déclenchent eux tout déplacement à partir de l'effet Doppler-Fizeau.

La centrale d'alarme, commandée par une clé, un code ou une combinaison, reçoit les signaux et les interprète, pour éviter toute fausse alarme. Elle doit fournir sa propre énergie et signaler toute

### Eviter les fausses alertes

Les fausses alertes coûtant cher aux sociétés de télésurveillance, donc à leurs clients, les professionnels en ont donc recensé les causes les plus fréquentes. 70 % à 75 % sont dues à l'utilisateur (ou à son chien). Viennent ensuite la fenêtre mal fermée, qu'un coup de vent va ouvrir, ou un camion dans la rue, qui déclenche un système mal réglé. Plusieurs méthodes permettent de réduire ces inconvénients, à commencer par le couplage de deux modes de détection. Par exemple, un détecteur de fumée couplé à un détecteur de chaleur. Le premier réagit au-dessus d'un inoffensif mégot dans un cendrier, mais le détecteur de chaleur n'enregistre pas une élévation de température de début d'incendie. On peut encore affiner grâce à la tri-technologie, qui ajoute une analyse fine des deux signaux par un microprocesseur. Le recours à l'image numérique, monte également en puissance. Enfin, les détecteurs monomode n'ont semble-t-il pas dit leur dernier mot. Un très bon infrarouge peut éliminer tout aussi efficacement la fausse alarme - mais à un niveau de prix comparable à celui des systèmes précédents, voire plus élevé...

tentative de sabotage. Toutes évolutives est marquée par la montée en puissance de la transmission sans fil. La radio s'intègre à de plus en plus d'éléments, ce qui augmente la souplesse... en abaissant le coût d'installation. Il existe deux grandes classes de produits : élaborés pour chaque site précis ; ou, plus généralistes, pour équiper par exemple un pavillon ou une boutique.

Mieux vaut choisir une centrale évolutive. On peut très bien se suffire, dans un premier temps, d'une alarme reliée à une sirène et vouloir ensuite la raccorder à un transmetteur. Il est dommage alors de devoir la changer...

### UN MARCHÉ EN PROGRESSION

La transmission d'alarme à distance ne relève pas forcément de la télésurveillance. La centrale peut composer un ou plusieurs numéros de téléphone.

La télésurveillance, elle, enregistre une alerte, la valide, et déclenche éventuellement une intervention. Son domaine dépasse largement la lutte contre l'intrusion : prévention des fuites de gaz, dégâts des eaux, incendie, surveillance de personnes dépendantes,

de climatisations, de réfrigération, de couveuses, etc.

L'alerte, enregistrée, est transmise à une station centrale de télésurveillance, dont le rôle consiste à valider l'alarme en reconnaissant la réalité du risque. Cette vérification peut se faire par téléphone, en appelant les gens sur place, ou grâce à la vidéo, des caméras se déclenchant automatiquement en début d'alerte. Il est arrivé qu'on enregistre ainsi des malfaiteurs en action ! Cette validation va jusqu'à l'envoi d'intervenants. Un abonnement revient entre 200 F et 500 F (30,5 € et 76,2 €) par mois.

L'ensemble du secteur de la surveillance est en expansion rapide, les ventes d'alarmes progressant de 40 % par an et la télésurveillance de 15 % à 17 %. La hausse actuelle est surtout due aux particuliers (dont une nouvelle clientèle de jeunes retraités) qui représentent 15 % à 20 % de ce marché... alors que seulement 5 % à 10 % d'entre eux sont équipés.

Cet afflux a provoqué, aux dires de certains fabricants, une concurrence « sauvage ». N'importe quelle entreprise peut aujourd'hui s'intituler alarmiste. Ce qui se révèle aussi dramatique pour la pro-

ression que pour ses clients, qui paient cher une protection d'une efficacité parfois très relative... Les groupements professionnels ont bien compris le danger de telles pratiques et s'emploient à encadrer le secteur avec des certifications sérieuses, des produits agréés et une charte déontologique pour les installateurs. Dans les prochains mois, ce travail sur la certification va aboutir à un label de marque reconnu, à travers un organisme certificateur (Cofraq), qui simplifiera la tâche du client.

Enfin, il ne faut pas oublier que, pour efficace qu'elle soit, la meilleure alarme ne remplacera jamais une porte solide et une bonne serrure... mais elle peut leur ajouter une dissuasion déterminante.

- ★ Groupement des industries, des matériels électroniques de sécurité, d'alarme et de télésurveillance (Gimalaric), 11, rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 16, tél. : 01-45-05-71-19.**
- ★ Groupement professionnel des métiers de la sécurité électronique (GPMSE), 5, rue Hamelin, 75116 Paris, tél. : 01-44-05-84-65.**

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99166

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

**HORIZONTELEMENT**

I. Prison en bord de mer. - II. Susceptible de bouger. Personnel. - III. Un petit coin pour essayer. Tous les interdits s'y retrouvent. - IV. Qui pourraient se retrouver dans le précédent. Panthère des neiges. - V. Colin quand il est noir. Vainqueur de la Route du rhum en 1990. - VI. Saint manchois. Porté vers les plaisirs. - VII. Met bout à bout. Renforce la coque. - VIII. Etait utilisée en pharmacie. Onze Républiques autour de la Russie. Nouveau en

janvier. - IX. Personnel. Structure d'entreprise. Filtré naturel. - X. Nous en met plein la vue.

**VERTICALEMENT**

I. L'ivresse naît de leur profondeur. - 2. Le meilleur moyen d'échapper à la monotonie. Lettres de saint Luc. - 3. Divisée ou dépassée. Gagnant aux courses. - 4. Tous jours prêtes à en rabattre. - 5. Venus en Europe au IV<sup>e</sup> siècle, ils disparaurent à la fin du V<sup>e</sup>. Point. - 6. Fin d'office. Passent avec les révolutions. Paresse en Amérique du Sud.

### BRIDGE

PROBLÈME N° 1849

♠ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

- 7. Conjonction. Un bon plan quand ça va très mal. - 8. Il faut payer pour connaître la bonne. - 9. En fera encore plus. - 10. Fidèle et loyale. Préposition. - 11. Affaibli. D'un auxiliaire. - 12. Un petit repos bienvenu, ou tout ce qu'il faut pour le prendre.

**Philippe Dupuis**

**SOLUTION DU N° 99165**

**HORIZONTELEMENT**

I. Confidentiel. - II. Oriel. Recréé. - III. Névrothèque. - IV. Cie. Tri. Mi. - V. Olaf. Alambic. - VI. Club. Ils. Ana. - VII. Té. Ivres. Sel. - VIII. Eta. Aisées. - IX. Eta. Nuits. - X. Sériele. Nue.

**VERTICALEMENT**

1. Concoctées. - 2. Oreillette. - 3. Niveau. Aar. - 4. Fer. FBI. II. - 5. Ilot. Va. - 6. Prairial. - 7. Erailles. - 8. Net. Assène. - 9. Tch. Eu. - 10. Ire. Bassin. - 11. Ee. Mine. Tu. - 12. Lexicalisé.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

**LE PLACEMENT DE KIT**

Dans cette donne, jouée lors d'une sélection américaine, Kit Woolsey a prouvé, en bon technicien, que l'on doit parfois avoir l'esprit de sacrifice.

♠ R 10 9 6 3  
♥ R  
♦ R 10 4  
♣ R 10 5 2

♠ 5  
♥ D 10 7 6 4 3  
♦ D 6 5 2  
♣ 7 3

N	E	A
O	S	V 9 5 2
		♦ A V 9 7
		♠ D 9 8 4

♠ D V 8 7 4 2  
♥ A 8  
♦ 8 3  
♣ A V 6

Ann. : S. don. N.-S. vuln.

**Woolsey, en Sud, a-t-il gagné CINQ PIQUES** contre toute défense ?

**Réponse**

Woolsey comprit immédiatement qu'Est devait forcément avoir les deux As pour son contre d'appel et que l'on pourrait assurer le contrat si Est avait l'As de Pique sec. Le déclarant décida donc de faire un jeu d'élimination dans la perspective d'une mise en main, et ainsi, après avoir pris le Roi de Cœur avec l'As pour couper le 8 de Cœur, il joua atout. Est mit l'As de Pique sec, mais il n'eut pas d'autre choix que de rejouer Cœur dans coupe et défausse, ou Carreau qui libère le Roi de Carreau du mort, ou Trèfle dans la fourchette.

Si Est avait eu l'As de Pique second, il aurait joué atout, mais le déclarant aurait encore eu la ressource de l'impasse à Trèfle sur Est, en espérant que la Dame de Trèfle serait troisième et que Sud pourrait défausser un Carreau sur le quatrième Trèfle du mort. Ainsi, il ne concéderait que l'As de Pique et l'As de Carreau...

♠ R V 2  
♥ 8 6 4 2  
♦ 6 5 4 3 2  
♣ R

N	E	A	D 5 3
O	S	V 10	♦ -
			♣ D V 10 9 8 7

♠ A 6 4 6 5  
♥ A R D  
♦ A R D V 10 8  
♣ A

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
2 ♣	4 SA	2 SA	4 ♣
4 SA	5 ♥	5 ♥	5 ♥
7 SA	5 ♠	5 ♠	5 ♠

Ouest a entamé le 2 de Trèfle. Comment Sud peut-il gagner le GRAND CHELEM contre toute défense ?

*Note sur les enchères*

Sud avait utilisé l'ouverture de « 2 Trèfles » forçant de manche avec la réponse à l'As. Avec deux Rois, il y a intérêt, en général, à ne pas faire la réponse négative de « 2 Carreaux », mais à répondre « 2 SA ». Ensuite, le Blackwood à « 4 SA » demandait le nombre de Rois, car Nord aurait pu n'avoir qu'un seul Roi et au moins 8 points.

**Philippe Brugnon**

## DISPARITIONS

# René Girault

## Un historien des relations entre les peuples

**SPÉCIALISTE** incontesté de l'histoire des relations internationales – il prit à Paris I la suite de Jean-Baptiste Duroselle –, l'historien René Girault est mort jeudi 8 juillet à l'âge de soixante-neuf ans.

Né le 12 décembre 1929, il obtient au terme de ses études en Sorbonne l'agrégation d'histoire en 1955. Tout en enseignant un temps dans le secondaire (lycée du Mans, puis Janson-de-Sailly), il entreprend un doctorat d'Etat sous la direction de Roger Portal (elle sera publiée en 1973 chez Colin sous le titre *Emprunts russes et investissements français en Russie 1887-1914*) mais subit de plus en plus l'influence de Pierre Renouvin, premier titulaire de la chaire d'histoire des relations internationales à la Sorbonne. Maître assistant à Lille (1965-1968), puis maître de conférence à Paris VIII Vincennes, il participe à la fondation de cette université issue des événements de mai 68. Il la quitte pour devenir professeur d'histoire des relations internationales à Paris X Nanterre (1973), poste qu'il occupe jusqu'à ce que lui échoie la succession de Duroselle à Paris I Panthéon-Sorbonne (1983). Il prend sa retraite en 1994.

#### L'INFLUENCE DES IMAGINAIRES

L'homme qui collabora à certains grands chantiers historiographiques tels *L'Histoire économique et sociale de la France*, dirigée par Fernand Braudel et Ernest Labrousse (tome IV, volumes 1, 2 et 3, PUF, 1979-198) ou *L'Histoire économique et sociale du monde*, dirigée par Pierre Léon, (tome V, Colin, 1977) et laissa quelques manuels remarquables (*De la Russie à l'URSS*, cosigné par Marc Ferro (Nathan); *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941* (Masson, 1988, repris en 1998 chez Colin avec la collaboration de Robert Frank); *La Loi des géants 1914-1964* (Masson, 1993), Girault a surtout alimenté le champ de sa spécialité par ses nombreux articles où il illustre une approche méthodologique et épistémologique qui rompt avec l'histoire diplomatique traditionnelle pour inventer une authentique histoire des relations entre les peuples : il intègre les forces démographiques, écono-

miques et les mentalités collectives, ce qu'on appelle depuis Renouvin les « *forces profondes* ».

Insistant sur l'influence des présentations et des imaginaires collectifs sur les relations entre nations, comme sur l'environnement « culturel » et les réseaux de sociabilité des décideurs, il proposa dès 1969 d'utiliser une « *clé générationnelle* » pour comprendre les « visions du monde » des hommes d'Etat. Ce qui l'amena parfois à commenter à chaud, pour la presse, l'histoire du temps présent, comme au lendemain des révolutions de 1989. Sa forte personnalité et la singularité de sa démarche intellectuelle le poussent à l'engagement. Homme de gauche et européen convaincu, il a la lucidité d'en repérer les faiblesses : c'est lui qu'Alain Savary, alors ministre de l'éducation nationale, chargea en 1982 d'une enquête sur la situation de l'enseignement de l'histoire et de la géographie (*L'Histoire et la géographie en question*, CNDP, 1983) ; lui encore qui anima un réseau d'une centaine de chercheurs sur la notion contemporaine des « *identités européennes* » – ce qui en fit une référence pour la communauté européenne des historiens.

Sa rigueur proverbiale ne jugulait pas sa bonne humeur. « Grand prof », il savait galvaniser les amphithéâtres, conduire en acteur les évocations les plus ardues et s'avérait un compère d'une vivacité exceptionnelle. Sans doute son plaisir à parcourir le monde explique-il autant sa spécialisation que sa généralité humaine. Son dernier ouvrage, *Etre historien des relations internationales* – tout un programme ! – était paru l'an dernier aux publications de la Sorbonne.

<i><b>Philippe-Jean Catinchi</b></i>
<b> ■ IGOR BELSKY</b> , ancien chorégraphe russe du ballet Kirov, est mort le 3 juillet dans sa maison de Saint-Petersbourg, à l'âge de soixante-quatorze ans. Il avait appris la danse à l'école de ballet de Leningrad et était entré au Kirov en 1943, dont il devint l'un des grands danseurs. Il quitta le célèbre ballet en 1962 pour devenir chorégraphe du Leningrad Malý

<b>CARNET</b>
<b>Francisco Juliao</b>
<b>L'ancien leader des ligues paysannes du Brésil</b>
<b>LEADER</b> charismatique, dans les années 50, des ligues paysannes engagées dans la lutte pour la réforme agraire dans le Nordeste brésilien, Francisco Juliao est mort d'une crise cardiaque, samedi 10 juillet, à Cuernavaca, ville du Sud mexicain où il résidait depuis deux ans. Il était âgé de quatre-vingt quatre ans.
Né le 26 février 1915 dans une famille d'exploitants agricoles appauvris de Bom Jardim, dans l'Etat nordestin de Pernambuco, Francisco Juliao fait des études de droit à l'université de Recife, où il se convertit au marxisme. Avant de commencer une carrière politique, il monte un modeste cabinet d'avocats spécialisé dans la défense des journalistes et métayers pressurés par le système latifundiste, héritage féodal de la colonisation portugaise.
<b>L'EXIL AU MEXIQUE</b>
Elu en 1954 sous l'étiquette du parti socialiste brésilien à l'assemblée législative régionale, il épouse aussitôt la cause de 140 familles de coupeurs de canne à sucre d'une localité de Pernambuco, qui tentent de former la première association syndicale paysanne du Nordeste pour faire face aux manœuvres d'intimidation dont ils sont l'objet de la part des grands propriétaires de la région. Le parlementaire devient alors un militant de choc de la réforme agraire, qu'il se met à prêcher avec passion « <span> </span> <i>par la loi ou par la force</i> <span> </span> ».
Ses harangues sont d'autant plus efficaces qu'elles sont diffusées dans les campagnes misérables sous forme de tract rédigés conformément à la littérature populaire locale dite de « <span> </span> <i>cordel</i> <span> </span> ». Le mouvement de
<i><b>Jean-Jacques Sévilla</b></i>
plusieurs ouvrages, et notamment d'une excellente <i>Introduction à la lecture de Lacan</i> (Denoël, 2 volumes, 1985-1992) et d'une <i>Nouvelle Bibliographie des travaux de Jacques Lacan</i> (EPEL, 1994), la plus complète à ce jour dans le monde, il était membre de l'association Espace analytique (fondée par Maud Mannoni) et enseignant à l'Université de Paris VII.
<b>Anniversaires de décès</b>
<b>Marie Ange BÉRENGOLC</b> ,
le 15 juillet 1994, ta voix, ton rire se sont éteints, mais ils sont pour toujours en nous.
Tu es plus que jamais extraordinairement présente parmi nous. Nous t'aimons.
– Il y a un an, le 15 juillet 1998,
<b>Julien DESCHAMPS</b>
nous quittait.
Il est toujours dans nos cœurs et « <span> </span> debout sur nos paupières <span> </span> ».
– Il y a un an,
<b>Colette GINGRICH</b>
disparaissait.
Je ne me consolerais jamais de ton absence.
John.
– A l'occasion du dixième anniversaire du rappel à Dieu de
<b>Laetitia</b> ,
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.
Anthony, Davina, Neville et William Rowley.

**Manière de voir** *LE MONDE diplomatique*  
Le bimestriel édité par

**RÉVOLUTION DANS LA COMMUNICATION**

- Introduction, par **Ignacio Ramonet**.
- Stratégies pour le cybermonde, par **Joël de Rosnay**.
- Bataille mondiale pour le contrôle des réseaux, par **Dan Schiller**.
- L'idéologie des nouvelles technologies, par **Lucien Sfez**.
- Machines à endoctriner, par **Noam Chomsky**.
- Le règne de la délation optique, par **Paul Virilio**.
- A quoi sert la communication ?, par **José Saramago**.
- Internet et moi, par **Kenzaburô Ôé**.
- Dangereux effets de la globalisation des réseaux, par **Armand Mattelard**.
- Les termes inégaux des échanges électroniques, par **Philippe Quéau**.
- Culture McWorld contre démocratie, par **Benjamin R. Barber**.
- L'individu privatisé, par **Cornélius Castoriadis**.
- Le déclin de la parole, par **Philippe Breton**.

*Et d'autres articles, accompagnés d'une importante bibliographie, d'une liste de sites Internet et d'un glossaire.*

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €**

<b>Yoshio KOBAYASHI</b>
a quitté sa famille et ses amis.
Il sera incinéré vendredi 16 juillet 1999, à 9 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20 <sup>e</sup> .
Cet avis tient lieu de faire-part.
– M. le proviseur, Les personnels, Et les élèves du lycée Carnot, ont la tristesse de faire part du décès de
<b>M. Hervé MADANI</b> , professeur.
La cérémonie civile aura lieu vendredi 16 juillet 1999, à 15 h 15, au crématorium du Père-Lachaise.
Lycée Carnot, 145, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.
– Le président de La Prévention Routière, Le personnel et les délégués du comité de Paris, L'ensemble du personnel de l'association, ont la tristesse de faire part du décès de
<b>M. Jean-Pierre MURY</b> , directeur du comité de Paris, survenu accidentellement en Afrique.
Une cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 20 juillet 1999, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, Paris-8 <sup>e</sup> .
La Prévention Routière, 6, avenue Hoche, 75008 Paris.
– Callian (Var).
M <sup>me</sup> Berthe Oeuvrard, Les familles Dauxais, Mottis, Oeuvrard, Olivier, Baglina, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de
<b>M. Maurice OEUVRARD</b> , officier de la Légion d'honneur, préfet honoraire.
Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église de Callian, le jeudi 15 juillet 1999, à 10 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.
<b>Anniversaires de naissance</b>
<b>M. et M<sup>me</sup> Pierre EBONGUÉ-JONG</b> ont la joie de faire part de la naissance de leur petit-fils,
<b>Wesley-Toussaint EBONGUÉ</b> ,
le 29 juin 1999, à la clinique des Noriets.
137, boulevard de Stalingrad, 94400 Vitry-sur-Seine.
<b>Anniversaires de décès</b>
<b>Antoine</b> , économiste distingué et basketteur émérite,
un feu d'artifice de grosses bises.
De la part de Simone, Madeleine, Marie-Hélène, André et Georges.
<b>Anniversaires de mariage</b>
– Du Bar de la cigale à Montpellier aux cigales de Sausset en passant par les cigales de Kéa, la belle saison continue.
<b>Geneviève et Alain</b> .
<b>Décès</b>
– Julie Carpio, sa fille, Luc Bernard, Le frère de Guy Gilles, son ami, Ainsi que tous ceux qui l'aimaient, ont la douleur de faire part de la mort subite de
<b>Patrick JOUANÉ</b> , acteur,
survenue le vendredi 9 juillet 1999, aux Mureaux, à l'âge de cinquante et un ans.
Cet avis tient lieu de faire-part.
28, boulevard Beaumarchais, 75011 Paris.

<b>Yoshio KOBAYASHI</b>
a quitté sa famille et ses amis.
Il sera incinéré vendredi 16 juillet 1999, à 9 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20 <sup>e</sup> .
Cet avis tient lieu de faire-part.
– M. le proviseur, Les personnels, Et les élèves du lycée Carnot, ont la tristesse de faire part du décès de
<b>M. Hervé MADANI</b> , professeur.
La cérémonie civile aura lieu vendredi 16 juillet 1999, à 15 h 15, au crématorium du Père-Lachaise.
Lycée Carnot, 145, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.
– Le président de La Prévention Routière, Le personnel et les délégués du comité de Paris, L'ensemble du personnel de l'association, ont la tristesse de faire part du décès de
<b>M. Jean-Pierre MURY</b> , directeur du comité de Paris, survenu accidentellement en Afrique.
Une cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 20 juillet 1999, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, Paris-8 <sup>e</sup> .
La Prévention Routière, 6, avenue Hoche, 75008 Paris.
– Callian (Var).
M <sup>me</sup> Berthe Oeuvrard, Les familles Dauxais, Mottis, Oeuvrard, Olivier, Baglina, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de
<b>M. Maurice OEUVRARD</b> , officier de la Légion d'honneur, préfet honoraire.
Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église de Callian, le jeudi 15 juillet 1999, à 10 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.
<b>Anniversaires de décès</b>
<b>Marie Ange BÉRENGOLC</b> ,
le 15 juillet 1994, ta voix, ton rire se sont éteints, mais ils sont pour toujours en nous.
Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, le 5 mai.
92, rue de la Pompe, 75116 Paris. Tel-Aviv, Rishon-le-Zion.
– Florence Smadja, son épouse, Noémí, Sarah et Daniel, ses enfants, Claude et Dalia Smadja, son frère et sa belle-sœur, Et leurs enfants, Les familles Assuied, Goldberg, Haddad, Joffe, Smadja, ont la grande douleur de faire part du décès de
<b>David Sylvain SMADJA</b> ,
survenu le 10 juillet 1999, à l'âge de cinquante-trois ans, à la suite d'un cancer.
Les obsèques auront lieu le jeudi 15 juillet 1999, au cimetière parisien de Bagneux. On se réunira à 15 h 45, à l'entrée principale.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
1, rue Jean-Jaurès, 92260 Fontenay-aux-Roses.
<b>CARNET DU MONDE TARIFS 99 - TARIF à la ligne</b>
<b>DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 136 F TTC - 20,73 € TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €</b>
<b>NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 € THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 € COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter ☎ 01.42.17.39.80 + 01-42-17-38-42 Fax : 01.42.17.21.36</b>

<b>Souvenir</b>
– Quand les hommes vivront d'amour, il n'y aura plus de misères, les soldats seront troubadours mais, nous, nous serons morts mon frère,
à <b>Jacques RUBLINE</b> .
Christiane Rubline, Paris.
<b>Remerciements</b>
– Touché des nombreux témoignages de compassion et d'amitié qui lui sont parvenus suite au décès de
<b>Jean-Marien TARAVANT</b> ,
le 21 juin dernier.
Sa famille remercie tous ceux et celles qui se sont associés à son deuil.
<b>Communications diverses</b>
Réunie à Pontoise du 5 au 8 juillet 1999, la 85 <sup>e</sup> assemblée de l'Oratoire a élu Supérieur général le Père Gérard BENETEAU, curé de Saint-Eustache, à Paris.
Le conseil est composé des Pères Michel QUÉSNEL, Christian DUROZOY, Paul CARPENTIER, Gilbert CAFFIN.

<b>RUBRIQUE IMMOBILIÈRE</b>
<i><b>Parution lundi daté mardi</b></i>
<b>► TARIF ABONNÉS<span> </span>: FORFAIT 5 LIGNES (26 caractères ou espaces par ligne)</b>
2 Parutions <span> </span> : <b>430 F TTC / 65,55 €</b>
4 Parutions <span> </span> : <b>600 F TTC / 91,46 €</b> 100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.
<i>- Bouclage vendredi 12 h. -</i>
<b>☎ 01.42.17.39.80</b>
<b>Fax<span> </span>: 01.42.17.21.36</b>

L'ÉTÉ FESTIVAL

Dieu que les années 70 étaient jolies ! Quand l'été venait, tout le pouvoir était aux fleurs, aux guitares et à l'amour... Un peu de cet état d'esprit pacifique ou « baba », comme on voudra, a ressurgi sur les prés de Saint-Chartier, gros bourg du bas Berry, où chaque année depuis plus de vingt ans, tout ce que l'Europe compte de sonneurs et autres joueurs de vielles à roue se donne rendez-vous pour un festival chaque année plus populaire (15 000 spectateurs sont attendus). Instruments anciens pour humeurs modernes, rencontres et croisements entre les genres musicaux, entre musiciens qui, sans Saint-Chartier, ne se rencontreraient jamais, comme cette année le vielliste Valentin Clastrier et le techno-breton Denez Prigent ou comme Dominique Regef et Stephan Eicher. Saint-Chartier est aussi un marché et le lieu où des musiciens passionnés ont ressuscité, par de patientes recherches, des instruments disparus ou sur le point de disparaître. De l'autre côté du Massif central, Avignon continue de multiplier les coups d'éclat : après l'étonnement de l'Allemande Sacha Waltz et des Chilien de La Troppa (*Le Monde* du 14 juillet), Alain Ollivier signe une mise en scène irréprochable d'un beau et difficile texte du Brésilien Nelson Rodrigues.

Féerie d'aujourd'hui pour un autre Chambord

C'EST UNE LANTERNE à la main que, le 15 juillet, à la nuit tombée, la ministre de la culture, Catherine Trautmann, devrait franchir le seuil du château de Chambord. Elle inaugurerait ainsi un nouveau parcours-spectacle placé sous le signe de Jean Cocteau, celui du *Baron fantôme* et de *La Belle et la Bête* – une végétation proliférante dévore la façade de l'édifice transformée par des jeux de lumière en une espèce de château de la Belle au bois dormant revu par l'auteur d'*Orphée*. Cette impression accompagne le visiteur du rez-de-chaussée aux terrasses. Il apercevra des figures inquiétantes, des scènes fugitives d'autant plus fantastiques qu'il aura vite le sentiment d'être nulle part : avec ses fausses symétries, l'espace est à la fois simple et labyrinthique ; la musique et les bruits démultiplient ce dédale. L'architecture intérieure est redoublée par les images d'autres architectures trafiquées. On croise un ballet d'ombres chinoises, avant de tomber sur un cabinet de curiosités en trompe l'œil. Tout en haut, entre les cheminées géantes, des images mouvantes semblent projetées par d'invisibles lanternes magiques. On est loin ici des premiers « son et lumière » dont Chambord revendique la primauté mondiale – il en a connu quatorze différents depuis 1953. Mais ces cavalcades inévitablement scandées par la voix d'un

comédien sont incontestablement à l'origine de tous les spectacles qui se développent aujourd'hui à partir d'un monument. Les uns se sont résolument retranchés derrière le discours historique. Ils sont bavards par définition, usent et abusent de nombreux figurants. Le

LA PHRASE DU JOUR

« Connaisant le manque de confiance qu'il avait en lui-même, je pense que mon père, John Lennon, n'aurait pas aimé que je réussisse »

Julian Lennon, chanteur

spectateur assiste assis à ces grands-messes de la mémoire. L'archétype en serait aujourd'hui le Puy-du-Fou, c'est-à-dire un Disneyland à la française. Les autres abandonnent tout espèce de commentaire, estimant que le monument est une forme à exalter par le biais de jeux de lumière qui sculptent une réalité différente. Le Mont-Saint-Michel ou Azay-le-Rideau, mis en scène par Christine de Vichet et Philippe Noir, sont des représentants de cette voie minimaliste et résolument esthétique. « Les Métamorphoses de Chambord », conçues par le groupe

qui se nourrit de la première. Pour arriver à ses fins, le quatuor utilise ici la féerie des vieilles pièces à machines, adaptée aux techniques de pointe. Le résultat a certes encore besoin d'être rodé, mais il y a là quelque chose de nouveau qui mérite d'être exploré.

Emmanuel de Roux

★ « Les Métamorphoses de Chambord », du 16 au 31 juillet, tous les soirs de 22 h 30 à minuit ; en août, tous les soirs de 22 heures à 23 h 30. Tél. : 02-54-50-40-00. De 50 F à 80 F (de 7,62 € à 12,20 €).

PORTRAIT

Madame la photographe de mode

ELLE EST DE BLANC VÊTUE, comme le sont ses cheveux retenus en queue de cheval. Les lunettes cerclées de noir sont d'autant plus frappantes. L'Américaine Lillian Bassman, une des figures de la photo de mode du magazine *Harper's Bazaar* dans les années 40 et 50, a assisté à l'hommage qui lui a été rendu par les Rencontres photo d'Arles, le 9 juillet au Théâtre antique. Lillian Bassman faisait partie avec Louise Dahl-Wolfe des « dames de Bazaar » – titre de la projection de qualité signée Gabriel Bauré. Deux dames qui se détestaient. « *Dahl-Wolfe a essayé plusieurs fois de me faire renvoyer* », avoue-t-elle en souriant. Louise Dahl-Wolfe était la protégée de Carmel Snow, la directrice de la rédaction, Lillian Bassman, celle d'Alexandre Brodovitch, le directeur artistique. Snow et Brodovitch formaient le tandem le plus créatif de la presse illustrée des années 30 à 60, bien au-delà de la photo de mode, publiant des textes de Truman Capote et des images de Brassai ou Cartier-Bresson. « *Vous n'êtes pas là pour faire de l'art* », a pourtant dit un jour Carmel Snow à Lillian Bassman. Cette dernière se distingue par un style expressionniste, usant de touches multiples pour ne conserver que des formes baignant dans un environnement abstrait et flou, aux noirs et blancs contrastés. « *Je fabriquais l'image au laboratoire*. » Jusqu'à deux semaines pour un tirage... « *J'étais fatiguée de la photo parfaite de l'époque*. » Celle de Louise Dahl-Wolfe notamment. Sa formation de peintre est un indice. « *J'ai arrêté parce que j'étais trop lente. J'ai aussi fait de la danse. Cela m'a permis de mimer des gestuelles pour donner des indications aux mannequins*. » Brodovitch l'embaucha d'abord comme directrice artistique de *Junior Bazaar* – laboratoire du grand magazine et lui fait réaliser ses premières photos. Les vêtements sont parfois peu lisibles. Les clients s'en plaignaient-ils ? « *Je n'ai jamais détruit une robe !, s'insurge Lillian Bassman, les informations y étaient : forme et longueur, plissé qui tombait bien, rangées de boutons, ourlets*. » Elle a aussi photographié des cigarettes, machines à laver, alcools. « *Jamais de voitures. C'était le domaine réservé des hommes*. » Aujourd'hui, elle dit détester « *le diktat des mannequins* » et l'idée de « *faire porter une robe de 4 000 dollars à une gamine de seize ans* ». Pourquoi continuer ? « *Parce que j'adore la mode ! Ma conception de la beauté traduit mon désir d'une femme que je ne suis pas : grande au cou élancé*. » Ses alchimies de laboratoire sont aujourd'hui réalisées à l'aide d'un ordinateur qu'elle veut mieux maîtriser : « *Je vais suivre des cours à l'université*. » Lillian Bassman a quatre-vingt-deux ans.



LILLIAN BASSMAN

Michel Guerrin

Le bas Berry, terre d'élection des virtuoses de la vielle à roue

Saint-Chartier/Musique. Plusieurs milliers de mélomanes font la fête aux instruments anciens remis à neuf

23<sup>e</sup> RENCONTRES INTERNATIONALES DE LUTHIERS ET MAÎTRES SONNEURS DE SAINT-CHARTIER. Du 11 au 14 juillet.

SAINT-CHARTIER (Indre) de notre envoyée spéciale

En 1976, lorsque eurent lieu les premières Rencontres internationales de luthiers et maîtres sonneurs, Jacques Grandchamp était là. Vingt-trois ans plus tard, ce facteur de vielles et de violons installé dans le quartier Arnaud-Bernard de Toulouse est encore là, sous les grands arbres du parc du château de Saint-Chartier, celui des *Maîtres sonneurs* de George Sand, enfant (d'adoption) du pays. Il fabrique des vielles à roue, l'instrument roi de Saint-Chartier.

Saint-Chartier est d'abord une foire où cent vingt-deux exposants, en majorité luthiers et facteurs, viennent montrer ce qu'ils ont réalisé de plus nouveau, de plus juste et de plus beau depuis un an. Il y a des concerts, bien sûr, comme dans les meilleurs marchés de musique internationaux, et, fait unique en son genre, une consigne pour instruments de musique, débordante en ce 13 juillet : dans un hangar attenant au château s'alignent les accordéons diatoniques, les vielles à roue (en moyenne 20 000 francs l'instrument), les tambours bodhrans, les guitares, cornemuses et autres harpes, qui ressortiront à la tombée du jour, une fois échangés les savoirs. Ainsi, en croyant à la force des instruments, Saint-Chartier, petit village de 500 habitants, attire chaque année plus de quinze mille défenseurs de musique dite « traditionnelle », venus de la France entière, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, d'Allemagne, d'Italie, de Hongrie et de Macédoine. Jacques Grand-

champ, jeans et T-shirt noirs, cheveux courts, se souvient de « [son] premier Saint-Chartier », des personnages qu'il y croisa : Kurt Reichmann, facteur de vielles de Francfort, seul étranger en 1976 et présent, évidemment, en 1999, son compagnon-musicien, « une sorte de Gitan large comme ça, qui avait joué toute la nuit sur la vielle que j'avais amenée ». Une partie des festivités se passait alors à La Châtre, 15 000 habitants, distante de quelques kilomètres, avec un défilé folklorique qui n'intéressait guère les jeunes, alors plus soucieux du renouveau folk. « *Mais il s'est passé quelque chose d'indefinissable* ». Une magie, que personne parmi les fidèles de Saint-Chartier n'a jamais démentie. Elle attire « depuis quatre ou cinq ans un public très jeune, les enfants et les petits-enfants des folkeux des années 70, mais aussi les élèves des conservatoires classiques qui ont envie de s'amuser et des centres de musiques traditionnelles en région », explique le producteur Philippe Krümm, présent à Saint-Chartier depuis l'an 01, l'un des acteurs de la nouvelle vague des musiques traditionnelles françaises à qui Nova vient de confier l'élaboration de son nouveau site Internet (world-musicland.com).

VITALITÉ ANTIPASSÉISTE

Babas parfois, les Rencontres de Saint-Chartier n'en montre pas moins une vitalité antipasséiste qui peut paraître étrange à qui n'a jamais fréquenté les festou-noz de l'Interceltique de Lorient. Ici comme là-bas, la jeunesse montre son besoin de convivialité : le camping de Saint-Chartier (entrée libre) est plein, et le bas Berry devient pour l'occasion un lieu de fête. A l'entrée du château, on af-



Vielle à roue et cornemuse dans le parc du château de Saint-Chartier.

fiche aux grilles des messages de rendez-vous, et, à 1 heure du matin, c'est la ruée vers les planchers de bal – sept, avec autant d'orchestres acoustiques – installés sous les remparts. Le 12 juillet, avant d'aller danser, 5 300 spectateurs avaient suivi le concert de La Bottine souriante, neuf Québécois ayant « jazzifié » avec humour le folk de là-bas.

« *Jamais auparavant les luthiers ne s'étaient ainsi rencontrés* », dit Michèle Fromenteau, cofondatrice et directrice artistique des Rencontres de Saint-Chartier – 3 millions de francs de budget pour 1999, « dont 6,91 % de subven-

tions », souligne l'administrateur. Avant d'apprendre la vielle à roue avec Gaston Guillemain, l'un des maîtres berrichons du genre, puis d'en jouer au sein du Groupe d'instruments anciens de Paris et aux côtés de Jean-Claude Malgoire, Michèle Fromenteau fut pianiste classique. En 1976, le comité George-Sand de La Châtre lui demanda d'imaginer les célébrations du centenaire de la mort de l'écrivain. « *J'étais musicienne soliste, et j'avais des problèmes d'instrument ; j'ai donc tout de suite pensé à inviter des facteurs*. » Si Michèle Fromenteau avait appartenu aux Gàs du Berry, groupe folkloriste de Nohant dési-

reux de maintenir les traditions du bas Berry en l'état, Saint-Chartier n'aurait sûrement jamais existé. On n'aurait pas discuté ici de l'avenir du *crwth*, une lyre galloise, ou du *nyckelharpa*, ni vu les magnifiques accordéons diatoniques des Italiens Castagnari (le modèle Marc 8, celui de Marc Perrone, fait main, coûte autour de 17 000 francs).

En 1976, le niveau technique des musiciens traditionnels était tombé à un niveau ridiculement bas. Les instruments étaient soit anciens et mal en point, soit fabriqués par des amateurs. Aujourd'hui, tout a changé, la virtuosité des musiciens – de la

Bretagne au Centre, de Toulouse à Gérardmer, terre de l'épinière – étant sans doute à l'origine du renouveau de ces musiques. Ils jouent vif, moderne et juste. « *Les musiciens ont toujours poussé les luthiers à aller plus loin, remarque Philippe Krümm. Michèle Fromenteau et Saint-Chartier ont été le chaînon qui a permis de faire évoluer cette musique qui se perdait*. »

INSTRUMENTS SURRÉALISTES

A la suite des Rencontres de Saint-Chartier, Bernard Blanc a pu inventer une cornemuse bouronnaise qui jouait juste, Christian Rault et Kurt Reichmann sont partis en Espagne afin d'observer l'organistrum – une vielle à jouer à deux – sculptée sur le fronton de la cathédrale de Saint-Jacques-de-Compostelle, et Denis Siorat a mis au point la vielle électroacoustique qui a marqué la percée de l'instrument dans l'univers du rock et des musiques croisées. Denis Siorat a résolu les problèmes d'amplification de Valentin Clastrier, sans doute le plus original des viellistes (en concert avec le techno-breton Denez Prigent), de Gilles Chabenat (avec I Muvrini), de Dominique Regef (avec Stephan Eicher).

Jacques Grandchamp fabrique de belles vielles à roue en bois et aussi des violons et des vielles électroacoustiques d'un nouveau genre : matériaux de récupération, couvercles de boîtes de maquereau au naturel, Vierges en plastique, décalcomanies, culs de bouteilles de Camping-Gaz, pins kitsch et multicolores. Ces instruments surréalistes sonnent comme il faut. C'est un art de vivre, une manière de prendre la culture par ses racines.

Véronique Mortaigne

L'inquiétante étrangeté de la cornemuse

Paris/Exposition. Le plus bestial des instruments à voir aux ATP

SOUFFLER, C'EST JOUER, CHABRETTAIRES ET CORNEMUSES À MIROIRS EN LIMOUSIN. Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Sablons. Tél. : 01-44-17-60-00. Jusqu'au 31 août. Catalogue : FAMDT Editions, 158 p., 195 F (29,73 €).

« *Les cornemuses à miroirs du Limousin seraient-elles aussi des cornemuses à mémoire ?* », se demande Eric Montbel, commissaire de l'exposition présentée à Paris au Musée des arts et traditions populaires.

Porteuse de nombreux mythes, la cornemuse est, selon Freud, d'une « *inquiétante étrangeté* ». Eric Montbel, l'un des sauveteurs de l'instrument, insiste : « *Le principe même de l'instrument intrigue – le souffle continu et l'invisibilité du souffle, ce ventre enflé, ce petit animal qui geint... Le sac de l'instrument est bien un ventre, un ventre à vent(s)*. » En Limousin, les musiciens plaçaient dans les chabrettes, une cornemuse cousine des biniou braz bretons ou des highland pipes écossais, « *des boules de matière brune, faites d'œuf, de miel, de saindoux. On y verse un verre de vin, on y crache l'air chaud, de la salive*. »

Parfois du bouillon gras. La chabrette est ainsi assimilée à un ventre en digestion, et à une petite chèvre, dont les matières servant à leur fabrication (l'os, la corne, la peau) rappellent la symbolique animale. En 1943, Georges-Henry Rivière, fondateur des ATP, avait acheté chez un antiquaire de Limoges une chabrette décorée de triangles d'étaïen incrusté de pièces de bois teinté et d'un miroir découpé en oratoire. Elle reste l'une des plus belles pièces de l'exposition, où l'on découvrira également des râpes à tabac et des cuillers de fête décorées avec le même raffinement. Témoins de la

foi – les dessins géométriques, croix et cercles des empeignes de chabrettes sont chargés de sens –, objets essentiels de la fête, rappels des anciennes licornes, les populaires chabrettes entrent au musée avec des airs d'objet d'art brut. François Denis (1866-1946), qui fut l'un de ses derniers fabricants avant déclin et *revival* dans les années 70, était valet de chambre, et gaucher. Il montait des cornemuses à l'envers, s'amusa à plaquer des bagues de laiton de plomberie, des morceaux de manches de parapluie, de plaques publicitaires sur les chabrettes de tradition.

La cornemuse est un enfant, comme en témoigne la présence des bergers qui en jouent dans les crèches. Elle a accompagné le sacré et le profane de la France profonde, celle des régions. Aujourd'hui au musée, elle a insufflé une vitalité quotidienne à la musique et aux arts populaires : les concours d'instrumentistes lancés en Haute-Vienne et en Corrèze, la mode qui s'en suivit dans le Berry dès 1888 mobilisaient des centaines de joueurs de chabrette, de chabrette ou de musette.

V. Mo.

CANAL DE LOURO, QUAI DE LA SEINE A PARTIR DU 15 JUILLET TOUS LES JOURS SAUF LE LUNDI DE 10H À 22H LES SAMEDIS ET DIMANCHES DE 10H À 22H

**MARI-MIRA, L'ESPRIT CABANON**  
ARTS PLASTIQUES  
ACCES LIBRE

PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ  
01 44 94 98 00  
FNAC : 0 803 808 803







## De la viande issue de bœufs tuberculeux serait commercialisée en Grande-Bretagne

L'alerte intervient au moment où l'embargo européen sur les bovins anglais doit être levé

**LES BOVINS ANGLAIS** tuberculeux entrent dans la chaîne alimentaire avec la bénédiction du ministère de l'agriculture, rapporte le journal anglais *The Independent on Sunday* dans son édition du 11 juillet. L'information est publiée au moment où la levée de l'embargo du bœuf anglais pour cause d'encéphalopathie spongiforme, sous certaines conditions, doit être votée le 14 juillet à Bruxelles afin d'être appliquée à partir du 1<sup>er</sup> août.

Les Anglais eux-mêmes croyaient que tout bovin tuberculeux était abattu et immédiatement incinéré. Ce ne serait pas toujours le cas : les inspecteurs du service d'hygiène gouvernemental auprès des abattoirs se contenteraient de faire découper les parties visiblement atteintes par la tuberculose sur les carcasses, puis enverraient le reste de la bête dans le circuit alimentaire.

Le consommateur risque d'être ainsi contaminé si la viande n'est pas cuite très complètement, ni le lait bien pasteurisé. Le bacille tuberculeux bovin est différent du bacille infectant normalement l'homme, mais il peut le contaminer. On diagnostique environ trente cas annuels de tuberculose bovine chez les sujets anglais, sur

un nombre de personnes contaminées par le bacille tuberculeux estimé à six mille. Il est vraisemblable que, parmi celles-ci, certaines personnes aient en fait contracté la tuberculose bovine.

Après l'encéphalopathie spongiforme, on apprend ainsi que les bovins anglais sont tuberculeux et que, comme pour les « vaches folles », des animaux malades entrent dans le circuit alimentaire. Le contrôle sanitaire de l'alimentation au Royaume-Uni est placé sous l'autorité des municipalités et des structures administratives d'arrondissement, les employés du contrôle étant payés par les municipalités.

Partout ailleurs en Europe, les structures de contrôle sanitaire sont étatisées et indépendantes des pouvoirs locaux. Il est question depuis trente ans d'instituer outre-Manche une Food standard agency dont le rôle serait celui dévolu en France à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afsa), mais les résistances à sa création sont tenaces.

Une vérification auprès du service de santé publique anglais fait toutefois apparaître que l'article de *The Independent*, s'il ne dit rien de formellement faux, manque un peu

de sens de l'équilibre. Selon James Watson, infectiologue au service de santé publique de Londres, spécialisé dans la tuberculose animale, « la Grande-Bretagne a éradiqué l'essentiel de la tuberculose bovine depuis trente-quatre ans après la mise en évidence de la maladie par les tests à la tuberculine. Les animaux déclarés contaminés sont abattus systématiquement et la plupart des troupeaux sont totalement indemnes de tuberculose. Il arrive que des ganglions soient jugés suspects lors de l'examen des carcasses à l'abattoir et il est vrai que, dans ce cas, on élimine largement les parties contaminées sans éliminer l'ensemble de l'animal ».

### LA FRANCE PLUS STRICTE

Le fait reste inquiétant, dans la mesure où une recrudescence de la tuberculose bovine est observée depuis une dizaine d'années. En Angleterre, le cheptel est contaminé par une espèce sauvage, le blaireau, qui serait le réservoir naturel de la maladie. Mais l'action des ligues de protection des animaux empêche d'envisager de s'attaquer directement aux blaireaux. Le problème de la contamination par des rongeurs sauvages apparaît d'ailleurs dans d'autres pays : des trou-

peaux de rennes au Canada et de bisons aux Etats-Unis sont concernés, mais leur viande n'est pas consommée.

« Ce qui nous permet d'être confiants quant à l'absence de risque de contamination humaine par le bacille tuberculeux bovin, poursuit M. Watson, c'est que nous ne détectons pas de cas de tuberculose bovine chez les jeunes gens. Les cas que nous mettons en évidence se déclarent chez les personnes âgées, qui ont pu garder le bacille dormant de très longues années avant qu'il ne se mette à proliférer à l'occasion d'une altération de l'état général pour une autre raison. »

L'information publiée dans la presse anglaise n'en demeure pas moins stupéfiante, alors que le Royaume-Uni appartient à l'Union européenne, dont les règles d'hygiène concernant les animaux destinés à l'alimentation humaine sont très strictes. « En France, confirme le docteur Marc Savey, de l'Afsa, sont abattus non seulement les animaux malades mais aussi tous les troupeaux dont ils sont issus. Nous avons chaque année environ quatre cents bovins atteints sur un cheptel de vingt et un millions de têtes. »

Elisabeth Bursaux

## L'euro continue de frôler la parité avec le dollar

Aucun signe de rebond à court terme

L'EURO continue à frôler la parité avec le dollar. Mercredi 14 juillet au matin, dans les premières transactions sur le marché des changes européen, la devise européenne cotait 1,0136 dollar contre 1,0189 dollar mardi soir à Londres. Le dollar s'était replié mardi en raison des inquiétudes vis-à-vis de l'Amérique latine et notamment des rumeurs de dévaluation en Argentine.

Ces inquiétudes ont donné un léger répit à l'euro. Après la publication de statistiques économiques allemandes décevantes, celui-ci était tombé, mardi matin, à son plus bas niveau historique : il cotait 1,0109 dollar contre 1,175 dollar à son lancement le 4 janvier (*Le Monde* du 14 juillet).

Mais la baisse de l'euro ne devrait connaître qu'une pause de courte durée. Selon Jeremy Stretch, stratège sur le marché des changes à NatWest Global Financial Markets à Londres, les inquiétudes vis-à-vis de l'Amérique latine « vont graduellement se calmer ». Les marchés vont à nouveau se concentrer sur le contraste entre les économies américaine et européenne, particulièrement avec la publication jeudi des chiffres sur l'inflation aux Etats-Unis.

L'euro pourrait même reculer jusqu'à 0,90 dollar à affirmé, mercredi, Horst Siebert, un des conseillers économiques indépendants – les « cinq sages » – du gouvernement allemand. Interrogé par la chaîne de télévision ZDF, M. Siebert a estimé que le repli de la monnaie européenne pourrait se révéler néfaste s'il se traduisait par une hausse de l'inflation. Un peu plus tard, M. Siebert affirmait que sa prévision d'un euro à 0,90 dollar n'était pas « sérieuse ». « J'évoquais juste un scénario possible », a-t-il avancé.

De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) avait estimé, dans son bulletin de juillet, publié mardi, que la dépréciation du taux de change de l'euro aurait un effet inflationniste modéré, en raison du poids limité des échanges extérieurs dans l'économie de la zone euro.

La glissade de l'euro face au dollar n'émeut pas outre mesure les responsables américains qui continuent à prôner les vertus d'un billet vert musclé et voient dans la faiblesse de la toute nouvelle monnaie unique européenne les difficultés du Vieux Continent à s'adapter aux réalités de la mondialisation. – (AFP, Reuters)

## Corse : un gendarme mis en examen accorde un entretien à « Match »

DANS UN ENTRETIEN publié par *Paris-Match* dans son édition du 14 juillet, l'adjudant-chef Eric Moulié, membre du commando de gendarmes ayant détruit, dans la nuit du 19 au 20 avril, la paillote Chez Francis près d'Ajaccio, dénonce les méthodes du colonel Henri Mazères, ancien chef de la gendarmerie en Corse. Il assure que celui-ci « prenait ses ordres de la direction générale de la gendarmerie nationale mais surtout du préfet ». Bonnet. Selon Eric Moulié, mis en examen pour « destruction volontaire de biens appartenant à autrui par incendie en bande organisée », le colonel Mazères « réfutait la réalité ». « Il donnait un ordre non signé, on n'avait qu'à exécuter », dit-il. Le membre du groupe de pelotons de sécurité (GPS) raconte avoir participé à plusieurs missions sur la base d'informations transmises par un indicateur de la préfecture, via le colonel Mazères. Il cite celle visant à prévenir l'attaque d'une brigade de gendarmerie de Haute-Corse par un commando nationaliste qui aurait été « le groupe [ayant] assassiné le préfet Grignac », selon une confidence du colonel Mazères. Il évoque aussi le coulage d'un bateau et le mitraillage, « avec une cagoule sur la tête », de maisons de nationalistes.

## Légère hausse du nombre de demandes d'asile en 1998

LE RAPPORT D'ACTIVITÉ de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) pour l'année 1998 vient d'être rendu public. Le nombre des premières demandes d'asile est en légère augmentation pour la deuxième année consécutive, passant de 21 416 à 22 375. En revanche le nombre de décisions rendues est en diminution (- 7 %) par rapport à 1997 et le délai moyen de l'instruction augmente. Le nombre de réfugiés reconnus a été de 4 342 ; 19,38 % des demandes ont été satisfaites. L'année 1997 avait vu gonfler le nombre de demandeurs d'asile roumains (5 140) ; ils forment encore le plus fort contingent (3 027), devant les Chinois. En 1998, ce sont les demandeurs d'asile yougoslaves (Serbie et Monténégro) dont le nombre a le plus augmenté (1 252).

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : un Malien, interpellé à Paris alors qu'il s'appropriait à faire disparaître le corps découpé en morceaux d'un homme, a été mis en examen mardi 13 juillet pour « assassinat, vol et escroquerie » et écroué. Agé de vingt-neuf ans, il a été appréhendé dimanche au petit matin, poussant un landau dans lequel se trouvait un corps en morceaux. En garde à vue, le Malien a affirmé qu'il s'agissait d'un ami décédé à son domicile en présence de jeunes femmes. L'enquête a toutefois révélé qu'il avait conservé des cartes de crédit appartenant à son ami, avec lesquelles il a tiré une somme de 15 000 francs.

■ **GRANADA** : le groupe de télévision et d'hôtellerie britannique a annoncé, mardi 13 juillet, son entrée à hauteur de 9,9 % dans le club de football de Liverpool. Le groupe va prendre cette participation en souscrivant à une augmentation de capital pour 22 millions de livres (33,7 millions d'euros).

Tirage du *Monde* daté mercredi 14 juillet 1999 : 498 251 exemplaires.

1-3

## M<sup>me</sup> Thatcher ne démord pas de ses sentiments antieuropéens

LONDRES de notre correspondant L'Europe, ou l'Amérique ? Le continent ou le grand large ? Près d'une quinzaine d'années après avoir signé l'Acte unique, la Grande-Bretagne hésite toujours et son ancien chef, Margaret Thatcher, reprend du service contre « la dissolution de l'indépendance nationale » complotée, selon elle, par ces très distingués messieurs et dames du Foreign Service. « Depuis les années 50, écrivait-elle dimanche dans *The Sunday Telegraph*, une poignée de diplomates de haut rang, sans considération pour l'opinion publique ou celle des gouvernements qui se sont succédés, font valoir que notre seule manière d'avancer est de nous dissoudre toujours plus dans l'Union européenne. »

La « Dame de fer » qui, à soixante-quatorze ans, ne se montre toujours pas prête à décrocher, ne va pas jusqu'à accuser ses diplomates de l'avoir sciemment trompée lorsqu'elle a signé l'Acte en 1986, mais le journal qui l'accueille affirme que tel est bien, en privé, le sentiment qui la ronge. Accompagnée d'une pétition signée par une demi-douzaine d'anciens ambassadeurs partageant son analyse, la lettre de la baronne Thatcher de Kesteven – ainsi nommée depuis 1992 lors de son entrée à la Chambre des Lords du royaume – s'en prend au « facile argument », assez timidement avancé d'ailleurs par Tony Blair et son gouvernement, selon lequel « le meilleur moyen pour Londres d'influencer les Etats-Unis est de passer par l'Union européenne ».

L'ancienne patronne des conservateurs, aujourd'hui sur la même longueur d'onde que ses héritiers dans le parti, qui demeurent majoritairement eurosceptiques, rejette cette analyse au motif que « tel n'était certainement pas l'avis des présidents Reagan et Bush ». Les deux anciens hôtes de la Maison

Blanche « peuvent au contraire témoigner que c'est la Grande-Bretagne et non l'Europe qui fut invinciblement et solidement à leurs côtés dans les périodes de danger ».

### ATLANTISME FORCENÉ

Du reste, ajoute la baronne, très active par ailleurs dans la défense du général Pinochet toujours retenu à Londres, « les temps de paix comme de guerre ont largement démontré que nous avons beaucoup plus en commun avec les Etats-Unis qu'avec l'Europe ». Régulièrement consultée par Tony Blair sur les questions de défense et de diplomatie – notamment pendant toute la guerre du Kosovo –, l'ancien premier ministre ne va pas jusqu'à recommander le retrait britannique de l'Union ou la fusion du royaume avec Washington DC, mais elle insiste : « La relation transatlantique avec les Etats-Unis doit demeurer au cœur de notre diplomatie. »

Dans un pays où, selon un sondage publié la semaine dernière à Bruxelles, à peine 31 % des sujets soutiennent la présence de leur royaume dans l'Union et où moins de 28 % des personnes interrogées se disent favorables à l'entrée de la livre dans l'euro, nul doute que les propos de Margaret Thatcher jouiront d'un certain retentissement. Et ce, d'autant plus que le gouvernement de Tony Blair, sonné par une défaite de proportion inattendue et boudé par une bonne partie de son électorat au dernier scrutin européen, tend à se retirer sur son Aventin, quand il est question d'Europe. Dernier repli tactique en date : la campagne publique en faveur de l'euro qui devait être lancée ce mois-ci par un groupe d'influents entrepreneurs soutenus par certains ténors conservateurs europhiles et en présence de Tony Blair, serait, selon les journaux, reportée à des temps meilleurs...

Patrice Claude



## AVIGNON

du 11 au 22 juillet 1999

Le Monde vous accueille de 11 heures à 18 h 30

**CLOÎTRE SAINT-LOUIS  
20, RUE PORTAIL-BOQUIER**

Entrée libre  
Tél. : 04.90.16.95.59  
avignon@lemonde.fr

■ Tous les jours, des rencontres avec les acteurs du festival animées par Colette Godard, de 16 heures à 17 h 30 :

- le 11 juillet : « Shakespeare, le théâtre, le pouvoir », avec Philippe Torretton, Jean-Louis Benoit et Yann-Joël Collin
- le 12 juillet : « Nouvelles donnes italiennes », avec Giorgio Barberio Corsetti, prochain directeur artistique de la Biennale de Théâtre à Venise
- le 13 juillet : « Deux metteurs en scène en quête d'auteurs », Alain Ollivier et Didier Bezace
- le 14 juillet : « Royal de Luxe, souvenirs d'Afrique », avec Jean-Luc Courcoult
- le 15 juillet : « Berlin, nouvelles donnes théâtrales », avec Thomas Ostermeier et Sasha Waltz, prochains directeurs de la Schaubühne
- le 16 juillet : « Amérique latine, la musique avant toute chose », avec Véronique Mortaigne et des musiciens
- le 17 juillet : « Amérique latine, des écritures en ébullition », avec Françoise Thanas et des auteurs
- le 18 juillet : « Berlin 2000, les enjeux culturels », avec Peter Radunski, sénateur à la culture, Volker Hassemer, directeur de « Partner für Berlin », Jörg Ingo Weber, chargé des affaires culturelles au Sénat, et Henri de Bresson
- le 19 juillet : « Avignon, porte ouverte à l'Est », avec Stefan Moskov et Bernard Faivre d'Arcier
- le 20 juillet : « Les marionnettes font le théâtre », avec Emilie Valantin, Francis Marshall, Ezechiel Garcia-Romeu et François Tomsu
- le 21 juillet : « Le théâtre des paroles », avec Michel Didym et Wajdi Mouawad
- le 22 juillet : « Création politique, duo ou duel ? », avec Michel Raskine, Wladyslaw Znrko, Angelin Preljocaj et Dominique Fréard

(sous réserve de modifications)

■ Le kiosque du *Monde* : journaux, publications, livres, CD-ROM, dossiers documentaires

■ Le Monde interactif  
En accès libre au « Monde des Rencontres »  
Le Monde sur Internet : <http://www.lemonde.fr>

Le Monde  
**INTERACTIF**

<http://www.lemonde.fr>

Les résultats des Grandes Ecoles : admissibilités et admissions (ENS, 15 ESC, IESEG, ESDS, ESSCA, IPAG, ENSAI, EDHEC, ESTP, ISEP, INT, MINES-PONTS, ENSAE, CENTRALE, UTC, ST-CYR, MSTCF DAUPHINE).

Retrouvez les résultats sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn).